PARTI SOCIALISTE – SFIO
Conseil national du mardi 6 mai 1947

Sommaire

Guy Mollet 2
Paul Ramadier 9
Maurice Deixionne (Tarn) 13
Léon Boutbien 17
Léon Blum 19
Léon Boutbien 20
Gérard Jaquet (délégation exécutive) 22
Léon Blum 24
Gérard Jaquet 24
André Philip 25
Christian Pineau (Sarthe) 30
Pierre Bloch 33
Lamine Gueye (député du Sénégal) 35
Jean Le Bail 38
Alexandre Bracke 40
Marceau Pivert (Seine) 42
Charles Lussy (Vaucluse) 44
Capocci (Comité directeur) 47
Jean Charlot (Var) 48
Ramon (Hérault) 49
Max Lejeune (Somme) 50
Victor Provo (Nord) 52
Piette (Seine-et-Marne) 53
Ferrat (Nord) [?] 55
Ferrat (Rhône) 57
Salomon Grumbach 58
Mazier (Côtes-du-Nord) 59
Jean Minjoz (Doubs) 60
Théo Staub (Seine-Inférieure) 62
Bonin (Haute-Loire) 62
Colin (Oran) 63
Albert Gazier 64
Naegelen 65
Paul Ramadier 66
Léon Blum 69
Guy Mollet 71
Daniel Mayer 74

Séance de l'après-midi

Fondation Jean Jaurès

La séance de l'après-midi, présidée par Peeters (Meurthe-et-Moselle), assisté de Charlot (Var) et Le Courtaller (Morbihan), est ouverte à 15 h.
Guy Mollet, Secrétaire général du Parti Socialiste prend le premier la parole.

Guy Mollet

Je crois qu'il est utile de commencer nos travaux par un tour d'horizon sur les événements qui se sont produits depuis le dernier Conseil national.
Le Conseil national dernier se tenait les 19 et 20 mars. Le jeudi 20 mars, alors que nous étions en train de discuter politique générale, le débat sur les crédits militaires en Indochine se terminait à l'assemblée comme vous savez. Nous étions déjà dans une atmosphère de crise et nous avons envisagez au cours du Conseil national la convocation possible d'une nouvelle session de Conseil national dans les 3 ou 4 jours. Samedi 22 mars, vote sur la confiance.
Les élus du Parti Communiste et les députés se sont abstenus alors que les ministres votaient pour et s'engageaient à suivre les instructions communes destinées au nouveau gouverneur d'Indochine, Bollaert. Les radicaux, cherchant à tirer les conséquences de ce scrutin à l'assemblée, votaient par 28 voix contre 26 le retrait de leurs ministres. Puis, après avoir ainsi marqué leur volonté, ils décidèrent que leurs ministres pouvaient rester.
Les MRP manifestaient la même fantaisie en ce qui concerne la Sécurité sociale, 6 votaient contre, les ministres votaient pour.
Le groupe parlementaire Socialiste, par 31 voix contre 21, décidait le maintien du gouvernement Ramadier.
Au point de vue politique intérieure, le dimanche 30 mars, il y avait le discours de Bruneval, suivi, le lundi 7 avril, du discours de Strasbourg. Actuellement, il est vrai de dire que l'organisation du rassemblement du peuple français n'a pas eu, dans le pays, l'accueil que les fondateurs pouvaient attendre. Cependant, il est facile de dire qu'actuellement, dans l'immédiat, cela ne représente encore en soi, un danger dans le cas où, dans le pays, le mécontentement s'accentuerait.
A l'égard au RPF, l'attitude des différents partis a été différente. Droite : assez favorable ; Rassemblement des Gauches : assez nettement favorable ; MRP : s'est montre attentiste sur le fond, un accord d'ensemble devait se manifester. Chez les dirigeants du Parti Communiste, volonté certaine d'exploiter cette situation et de tenter une nouvelle manoeuvre à l'égard du Parti Socialiste par les "comités de vigilance".
Le Comité directeur, à la majorité, a décidé d'envoyer une lettre immédiatement aux représentants les invitant à prendre avec nous et immédiatement les mesures qui s'imposaient. Nous avons envoyé dans toutes nos fédérations la circulaire que vous savez. A l'heure actuelle, à cette lettre, je n'ai reçu qu'une réponse, celle du Parti Communiste disant qu'il est prêt à nous rencontrer lors que nous l'y convierons. En ce qui concerne le MRP, pas de réponse écrite. J'ai rencontré Maurice Schumann dans les couloirs de l'assemblée il y a environ 15 jours et il m'a dit : "vous allez recevoir une lettre de moi dans laquelle je réponds à votre circulaire. Je vous transmets les décisions de notre organisme central". Je n'ai encore rien reçu.

En ce qui concerne le Rassemblement des Gauches, j'ai rencontré hier M. Delbos qui s'est excusé parce que, m'a-t-il dit, le Président Herriot est malade, il avait égaré la lettre. Il l'a, retrouvée et doit la soumettre au Président.
Dans les fédérations et sections, on doit attendre les décisions nationales.
II y a aussi les incidents de Casablanca, du Maroc, de l'Algérie, l'accroissement des difficultés qui nous vaut les voyages successifs de Naegelen et de Depreux, le voyage de Vincent Auriol et, surtout, les incidents de Madagascar.
Le mercredi 17 avril, un Conseil de cabinet, sur l'affaire de Madagascar se tient dans une atmosphère difficile, à l'ordre du jour, le problème de Madagascar lui-même et plus particulièrement, la question de l'arrestation des députés malgaches et la levée d'immunité parlementaire.
Deux problèmes nettement différents sur cette question : l'un, le fond même de la question sur lequel il y a eu et il y aura dans le Parti unanimité pour continuer certaines menées contre un retour à la féodalité. Accepter aveuglément l'arrestation des députés malgaches et la levée d'immunité parlementaire, eut été créer un précédent dangereux sur les institutions démocratiques et les institutions parlementaires. Le Comité directeur a d'abord confirmé une démarche que j'avais moi-même faite dès le lendemain, auprès du Président Paul Ramadier. Puis, le groupe Socialiste refusait à lever la levée d'immunité des parlementaires aussi longtemps que lesdits parlementaires n'auraient pas été entendus par la Commission chargée de cette levée d'immunité. Les débats sont prévus comme devant reprendre aujourd'hui.
Ensuite, pendant la dernière semaine d'avril, un nouveau problème surgit : celui du pain.
Le Conseil de cabinet décide l'application d'un plan ne détresse à partir du premier mai. En même temps il y a également le problème de la viande.
On a chargé Tanguy Prigent d'une enquête auprès des cultivateurs. La preuve a été faite que nous avons été les seuls à dire la vérité sur ces problèmes. Le problème de l'organisation et de la distribution se sont trouvés posés. On a attaqué le dirigisme. Le Parti Communiste a manifesté son hostilité. Les radicaux sont hostiles. C'est même de notoriété publique. Le MRP, beaucoup plus nuancé, mais il a essayé de rejeter la responsabilité sur Tanguy Prigent. Il y a eu un flottement certain. Trop nombreux sont ceux qui confondent le dirigisme de la production avec l'organisation de la distribution.
Trop nombreux sont ceux qui, chez nous ont commis une erreur dans, un sens ou une erreur dans l'autre. Certains se sont fait les défenseurs d'une sorte de dirigisme théorique, au besoin même de mesures de répression. Mieux vaudrait un peu moins de violence dans l'expression et un peu plus de fermeté dans l'action organisatrice. D'autres, au contraire, cèdent au mécontentement qui se généralise et à l'action des organismes plus ou moins coopératifs qui surgissent contre toute organisation.
Les radicaux réclament le retour à la soi-disant liberté économique. J'ai déjà eu l'occasion de dire qu'il est tout à fait inadmissible que certains militants du Parti, appelés à des postes de responsabilité de tout premier plan, que ce soit sur le plan national, communal ou autre, puissent prendre des attitudes en opposition

formelle avec les décisions du Parti. C'est l'essentiel, dans l'intérêt de l'organisation du Parti, de fixer une fois pour toutes, si des hommes peuvent imposer au Parti leur politique ou si le Parti saura, un jour leur imposer la sienne.
L'organisation de la distribution, la taxation, le rationnement ont des nécessités à imposer par les circonstances actuelles mais il n'est pas question d'une réalisation de fond, conforme à un soi-disant dirigisme. La vérité est que la production actuelle représente environ 80% de la production d'avant-guerre. Or, nous sommes loin d'être parvenus à faire que chaque citoyen ait droit à 80% de sa part. En réalité, une bonne moitié de la population vit au moins à 100% par rapport à ce qu'elle vivait avant guerre, la paysannerie, à 120 ou 130%. On mange de la viande alors qu'on n'en mangeait pas avant-guerre. Dans certains milieux commerçants, on vit de la même façon. Quiconque, par des procédés loyaux ou d'autres, a pu s'assurer une richesse suffisante, n'a pas vu sa quantité de billets diminuer parce qu'un jour, nous n'avons pas su ; nous les Socialistes, prendre les mesures qui s'imposaient parce que les autres n'ont pas accepté de bloquer les comptes en même temps qu'on échangeait les billets.
Il existe des mutuelles, des magasins coopératifs, des cantines, mais le citadin moyen que rien ne protège vit, à l'heure actuelle, à moins de 50%. La répartition est donc nécessaire. Ce qu'il faut dire, c'est qu'autant nous sommes prêts à prêter nos hommes au gouvernement pour faire courageusement cette politique, autant, il ne faudrait pas compter sur nous pour en faire une autre. Le Comité directeur à essayé de l'affirmer, le groupe parlementaire l'a affirmé à son tour.
J'en arrive au dernier événement, le plus important, celui qui nous vaut d'être présents : le conflit qui a opposé les Communistes au gouvernement sur la question des salaires, à l'occasion de la grève chez Renault.
Le vendredi 25 avril, cette grève débute par le débrayage des départements 6 et 18 des usines Renault. Au départ de cette grève, les éléments les plus disparates menaient semble-t-il, le mouvement. On a voulu que nos camarades des GSE étaient à l'origine du mouvement. Nous avons convoqué les camarades et nous nous sommes aperçus qu'ils n'étaient pas à l'origine de ce mouvement. Une fois le mouvement déclenché, ils ont accepté d'être présents aux côtés des ouvriers qui revendiquaient.
Quelles étaient les causes de ce mouvement ? Il y en à plusieurs :
D'abord, une volonté indiscutable de secouer la tutelle du Parti Communiste sur la CGT. Ce n'est pas nous qui protestions contre cette volonté bien entendue. Nous devons cependant mettre nos camarades en garde contre certains dangers. Lorsqu'il s'agit de libérer la CGT de l'emprise actuelle. Bravo. Lorsqu'il s'agit d'être aux côtés des ouvriers dans leur lutte revendicatrice. D'accord. Mais nous ne voulons rien qui puisse être une course à la surenchère. Il y a un terrain sur lequel on ne battra jamais les Communistes : la démagogie.
Puis, il y a ce mécontentement général dont il faut tenir compte.
Dans son immense majorité, la classe ouvrière reste acquise à la politique de baisse. Elle sait que nous sommes dans une période d'inflation, une période où l'autorité de l'Etat est insuffisante. Elle sait que la hausse généralisée des

salaires se traduirait par une hausse des prix. Elle constate aussi ce qu'est sa situation et sa vie quotidienne, elle souffre plus qu'aucune autre classe sociale, les vieux exceptés. Le ravitaillement est plus difficile que jamais. Les produits d'alimentation qui représentent la majeure partie des dépenses ouvrières n'ont pas subi la baisse générale. Ce qui est très grave, c'est que la classe ouvrière fait des comparaisons. Elle se rend compte que les sacrifices qu'on lui demande ne sont pas comparables aux sacrifices demandés aux autres couches de la population, que l'on obtient d'elle, presque spontanément, le sacrifice d'un tel homme, et qu'il n'en est pas de même dans le reste de la population. C'est là le drame de l'heure où il nous faut, nous, Socialistes, mettre l'accent.

La politique de baisse, disons-le, a réussi. Je ne crois plus aux statistiques. Elle a réussi dans la mesure où elle a stabilisé les prix. Il faut la poursuivre et la poursuivre inlassablement. Il faut tenir compte des réalités sociales, assurer le minimum vital à tous ceux qui ont des salaires à l'heure actuelle, anormalement bas. Il y en a encore trop. Il faut multiplier les primes collectives à la production et au rendement. Enfin, et surtout, exiger, je dis bien, exiger, dans le reste de la nation, des sacrifices proportionnelles. Il faut répartir l'effort sur l'ensemble de la nation et pour cela, garder le contact avec les organisations syndicales, avec la CGT, la classe ouvrière, faire connaître notre programme et si demain, nous devions avoir de nouvelles responsabilités gouvernementales, créer autour de ce gouvernement, une véritable atmosphère de salut public.

Le conflit Renault est porté devant le gouvernement. Là apparaît le désaccord entre le gouvernement et les dirigeants du Parti Communiste. Le désaccord subsiste sur cette question de la grève de chez Renault. Sur le problème Renault, un accord a été et est encore possible. Je pense que sur l'ensemble du problème des salaires, il est possible de trouver une formule d'entente avec la CGT. De toute façon, on doit la chercher. Pourquoi le Parti Communiste a-t il adopté semblable attitude ? Ce qui importe à l'heure présente, c'est de constater que la question de confiance était posée et que les députés ont voté contre. La solidarité ministérielle était rompue. L'astuce aurait été de maintenir la solidarité ministérielle à défaut de celle partis composant le ministère.

Dès samedi, nous avons alerté les fédérations, annonçant la tenue probable de ce Conseil national. Mais, entre dimanche midi et mardi 14 heures, il y avait 48 heures. Quelle pouvait être l'attitude du gouvernement pendent ces 48 heures ? Quelles décisions pouvaient être prises ? 3 éléments entraient en considération pour fixer notre législation et notre attitude.

1/ Il était manifestement impossible au gouvernement Ramadier de se maintenir dans sa formation intérieure, les Communistes, en repoussant la confiance avaient moralement démissionné.

2/ Il fallait maintenir entière la liberté de décision du Conseil national, la majorité des camarades du groupe parlementaire a estimé que la démission du gouvernement Ramadier ne pouvait être décidée que par le Conseil national.

La majorité du Comité directeur craignait que le Conseil national ne soit plus aussi libre si Ramadier était maintenu pendant 48 heures et que se serait un argument facile que celui qui consisterait à nous dire aujourd'hui "allez-vous

maintenant désavouer la position prise, allez-vous désavouer Ramadier".
Tous ceux qui sont intervenus dimanche, ont réaffirmé, les uns après les autres que le problème restait entier. Notre camarade Léon Blum a affirmé dans le "Populaire" de ce matin. Aujourd'hui, j'en suis encore plus convaincu que je ne l'étais dimanche. C'est bien ainsi que nous posions le problème devant le pays.
Je crains que nous ne soyons moins libres que nous l'eussions été dans l'autre cas.
3/ Il fallait respecter les décisions intérieures de nos Congrès et de nos Conseils nationaux. Je voudrais rappeler les résolutions qui se sont opposées au Conseil national du 3 décembre 1946.

(Lecture de la motion de la Sarthe)

Le Comité directeur estimait que la véritable manière de constater la rupture de l'équipe ministérielle, de ménager la liberté du Conseil national et de respecter les décisions du Parti, c'est de demander à notre camarade Ramadier, de remettre sa démission et, celle du cabinet tout entier.
Une majorité de parlementaires décidait de maintenir le gouvernement jusqu'a aujourd'hui mardi. Le Comité directeur acceptait alors, par 10 voix contre 9 et une abstention, de s'en remettre à la décision du groupe parlementaire.
Je n'ai pas l'intention d'exposer les décisions du Comité directeur. J'ai fait et continuerai à faire l'impossible peur éviter les conflits. Ce qui compte, c'est de réaffirmer que la liberté de décision du Conseil national est et demeure entière et que sauf une décision pour un Congrès national extraordinaire, la décision prise ce jour sera là loi pour tous, et voici le problème posé à nouveau.
Quelle sera l'attitude du Parti à partir de demain ? Le gouvernement Ramadier va être maintenu avec ou sans remaniement ? Quelles conditions le Parti entend-il mettre ? Avec qui veut-il gouverner ? Qu'entend-il faire au gouvernement ?
Après cet historique, j'ouvre le débat en donnant mon opinion personnelle sur les questions que je viens d'exposer.
Je suis contre toute participation à une formation gouvernementale qui n'appliquerait pas la politique préconisée par le Parti et ne la ferait pas triompher, contre toute participation à une formation gouvernementale qui ne maintiendrait pas des contacts étroits avec les représentants qualifiés de la classe ouvrière (CGT), contre toute participation à une formation gouvernementale qui permettrait ; aux Communistes d'entrer dans une opposition plus ou moins susceptible de leur permettre de reprendre sur la classe ouvrière et la CGT, une influence qu'ils sont en train de perdre. Sur le premier terme, je sais que l'accord se fera facilement, que nous pourrons unanimement, nous mettre d'accord sur l'adoption d'un programme et je sais que l'un des thèmes essentiels sera l'accord pour continuer la politique de Léon Blum avec tous ceux qui voudront le faire avec nous. Je sais aussi que nous trouverons facilement l'accord avec certains voisins pour prétendre continuer cette politique. Cet accord disparaîtra lorsqu'on voudra passer à l'application. Les radicaux ont voté la confiance à Ramadier, provisoirement sans doute, car j'ai l'impression que ça ne durera pas.

Collection Jean Jaurès

Leur presse ne tarit pas de menaces à l'égard de certains des nôtres. N'est-il pas essentiel de savoir avec qui l'on gouverne pour faire telle ou telle politique.
Si l'on ne gouverne pas avec l'appui de la CGT, si l'on ne possède pas sa confiance, si l'on n'a pas son contact, on sera vite entraîné au conflit. Je vois assez mal Depreux chargé de mettre le frein aux grèves. De même que l'action de nos groupes Socialistes d'entreprise. Or, la direction actuelle de la CGT est encore, malheureusement, sous la direction du PC. Avant tout autre chose, je tiens à répéter encore une fois qu'il est bien entendu que personne dans le Parti ne doit déterminer sa position personnelle en fonction de celle du Parti Communiste. Ce serait un argument trop facilement employé, je tiens à le détruire dès maintenant.
Le Parti Communiste est une réalité. Ses méthodes sont inacceptables, il met en danger les intérêts réels de la classe ouvrière, mais, qui le nie, à l'intérieur du Parti Communiste. Le Parti Communiste existe et aux dernières élections il a encore eu des milliers d'interlocuteur, il contrôle la CGT. Ne soyons pas passionnés mais sérieux. Essayons de voir, de lire dans le jeu du Parti Communiste et orientons-nous en toute connaissance de cause, ouvrons grands les yeux et n'entrons pas dans leur jeu dans la mesure où il serait une menace. Déjouons-le au contraire. Les meilleurs artisans de la démocratie, de la liberté et du Socialisme se sont, non pas ceux qui auraient condamné avec le plus de véhémence dans l'expression, les manoeuvres du Parti Communiste mais ceux qui savent agir.
Pourquoi le Parti Communiste est-il sorti du gouvernement ? Pour deux raisons profondes.
Tout d'abord, pour tomber, il vient de trouver, le meilleur point de chute. L'Indochine, Madagascar, c'étaient des occasions, mais seulement des occasions médiocres je pense, mais tomber sur la défense des intérêts ouvriers, alors, bravo pour le Parti Communiste.
En Italie, en Belgique, on assiste à des phénomènes comparables. On a pu constater un certain raidissement depuis l'échec de la conférence de Moscou. Nul ne peut faire autrement que de penser que ce départ était voulu. Dans les milieux prétendus bien informés, on parle même de consigne reçue. J'avoue que j'en doute. Par suite de la situation internationale, je ne crois pas que les Moscovites décidés à laisser la France tomber sous l'influence économique des USA, soient prêts à jouer cette carte. Les Communistes français savent bien qu'ils sont les premiers coincés dans ce cas. Ils ne peuvent ignorer combien outre-atlantique, en espère, combien, on est prêt à aider à l'élimination même du Parti Communiste. D'abord provisoirement, puis, ils l'espèrent, définitivement.
Ce qui les a décidés c'est que le mécontentement monte dans le pays contre tous les partis et plus particulièrement dans la classe ouvrière contre le Parti Communiste lui-même. Les élections à la Sécurité sociale ont porté un coup formidable au Parti Communiste. Dans les rangs même du Parti Communiste, ceux qui sont renseignés savent combien le trouble est profond. Il y a un trouble réel. Quelques-uns parmi nous pensent qu'en face des 11 000 Communistes qui avaient voulu la grève chez Renault, il y avait 8 000 Socialistes qui s'y étaient

opposés. C'est le contraire, en face des 8 000 Communistes qui se sont opposés à la grève, 11.000 militants de toute sorte ont demandé cette grève. Les 8 000 vont se permettre d'aller plus loin dans les revendications.
Je vous en conjure sans passion, n'entrez pas dans le jeu des Communistes. N'acceptez pas que nous soyons dans une formation gouvernementale dans laquelle la majorité des Communistes sont exclus. Faire la politique de Blum avec ceux qui veulent la faire avec nous. Avec qui alors ? Les Communistes ? Non, Ils ont proclamé qu'ils n'étaient pas d'accord avec cette politique. Les radicaux ?
Je ne vois pas de ce côté une chance de réussite. Que reste-t-il alors ? Socialiste-MRP… Pour ma part, je réponds non, mille fois non, j'ai toujours eu un grand patriotisme du Parti.
Les classes moyennes ne nous comprennent déjà plus, elles ont tort, on les trompa. Elles échappent totalement à notre influence. Les laïques ne veulent plus nous suivre et la classe ouvrière, peu à peu va perdre la confiance en nous qu'elle était en train de reconquérir. Personne au fond n'accepte l'entrée de ce rassemblement travailliste, mais enfin, si nous y prenons garde, nous entrons la-dedans comme un poisson dans une nasse. Si vous le voulez, allez-y. Vous voulez le voir ce rassemblement travailliste ? Si nous voulons le faire ce gouvernement Socialiste-MRP, ne disons pas "vers la politique de Léon Blum avec ceux qui veulent la faire". Encore une fois, je réponds non.
Où allons-nous ? Où va la démocratie ? Où va la République ? Quel gouvernement verra-t-on demain ? Si cela dépend surtout de nous, cela ne dépendra que de nous. Toutes les solutions qui subsistent et même toutes celles qui seront proposées sont mauvaises. Encore une fois, et personne ne pourra dire le contraire, dans les circonstances économiques actuelles, avec le peu de moyens dont dispose aujourd'hui l'Etat, il ne peut pas être de bonne solution.
Il n'est donc plus de bonnes solutions, mais il reste des solutions. Si nous proclamons que nous n'accepterions pas d'entrer dans un gouvernement alors que les Communistes seraient hors de la majorité, quelle solution reste possible ? Je n'écarte par totalement l'hypothèse que les Communistes eux-mêmes, craignant le pire pour eux, acceptent un jour de réviser leur position. Pour l'instant, cela peut paraître étrange, mais c'est peut-être dans leur jeu. Encore une fois, il ne faut pas agir avec passion, mais avec sérieux. En dehors de la capitulation Communiste par la peur de ce qui arriverait dans le cas où ils se trouveraient exclus d'une majorité de droite, et pour l'instant, je pense que ces deux formules sont éliminées n'en est-il plus d'autre. S'il n'est plus de formule de gouvernement de coalition possible, il reste des formules de gouvernement homogène possible. Je pense que, pour l'instant, le gouvernement MRP homogène éprouverait des difficultés pour se constituer parce que les MRP ne voudraient pas. Ils veulent bien nous promettre leur concours, mais ils refuseraient actuellement les responsabilités eux-mêmes. Il reste aussi le gouvernement Socialiste homogène. Il peut paraître encore prématuré, l'heure n'est peut-être pas venue de jouer cette carte, mais si ce gouvernement était décidé, en s'appuyant sur la CGT il créerait autour de lui une atmosphère de

salut public.
Aujourd'hui, accepter, c'est céder, c'est céder au désir de nos adversaires. Je voudrais faire une revue de presse depuis ce matin, montre où sont les espoirs de nos adversaires, lire devant vous "L'Epoque", "L'Aube", "Le Parisien libéré", "L'Aurore" et vous montrer ce qu'on attend dans toute la Droite, on attend que nous cédions. Quant au Parti Communiste, il dit qu'il ne fera pas d'opposition, tous sans exception sont en train de nous convier à faire la faute. Camarades, je vous en conjure, vous ne la ferez pas.
Demain, Ramadier doit remettre sa démission à notre ami Vincent Auriol. Nous prouverions ainsi que nous sommes un grand Parti majeur, avec lequel on ne joue pas, duquel on ne se joue pas, conscient de ses responsabilités, fidèle à tout son passé, reprenant confiance en nos camarades. Le classe ouvrière commence à comprendre où sont ses véritables défenseurs ; les démocrates seront avec nous; la démocratie, on la sauve dans le combat et le combat est toujours ardent, toujours difficile camarades.
(Applaudissements)

Paul Ramadier

Je ne veux pas apporter de rectifications à l'exposé objectif et impartial de notre ami Guy Mollet. Il vous a décrit l'historique des événements intérieurs du Parti, depuis les dernières décisions jusqu'au moment présent.
Je voudrais en quelque sorte, compléter la vue qu'il vous a donnée de la situation, en élargissant votre horizon et en vous présentant le problème non pas du point de vue de l'évolution interne du Parti, mais du point de vue de la situation générale et de la position, du rôle que le Parti joue dans l'évolution générale du problème politique en ce moment en France.
Je ne crois pas qu'il soit contredit par personne qu'au lendemain des élections, toute l'opinion s'est trouvée dans un trouble profond, à vrai dire, aucune direction n'apparaissait, aucune majorité quelconque n'avait été formée par le corps électoral au sein de l'Assemblée Nationale, de telle sorte que si l'on avait laissé les éléments déjà réunis, agir et se développer, nous enregistrions, au lendemain des élections, et au premier pas de la 4ème République, une faillite totale, la monnaie à l'abandon, l'assemblée sans orientation politique et constatant en quelque sorte officiellement l'impossibilité de se décider à la fois par le rejet de la candidature Thorez et par le rejet de la candidature Bidault. C'est alors que les yeux se sont tournés vers le Parti Socialiste. Nous n'avions pas posé notre candidature, tout au contraire et c'est bien là, en vérité, le sens de la résolution du Conseil National qui a été prise au début de décembre, sortant des élections diminuées. Nous avions exprimé que ce n'était pas nous qui devions prendre les responsabilités majeures. Un très fort courant s'était produit au sein du Conseil National, contre toute participation bien entendue et à fortiori, contre toute direction Socialiste au gouvernement. Nous avons pensé que nous ne pouvions pas laisser aller les choses jusqu'à la catastrophe. Il n'y a eu, dans la République, aucun parti, aucun homme, aucun groupe, aucun courant d'opinion assez puissant pour entraîner la masse de la nation, pour imposer la

Fondation Jean-Jaurès

discipline nécessaire, l'orientation nécessaire. On s'est tourné vers Léon Blum d'un geste unanime, dans certaines journées tragiques où il semblait qu'on allait dresser un procès-verbal de carence et où seul, Léon Blum incarnant l'action Socialiste, apparu comme pouvant donner à la Nation et à la République qui s'enfonçait, dans son impuissance, l'élan et la vigueur nécessaires.
(Applaudissements)
Voilà le grand fait ; nous n'avons pas décidé ; aucun d'entre nous ne l'a décidé, on pourrait presque dire que personne ne l'a décidé et que c'est devenu une telle évidence que tout le monde a acceptée avec enthousiasme. C'est parce que cet éclair à apparu dans la nue qu'il a été possible à Léon Blum le 31 décembre, de formuler cette politique de baisse qui a fait jaillir en l'histoire, un espoir d'autant plus ardent, d'autant plus lumineux, qu'il venait après une espèce de période d'inquiétude, d'incertitude presque, de désespoir même.
Eh bien voilà ! Ce qu'il ne faut pas oublier, ce qui reste, ce qui marque notre parti, ce qui lui impose son destin, ce qui domine nos volontés, cette politique, Blum l'a continuée jusqu'à l'extrémité de ses forces physiques, avec un gouvernement Socialiste homogène, que personne à l'assemblée ne voulait, que notre groupe et que sans doute nous-mêmes, nous redoutions et qui n'aurait pas pu durer très longtemps parce qu'il ne reposait sur aucune majorité, parce qu'il était fait d'une sorte d'abnégation qui ne pouvait pas être permanente et puis, au milieu de janvier, Vincent Auriol est élu Président de la République. Le climat avait à ce point changé que ce que Blum avait essayé, il était devenu possible qu'avec une autorité infiniment moindre que la sienne, j'ai pu aboutit à des réalisations. Nous avons poursuivi notre action dans le sillon tracé. Nous n'avons pas déclenché cette baisse des prix que certains espoirs pouvaient accueillir le 2 janvier, nous avons amplement arrêté la hausse, provoqué une baisse portant à la fois sur les prix de gros et sur les prix de détail, non pas suffisante pour transformer la fois des choses, mais suffisants cependant pour assainir la monnaie.
A l'heure actuelle, le danger monétaire, cet effroyable bouleversement, ce cataclysme qui peut emporter non seulement une économique, mais un régime a été écarté.
Il suffit de peu de chose pour que la marée qui est descendue, revienne et nous pouvons être certains que si la marée revient, elle sera plus forte et plus puissante qu'elle n'était dans le second semestre 1946.
Un certain nombre de camarades m'ont rendu visite ces jours-ci et en particulier des syndicalistes. J'ai pu voir un rapport établi par le Conseil général du crédit et qui indique très clairement la différence qui existe entre la situation de 1946 et la situation d'avril 1947. Il y avait en avril 1946 des marges bénéficiaires ; dans toutes les entreprises, il y avait des réserves qui permettaient de supporter les chocs, il y avait dans les banques des dépôts qui permettaient à l'économie de réagir sans qu'un appel soit fait massivement à l'émission de billet de banque. Aujourd'hui, cela a disparu.
Si nous entrons dans la voie de la hausse, il n'y aura pas d'autre méthode, pas d'autre issue et ce sera l'issue de la catastrophe que de recourir sans frein à

l'émission de billets de banque. Ce n'est plus au bout de quelques mois, c'est au bout de quelques semaines que se feront jour les difficultés. Eh bien, le Parti Socialiste est là. C'est lui qui a empêché en décembre que l'on ne sombre dans le précipice, c'est lui qui maintient, à un moment très difficile, au bord du précipice, une économie fragile, convalescente et nous avons à franchir deux mois ou trois mois 1/2 terribles, deux mois pendant lesquels le ravitaillement est par le fait de la saison, normalement déficitaire, moins de viande qu'à aucun autre moment de l'année. L'éleveur n'est pas obligé de vendre le bétail qu'il peut mettre au pâturage, les légumes, sont chers, ils augmentent progressivement en quantité mais les prix se maintiennent élevés parce que se sont encore des primeurs dans une large mesure.
Eh puis, il y a la soudure du pain ! Nous avons ou nous aurons des approvisionnements mais nos stocks sont au plus bas, la répartition des arrivages d'Amérique ou de la collecte que nous voulons faire encore ne peut se faire qu'irrégulièrement. Quoi qu'on fasse, quelle que soit la formation politique, quelles que soient les solutions économiques d'avenir, nous serons pendant deux mois dans une période de tension, de difficultés. Il nous faut regarder comment se présentent les perspectives.
Le Parti Communiste a quitté le gouvernement peut-être ne sait-il pas trop pourquoi. C'est très possible. Parce qu'il y avait des difficultés pour lui, comme il y en avait d'ailleurs pour tous les partis... Il y a aussi l'habitude de la démagogie. Il a quitté le gouvernement avec une conscience mauvaise, sachant qu'il ne servait ni l'intérêt du pays ni l'intérêt de la République, ni même son propre intérêt et cela est si net que l'on sent très bien que la GGT ne peut agir, même parmi ses dirigeants Communistes qu'avec une extrême prudence. Qu'on se reporte à la délibération du bureau confédéral -il paraît que les portes sont fermées- on peut être certain que la délibération sera animée et violente.
Je ne crois pas trahir de secret en disant que les plus doux et les plus peinés furent justement ceux dont on craignait que vinsse l'orage. Ils savent que s'ils s'engagent dans cette voie, la classe ouvrière ne les suivra pas en masse et qu'elle les rendra responsables d'avoir créé des illusions qu'ils n'ont pas eux-mêmes.
(Applaudissements)
Je n'entends pas que le Parti Communiste, revenu dans l'opposition, suive le gouvernement sur tous les points. Je sais aussi que du côté du Rassemblement des Gauches, il y a un trouble profond. Le Rassemblement des Gauches est composé de deux éléments complètement disparates qui sont réunis beaucoup plus par leur propre faiblesse que par une communauté quelconque.
Il y a d'une part, des éléments nouveaux, généralement jeunes qui, aujourd'hui, regardent vers de Gaulle et puis il y a les derniers disparus de ce qu'on appelait la vieille infanterie radicale, décimée, éprouvée, mais dont il reste encore tout de même non plus quelques bataillons, mais encore quelques espoirs. Il n'est pas douteux qu'il y a entre ces deux catégories d'éléments une discordance et que le problème n'est pas réglé, qu'il y a là une masse qui aboutira sans doute à se dissocier dans un temps plus ou moins long. Puis, il y a le MRP avec lequel il

est bien exact que nous sommes avec eux, en contradiction sur un grand nombre de points, et ils ne sont pas laïques, ils ne sont pas Socialistes, même sur certains points où nous avions pensé au début être d'accord, comme les nationalisations, il apparaît que nous sommes peut-être d'accord avec certains d'entre eux mais que nous sommes en contradiction avec d'autres.
Je sais très bien cela. Il y a je crois deux points sur lesquels nous sommes d'accord : sur la nécessité de la politique de baisse. Là, ils ont profondément senti cette nécessité et approuvé le bienfait de l'initiative de Léon Blum et ils sentent le danger qui résulterait de l'abandon de cette politique sur un point quelconque. Et puis, il n'y a dans leur esprit, aucune hésitation sur le problème de Gaulle. Ils considèrent, à une très grande majorité que le gaullisme, c'est la fin de la République. Tout le monde croit sincèrement à la possibilité d'un parti conventionnel républicain et qu'aller vers de Gaulle, c'est abandonner cet espoir, c'est laisser le cataclysme entre les mains des vieilles forces conservatrices contre lesquelles ils se sont élevés, c'est peut-être, pour eux, dans le milieu catholique, une faillite plus grave encore que celle des radicaux.
(M. Ramadier se tournant vers Guy Mollet) "Le problème politique n'est pas exactement ce que tu t'imaginais? Il n'y a qu'un parti qui sache ce qu'il veut. C'est le nôtre : la politique de baisse, la défense de la baisse. Cette politique, nous la poursuivrons jusqu'au dernier souffle, jusqu'à la mort."
(Applaudissements)
Je sais bien que l'on peut encourir des critiques sévères, des revers. Si le Parti l'emporte, il sera le Parti qui a sauvé la République et qui a sauvé l'économie française.
(Applaudissements)
Si le Parti Socialiste refuse, le MRP venant avec son programme, ses alliés, entraînerait-il les gaullistes ? Moins que nous, le Parti de la fidélité révolue n'aurait sans doute les préférences du général. Aurait-il davantage les préférences des radicaux ? Je ne le crois pas. Quant aux conservateurs de la Droite, ils seraient trop heureux de reprendre une revanche.
Les Communistes, c'est aujourd'hui leur tour d'être "travaillés" par des tendances contraires, par des craintes contraires. On croit peut-être que les hommes soient placés en deux clans qui s'affrontent. Je n'en sais rien, mais il y a deux pôles d'attraction ; l'un vers la démagogie sans borne et l'autre qui accueille les soucis du gouvernement et les perspectives d'une politique constructive, et, alors, placés entre les deux, il n'y a qu'à choisir.
Je pense que nous avons choisi. En tout cas, le pays a choisi pour nous et nous n'avons ni le droit, ni même la possibilité pratique d'écarter son choix. Nous sommes investis par les faits, par la nécessité de la République et de la nation et nous devons accepter notre rôle, nous devons l'accepter courageusement, avec tous les risques. A l'heure actuelle, il y en a ! Et des grands !
Il est possible qu'à certaines heures, nous risquions des coups très durs et que nous paraissions à certains moments, en conflit avec la classe ouvrière et d'autres moments, en difficultés d'autre part.
Si nous savons aller jusqu'à la fin, si nous savons tenir bon, le Parti Socialiste

sortira glorieux de la lutte, il retrouvera dans la victoire de la République, beaucoup plus grand que ce qu'il a perdu dans les épreuves à subir.
(Longs applaudissements)

Maurice Deixionne (Tarn)

La question qui se pose aujourd'hui à notre Conseil national est de savoir si nous voulons écrire les premières lignes de l'acte de naissance du rassemblement travailliste. Si vous en doutiez, je vous demanderais de parcourir avec moi le chemin effectué depuis les élections.
D'abord, un échec considérable. Un député sur 6. Voila les faits. Au lendemain des élections, le Parti Socialiste, dans sa totalité était contre la participation. La suite des événements amène néanmoins la participation, mais la totalité du pouvoir au Parti Socialiste.
D'autre part, nous étions, dans l'ensemble, contre la prise des ministères économiques. Or, dans le gouvernement actuel, nous avons essentiellement des ministères économiques.
Enfin, nous étions très réticents à l'idée que nous pouvions gouverner sans les Communistes et peut-être contre eux. Or, nous avons maintenant un ministère dont les Communistes ne font pas partie. Voila du chemin, je crois ! Ce ministère existe.
Si Léon Blum, avec sa loyauté couturière écrit que le Parti, le Conseil national sont entièrement libres, le "Populaire" écrit : "C'est que les événements pressent et que la France n'a pas les moyens de s'offrir une crise."
C'est une opinion qui doit être débattue devant vous.
Je me demande si, en formulant son intention d'exprimer une opinion qui ne tient pas compte des faits, le Parti est fou ou si l'on se moque indignement de lui, si ses décisions les plus légitimes sont bafouées.
Dans certaines sphères du Parti et notamment parmi les plus hauts dirigeants de la République on a une secrète tendresse pour ce rassemblement travailliste que souhaitent certainement quelques éléments du MRP. D'autre part, il y a eu des erreurs de commises.
D'abord, nous avons dressé un programme économique dans les conditions que vous savez.
C'est contre ce gouvernement de techniciens que je m'élève souvent au sein du groupe parlementaire dont les décisions sont, parait-il, secrètes, c'est contre ce gouvernement de techniciens que je voudrais m'élever, contre le Parti souverain.
J'admire les discours sans bavures de Philip, de Pinaud. Pinaud déclare au groupe parlementaire : "Vous croyez que le dirigisme a partout échoué. Il a réussi dans certaines conditions, dans certains pays et il rappelle que Vichy, grâce aux baïonnettes allemandes, que l'Allemagne et la Russie, grâce au parti unique, que l'Angleterre, grâce à l'esprit civique de ses habitants, tandis que nous avons pour fausser nos buts, que des fonctionnaires mal payés, nouveaux venus, n'ayant aucune tradition, qui gouvernent à leur guise. Il y a encore autre chose à ajouter. Le caractère un peu anarchiste du peuple français. Cet égoïsme développé par la guerre est une nouveauté. Ne savions-nous pas, avant d'aller au

Parlement, que nous n'avions pas les baïonnettes allemandes…"
Je dis au camarade Pinaud que notre camarade Gazier est la colonne maîtresse du dirigisme, l'Alexandre de Philip lui-même et que j'ai le regret de constater que la politique qu'il préconise est mise en cause, c'est l'origine de la crise actuelle. Aux usines Renault, dans sa propre circonscription, on en est encore à se poser des cas de conscience pour savoir si sa présence s'impose à Boulogne-Billancourt.
Je dis que les meilleurs discours de Congrès ou de Conseil national, ne vaudront jamais à l'effort que l'on ferait auprès de la classe ouvrière elle-même.
Il y a environ un mois, il offrait tout simplement sa démission au Comité directeur. C'est naturellement un détail significatif qu'on a négligé de dire au groupe parlementaire. Philip s'aperçoit qu'en France, pour faire sa politique économique, nous n'avons que 6 000 contrôleurs alors qu'il y en a 13 000 en Belgique et 78 000 en Grande-Bretagne. Est-ce là une surprise ? Philip démissionne ou veut démissionner parce que sa politique rencontre certaines résistances au sein même du cabinet. Mais alors, le manque de loyauté Communiste est-il une surprise pour le camarade Philip ? L'existence même du Parti Communiste est-il une nouveauté ? N'est-il pas assez bien placé pour savoir qu'il y a d'autres partis que le Parti Socialiste ?
Philip oublie de tenir compte, mes chers camarades, de certaines données essentielles, fondamentales, à savoir, le climat politique, les possibilités objectives de réalisation et alors on pourrait dire : "l'art de raisonner juste à partir de données fausses". Le résultat n'est pas aussi brillant que nous pouvions le souhaiter.
Nous avons été battus, cela veut dire que le pays ne veut pas de nous. Une impossibilité parlementaire n'est pas forcément ressentie, dans le grand public. Il y a autre chose. Ils n'ont pas oublié, certains se rappellent. Je voudrais vous mettre en garde contre la tendance à résoudre tous les problèmes sur le plan parlementaire sans vouloir tenir compte de l'état réel de l'opinion publique. C'est le pays lui-même qui doit toucher du doigt la réalité de son erreur en votant contre le Parti Socialiste. Toutes les difficultés étaient véritablement comprises dans ce vote initial. Je trouve qu'on s'est en général trop pressé de lui fournir des éléments.
Puis Blum a fondé ce gouvernement Socialiste homogène qui a conquis l'opinion publique.
Il l'a finit un peu trop tôt. Je vois de là, les dangers d'une crise trop prolongée. Mais, je dis qu'en allant trop vite en besogne, on n'atteint pas toujours le but recherché. Certains ont compris et, surtout à brève expérience. Mais certains ont dit : "Ces coquins de Socialistes, on les chasse par la porte, mais ils rentrent par la fenêtre". Il y a eu un peu de cette réaction de l'opinion publique.
Lorsque Ramadier a voulu continuer l'expérience de Léon Blum, j'étais de ceux qui ont mis en garde le groupe parlementaire contre cette nouvelle entreprise.
J'ai dit, prenez garde, Blum a réussi d'abord avec son immense talent et grâce certes à son autorité, mais aussi, il faut le dire, grâce à des conditions essentiellement favorables. D'abord, le fait qu'il s'agit d'un gouvernement

provisoire. C’est pour cela que l’opinion publique, un peu surprise et en même temps soulagée, s’est prêtée à cette expérience. Il y a eu encore d’autres raisons. Si Ramadier a continué cette expérience, il l’a continué dans de bien plus mauvaises conditions. On savait que c’était du durable et alors, gouverner un gouvernement de coalition, c’est en effet un succès pour Ramadier et il en reportait en partie l’honneur sur Blum mais c’est accumuler des difficultés que le gouvernement homogène n’avait bien entendu, pas rencontrées.
Certains camarades m’ont dit : "C’est peut-être toi qui as raison".
Au moment des événements d’Indochine, je n’étais plus seul, mais nous étions 21 à mettre en garde le groupe parlementaire. Nous étions 21 à voter contre le maintien du gouvernement Ramadier lorsque les Communistes ont cru devoir prendre leur liberté à propos du problème d’Indochine. Le point de chute nous était infiniment plus favorable que celui que nous avions trouvé aujourd'hui. Nos voeux se heurtent quelquefois à la réalité et là encore, il faut s'y soumettre. Vous voulez le maintenir, je crois que vous vous attachez à une tâche absolument impossible. Prenez garde là encore à cette déviation des parlementaires qui vont résoudre le problème en comptant sur des majorités possibles. Laissez cela aux parlementaires eux-mêmes qui ont l’excuse de la déformation professionnelle, mais ne venez pas diriger le Parti avec des majorités auxquelles le pays ne comprendra rien.
Vous avez quelques épines dans le talon ?
Les radicaux sont en désaccord avec nous sur le problème du dirigisme mais sur celui de la presse et dans certaines fédérations, ce dernier problème a un sens. Quand je vois que la "Dépêche de Toulouse" va peut-être reparaître dans une huitaine de jours, grâce à Pierre Bourdan, je voudrais bien que ce ne soit pas un gouvernement Socialiste qui soit devant nous à ce moment-là.
Sur le plan du dirigisme lui-même, comment oublier que vendredi dernier, à la chambre, Ramadier était interpellé sur l’inexistence de sa politique agricole. C’est un scandale de voir interpeller le gouvernement pour dire : "Vous n’avez pas de politique agricole". Nous sommes bien obligés de tenir compte et de la réalité sociale et de la réaction de nos camarades. C’est avec ces gens-là que vous voulez collaborer ? Allons donc ?
Camarades, je vous conjure de tenir compte des réalités. La vérité, c’est que demain, si vous gouvernez sans les Communistes, vous aurez des grèves générales. Je dis que ceux avec lesquels vous voulez gouverner, sont des adversaires, au moins et au même titre que peuvent l'être les Communistes. Que reste-t-il ? Gouvernement Socialiste homogène ? Naturellement, de nous, il aurait aujourd’hui la même faveur, nous gardons le souvenir de cette époque où le Parti Socialiste était en train de reconquérir l’opinion publique. Nous avons beaucoup perdu depuis l’expérience Blum. Il y a eu cette longue expérience de gouvernement quadripartite. Il y avait tout de même certaines choses qu’il ne faut pas méconnaître. Le souvenir de Blum a légèrement pâli au cours de l’expérience Ramadier.
Quand Blum a donné sa démission, il a dit: "Un gouvernement Socialiste homogène avec la chambre actuelle serait en quelque sorte constitutionnel".

Et à l'heure actuelle, nous parlons de faire un gouvernement Socialiste homogène ? Je trouve qu'on nous parle beaucoup trop de la constitution. Dans les discussions au groupe parlementaire, on a dit : "La constitution n'autorise même pas Ramadier à donner sa démission". Il y a des arguments qui sont dangereux. J'en arrive à ce que doit être, à mon avis, notre attitude.

Je ne vois qu'une solution. Devant les difficultés insurmontables, vous devez mettre le pays lui-même, en présence de ses lourdes responsabilités. Il faut lui faire toucher du doigt la sottise qu'il a commise.

Nous allons traverser une période dure, terrible, je voudrais que pour passer ces temps troublés, on mette au premier plan de nos préoccupations, cette idée que les plus misérables doivent être aidés, pris en charge par la nation solidaire. C'est pourquoi, cette idée de la Sécurité sociale, du minimum vital, primes au rendement, dans la mesure où elle se traduirait par une augmentation effective de la production. Nous devons nous placer en tête pour défendre ces thèses. Nous allons vers une période terrible, mais nous ne laisserons pas écraser les plus faibles.

Cette loi sur les loyers, vous allez la faire. Vous allez rendre possible une politique de construction ? Eh, bien, déclarez que vous aiderez les petits locataires. Vous allez augmenter le blé ? Cela, pour en avoir, bien entendu.

Alors, dites que si le prix du pain augmente, vous viendrez en aide aux plus déshérités sous forme de dégrèvement d'impôts. Voilà la politique que nous devons défendre, même au cours de cette période difficile.

Tout le monde est d'accord sur la politique de sauvetage de la France et de la monnaie. Nous ne serions pas Socialistes si nous ne tendions pas une main fraternelle aux plus déshérités. Les Etats-Unis et la Russie se rencontrent sur notre propre territoire.

Que nous réserve l'avenir ! Votre gouvernement travailliste MRP, et Socialiste ou tout autre formule qu'il vous plairait d'envisager, y compris le gouvernement Socialiste homogène, nous les verrons peut-être demain, mais vous n'allez pas prendre une décision qui serait prématurée. Personne ne peut prévoir l'issue d'une crise dans la conjoncture actuelle. Nous devons donc laisser la crise évoluer. Chacun doit prendre ses responsabilités.

Je dis que si nous prenions une décision prématurée, nous aurions une crise à l'intérieur du Parti Socialiste, parce que -notre camarade Guy Mollet le faisait remarquer tout à l'heure- Comité directeur désavoué par un groupe parlementaire et qui, ensuite se désavoue lui-même pour éviter le conflit, je grossis peut-être les choses, mais en tout cas, camarades se sont des réalités objectives, je dis que si nous continuions de la sorte, vous auriez, non seulement une crise au gouvernement de la République, mais au gouvernement même du Parti.

Je vous supplie, pour ma part, de garder intactes les chances du Parti Socialiste parce que se sont les chances de la République et de la patrie.

(Applaudissements)

Coll. Fondation Jean Jaurès

Léon Boutbien

Nous sommes réunis dans une petite salle pour un très grand débat et dans des conditions particulièrement dramatiques. Je crois en effet qu'il ne s'est jamais posé, depuis la libération à notre parti, une décision à prendre qui soit si aiguë qu'aujourd'hui. Mais, quand on pèse toutes les solutions, il est bien évident que dans ce problème complexe, aucune solution n'apparaît immédiatement comme étant la meilleure ou tout au moins, il apparaît immédiatement comme devant donner toutes satisfactions pour l'avenir. Mais la politique rentre alors dans un choix qui s'avère difficile, parfois ingrat. Il s'agit aujourd'hui, d'inscrire dans réel en fonction de nos possibilités actuelles et également en prenant comme guide le but vers lequel nous tendons. Il s'agit d'inscrire immédiatement ce qui est résiliable. Il n'y a pas de désaccord pour défendre la République en raisonnant d'après le Socialisme, là-dessus, nous sommes tous d'accord, mais il semble bien aujourd'hui que nous ayons à régler dans cette perspective même, un problème de tactique immédiat. Alors, je crois qu'il est bon d'envisager immédiatement le fond du problème car c'est en allant au fond ce problème que l'on peut peut-être essayer de dégager la solution la moins mauvaise. Nous avons tout le même cet avantage d'être un parti ouvrier dans lequel, l'action parlementaire n'est qu'un aspect de la lutte quotidienne mais ne la résume pas.

Nous avons derrière nous une fraction importante de la classe ouvrière. Nous avons également d'autres moyens d'action à notre disposition. Je ne veux pas diminuer l'action de nos camarades parlementaires mais leur action doit être parallèle une action menée dans le pays par le Parti tout entier.

Allons au fond du problème et voyons les propositions qui nous sont faites.

Tout d'abord, revenir au statut-quo entier. Revenir à cette formule de quadripartite ou bien accepter le remaniement ministériel en acceptant l'exclusion de nos camarades Communistes et en formant un gouvernement avec le Mouvement Républicain Populaire ou avec le Rassemblement des Gauches ou bien envisager une formule homogène.

Il est évident que pour chacune de ces solutions, on peut émettre des critiques extrêmement Socialistes.

Par leur attitude même, les Communistes sont exclus de ce gouvernement quadripartite. Revenir au statut-quo en demandant aux Communistes de revenir, c'est une position qui ne peut être obtenue par personne. Ils se sont mis eux-mêmes, en dehors de la majorité. Ils ont pris leurs responsabilités. Ils l'ont fait pour des raisons que Guy Mollet a énoncées tout à l'heure.

Remanier le gouvernement actuel sur le plan de la constitution, aucune discussion n'est possible. Notre camarade Ramadier est en mesure de remanier le gouvernement. D'ailleurs, si la constitution a prévu la possibilité de remaniement, sans avoir pour cela à recourir à une démission, c'est qu'elle entendait assurer une solidarité ministérielle. Il en serait tout autrement s'il s'était agi d'un désaccord entre un ministre et l'ensemble du gouvernement sur un problème précis, à partir du moment où le chef du gouvernement avait la majorité, le problème était différent. Aujourd'hui, vous cédez alors que par ce départ de ministres, la solidarité ministérielle est rompue. Ce départ pose un

problème plus vaste et plus large. Ce sont tous les ministres d'un parti avec lequel nous avions conclu un accord qui partent. C'est la formule gouvernementale elle-même qui est renversée et qui est modifiée. C'est là le problème. Ah ! Il est évident que si, aujourd'hui, noud acceptions, comme on nous le propose, la conclusion de notre camarade Ramadier : "Laissez-moi remanier mon gouvernement de telle manière qu'il n'y ait pas de crise"... Il nous dit, nous allons maintenant continuer l'expérience avec le Mouvement Républicain Populaire et le Rassemblement des Gauches.

J'accepte l'impopularité du Parti, même les critiques extérieures, mais ce qui me préoccupe davantage, c'est l'efficacité réelle d'une formation gouvernementale car nous jouons-là un jeu extrêmement sérieux et il faut bien mettre de côté les chances d'efficacité si nous voulons réussir.

Or, comment notre camarade Tanguy Prigent pourrait-il faire cette politique de collecte s'il s'adresse dans les formations gouvernementales, aux représentants du Rassemblement des Gauches ? Comment notre camarade Philip pourrait-il briser cette féodalité des bouchers sans précisions. Il a, dans ce gouvernement, à côté de lui et comme seule-contrepartie, les membres du Rassemblement des Gauches.

Vous sentez bien que cette administration de parti, aboutit en fait, à une politique d'impuissance et c'est cela qui est plus grave que tout le reste.

Si nous étions certains de pouvoir faire une politique constructive, positive avec ces éléments nous pourrions risquer maintenant de nous passer du concours des Communistes, mais je vous demande à tous, à toutes vos consciences de bien réfléchir, nous avons engagé le Parti dans une politique extrêmement impopulaire, mais nécessaire.

Cette politique de la baisse dont le blocage des salaires n'est qu'un aspect ; si vous avez la certitude que nous pouvons enfin apporter au pays les contreparties de cette politique, croyez-vous pouvoir les apporter avec le Rassemblement des Gauches qui est en désaccord profond avec nous, sur le plan doctrinal, sur le plan international ?

Croyez-vous possible de faire une politique de la France à l'extérieur avec le Mouvement Républicain Populaire ? On s'est battu longtemps sur la laïcité. Cela a une signification.

Lorsque nous avons à régler des difficultés nous n'avons pas simplement à envisager les difficultés intérieures, économiques et sociales, nous avons aussi à envisager les difficultés internationales. Elles ont aussi leurs répercussions profondes sur le pays.

Cette formule, ce remaniement ministériel je le répète est légale, cette formule aboutirait à quelque chose de grave. Il est bien évident que nous sommes à l'heure actuelle, placés devant une crise difficile et redoutable. Difficile, oui, mais devant laquelle il faut prendre partie. Nous pensons, d'une part, qu'une formule de remaniement ministériel dans la forme où elle était proposée par Ramadier, aboutirait à l'insuffisance. Nous arrivons aux solutions possibles. Pour ma part, je ne vois qu'une seule solution possible : celle d'un gouvernement Socialiste homogène.

Collection Jean Jaurès

Je tiens à m'expliquer.
D'abord, on vient d'engager dans le pays une grande bataille de défense républicaine en face d'un Socialisme renaissant et d'un danger de cataclysme qui risque de compromettre les chances démocratiques, mais je le répète et je vous demande d'en tenir le plus grand compte, il faut mener effectivement, efficacement, la politique de lutte contre de Gaulle. Ne sentez-vous pas qu'en définitive, la meilleure façon de lutter pour la défense républicaine, c'est d'agir dans le réel pour rendre effectivement impossible le retour du général de Gaulle. Nous sommes donc placés dans le sens d'une défense républicaine véritable, devant des problèmes concrets et des problèmes d'efficacité. C'est pourquoi je dis : actuellement, un gouvernement Socialiste homogène malgré ses difficultés, malgré les obstacles qu'il risque de rencontrer sur sa route, il est une formule réelle et palpable, d'action gouvernementale. Mais alors, je n'en resterai pas à ces formules de gouvernement Socialiste homogène. Je veux que, pour une fois, ce soit le Parti qui soit souverain et intervienne dans le choix des hommes …(applaudissements)… Le Parti a le droit de dire son mot sur le choix des hommes. Je pense que notre camarade Ramadier qui a été l'homme d'une formule, n'est plus l'homme d'un rassemblement homogène. Je souhaiterai intensément et j'espère que notre camarade Léon Blum prenne la tête de ce grand rassemblement Socialiste homogène.
(Applaudissements)
Aujourd'hui, j'ai nettement l'impression que nous sommes à la phase où il faut se prononcer. Il y a la question du programme. Nous avons 15 mois au moins de difficultés devant nous. Nous savons que les difficultés de ravitaillement actuelles resteront vraies après la soudure du fait de l'insuffisance de nos récoltes. Sur le plan économique, il y a des impossibilités à augmenter immédiatement le rendement de la production.

Léon Blum

C'est à propos du gouvernement Socialiste homogène. Vous souhaiteriez que je reprenne la direction. Je ne veux pas discuter, dans cette hypothèse quel est l'homme qui pourrait le mieux, à l'heure présente, réussir. Je demande pourquoi ce ne serait pas Paul Ramadier plutôt que moi.
Je veux vous dire dès à présent que nous avons fait, en décembre, un gouvernement Socialiste homogène... Ramadier a rappelé au début de son discours combien 15 jours auparavant, 3 jours auparavant, une telle hypothèse semblait impossible et même absurde à tout le monde. Cependant, nous l'avons fait. Nous avons eu raison. Les preuves nous ont donné raison, elles aussi.
Parmi les conditions qui ont rendu possible la constitution de ce gouvernement homogène, réfléchissez bien qu'une des plus importantes ait été le fait qu'avant de constituer ce gouvernement homogène, j'aie essayé, sans succès, mais avec une bonne volonté, une loyauté que personne n'a contestée, de constituer un gouvernement de coalition.
Si je n'avais pas fait cet effort préalable, et si je ne l'avais pas mené avec la volonté sincère, réelle, d'aboutir, malgré tous les obstacles, jamais la

constitution du gouvernement Socialiste homogène n'aurait été atteinte.
Dans l'hypothèse où le Conseil national demanderait à Ramadier de donner sa démission, vous vous trouveriez, avant d'arriver à la formule de gouvernement homogène, devant les mêmes nécessités, mais cette fois, vous vous seriez retirés d'avance de la formule des coalitions. Ce que je dis est peut-être un peu subtil, mais ce ne l'est qu'en apparence. En réalité, nous nous mettrions nous-mêmes, dans les jours qui viennent, dans l'impossibilité de prendre avec succès l'initiative d'un gouvernement Socialiste homogène.
S'adressant à Boutbien : "Je vous demande pardon de vous avoir interrompu. J'ai voulu faire l'observation à un homme aussi juste et aussi scrupuleux que vous et je crois qu'il faut en tenir compte dans le calcul du proche avenir.
(Applaudissements)

Léon Boutbien

Je croie en effet que les observations de notre camarade Léon Blum ont une très grande importance et je m'étais moi-même un peu exposé le problème de savoir ce que réellement une telle formule était possible, tout au moins, dans ces conditions.
Oui, cette formule a été réalisée au mois de décembre. Je pense aussi que les difficultés que connaît actuellement notre Parti, MRP ; Communistes, Rassemblement des Gauches, les connaissent également et ils se rendent compte eux aussi qui restent attachés au fonctionnement du pays, de l'impuissance de certaines formules.
Je pense très sincèrement que se serait en effet un acte d'autorité et peut-être même un acte de force, un acte anti-constitutionnel de réclamer aujourd'hui, pour notre Parti seul, la direction du gouvernement. J'en conviens volontiers. Mais je tiens compte d'un fait, c'est que le pays a besoin d'un gouvernement stable et pour ceux dont les aspirations peuvent être confuses, elles se cristalliseront automatiquement autour de l'autorité de l'Etat que symbolisera effectivement le Parti Socialiste. Ceci, je crois, constituerait le caractère démocratique de notre Parti. Le reproche que l'on peut faire est de dire : "Votre gouvernement homogène sera le prisonnier d'une majorité".
Le Parti Socialiste est conscient de ses responsabilités, il a conscience que le scrutin électoral ne lui a pas donné la possibilité de réaliser ce gouvernement homogène. Le Parti Socialiste prend ses responsabilités et s'engage dans une politique déterminée et il le dit nettement : "si vous mettez en minorité, à ce moment-là, nous prenons dès maintenant, devant le pays, nos responsabilités, nous ne participerons plus à un gouvernement de coalition. C'est là une position possible. Mais elle déboîte un peu le fonctionnement classique du parlementarisme. Mais, tous les jours ne sentez-vous pas combien ce Parlement se trouve débordé par les formes nouvelles de pouvoir qui se développent, lorsqu'il s'agit des salaires, des prix ?
Tous les jours nous sentons naître des formes nouvelles de pouvoirs que le Parlement n'exprime pas tout entier.
Notre expérience peut échouer, mais sachez alors que si nous échouons dans une

Fondation Jean-Jaurès

expérience de gouvernement Socialiste homogène avec un programme précis de réalisation, nous aurons une plate-forme de chute extrêmement importante et alors, ici, se retrouve cette idée de coordonner de façon étroite, la défense de la République au raisonnement du.
Quelles seront les tâches de l'heure ? Quelles sont, en quelque sorte, les obstacles que nous devons éviter ? Dans l'éventualité actuelle, je l'espère le Conseil national acceptera cette mission qui serait l'honneur du Socialisme de prendre ses responsabilités à l'heure présente. Aujourd'hui, nous avons des tâches immenses à remplir, que seuls nous devons remplir.
Sur le plan syndical, il y a évidemment le noyautage Communiste. Mais, à mon avis, à côté, il y a quelque chose d'extrêmement dangereux pour la République elle-même dans l'action syndicale actuelle. Il y a une tendance coopérative développée par les Communistes qui néglige l'intérêt collectif de la Nation. Dans ces mouvements syndicaux, nous assistons à un fait qui paralyse l'expérience actuelle de Philip, l'expérience de baisse. Pour l'instant et aussi longtemps que la production du pays ne sera pas augmentée, nous resterons aux même phases. Vous ne pourrez pas continuer éternellement à réduire les marges bénéficiaires. Ce n'est plus possible actuellement. Elles ont été réduites d'une façon extraordinaire. Il existe encore des spéculateurs. A l'heure actuelle, nous pouvons prendre des mesures contre des bénéfices illicites. Dans l'ensemble, la politique actuelle ne laisse pas tellement de marge bénéficiaire, tout au moins pour les entreprises qui veulent travailler honnêtement. Ce n'est pas la majorité.
Nous aurons à lutter contre de nombreuses difficultés. Pour lutter contre cela, ne sentez-vous pas qu'un gouvernement Socialiste homogène aurait une action de masse extraordinaire.
Il semble bien qu'aussi nous, Socialistes, prenons nos responsabilités d'un tel gouvernement nous aurions pour nous, cette espèce d'enthousiasme collectif, car c'est cela qu'on attend du Parti Socialiste à l'heure actuelle. En définitif, notre succès aux élections dernières, eut été immense si nous avions été véritablement nous-même dans ces élections.
Je n'ai pas peur de combattre le Parti Communiste à l'action, mais je demande au Parti de nous donner des armes d'efficacité qui nous permettent de lutter avec succès.
Nos méthodes ? Je crois qu'il faut y revenir. Un peu plus de contact avec le concret. Il y a des problèmes réels qui sont posés actuellement. Il y a les problèmes de l'habitation, de la main d'oeuvre, la bataille de la production.
J'en arrive peut-être à un point encore beaucoup plus difficile. Je crois qu'en ce qui concerne la politique de notre camarade Philip, nous l'avons soutenue parce que, sur le plan réel, elle nous donne entière satisfaction. Il ne s'agit pas d'une politique de blocage des salaires, il s'agit d'une politique de baisse des prix. Elle est directement et strictement liée à une politique de rendement. Gagner aujourd'hui la bataille de la production, c'est sauver la République. Et puis, sur le problème du ravitaillement, pour ma part, j'ai exposé mon incertitude au Comité directeur. Bien entendu, nous pouvons maintenant recourir des méthodes de contact, pour amener sur le marché les marchandises dont la pénurie est

artificielle, comme la viande par exemple. Si nous nous engageons dans cette voie, je voudrais que le Conseil national réfléchisse profondément.
Si nous nous y engageons, il faudra aller jusqu'au bout, car il n'y a pas de plus mauvaise politique que les demi-mesures.
(Applaudissements)
Alors, comme il n'y a pas de demi-mesures et qu'il faudra aller aux solutions extrêmes, c'est encore un argument de plus que je trouve là, pour la formation du gouvernement Socialiste homogène.
Au début, il nous faudra prendre des mesures, spectaculaires, c'est là une chose que nous ne devons pas négliger, mesures qui tiendront l'opinion en haleine pendant que de notre côté, par un travail acharné, nous essaierons de démasquer les stocks illicites et les amener sur les places publiques. Cela frappe l'opinion à un moment où nous prenons nos responsabilités de cette administration. Il faut confisquer les produits illicites. Là encore nous pouvons faire des actions spectaculaires. Il nous faudra prendre des mesures énergiques indispensables pour le rayonnement de la République et de la démocratie.
Si j'avais cru possible et efficace une politique même si elle avait dû se faire avec le Mouvement Républicain Populaire, à partir du moment où nous engageons une bataille anxieuse, nous sommes en mesures de prendre nos responsabilités.
Je veux bien prendre les risques de l'impopularité si j'ai la conviction intime de l'efficacité des mesures que je propose.
Le remaniement ministériel n'aboutirait pas à ce but. Je crois qu'aujourd'hui, la tactique peut nous diviser, mais je suis convaincu que demain, l'action nous unira et que cette action se sera la mobilisation totale du Parti, se sera le Parti tout entier qui sera au gouvernement, y participeront tous les militants connus et inconnus car, ne sous-estimons pas le travail des militants inconnus. Ne croyez pas que la tâche de tous les jours n'est pas aussi importante que la vôtre. Je crois que nous avons aujourd'hui, une dernière chance, en demandant d'abord, la démission de notre camarade Ramadier qui marque la fin d'une expérience qu'il a honorablement et honnêtement conduite, c'est aujourd'hui, en lui demandant sa démission, de faire le nouveau départ du Parti avec cet objectif : l'efficacité, le contact avec le réel et les difficultés immédiates et alors, nous pouvons risquer pendant mois, l'impopularité.
Je suis convaincu qu'en régnant devant le pays, nous triompherons contre toutes les autres coalitions.
(Applaudissements)

Gérard Jaquet (délégation exécutive)

Je voudrais présenter devant le Conseil national quelque très brèves observations que j'ai présentées hier devant le Conseil de la fédération de la Seine. Il y a à l'heure actuelle, conflit entre deux politiques. La politique du Parti Socialiste définie depuis janvier et qu'il désire continuer et la politique que le Parti Communiste définit depuis quelques jours.
Nous continuons à penser que seule, une politique de baisse des prix, maintenue

et renforcée peut, à l'heure présente, sauver le pays. En effet, depuis la libération, jusqu'en décembre dernier, nous avons constaté une montée constante du coût de la vie, montée qui, au cours du dernier semestre de l'année dernière, a pris des allures de catastrophe.
Chaque augmentation générale des salaires signifie automatiquement augmentation des prix et chaque augmentation des salaires ne se traduit pas par une augmentation du pouvoir d'achat, mais par une diminution sensible de ce pouvoir d'achat.
Voilà comment se pose le problème. Tout le reste est mensonges, comme le disait Ramadier il y a quelques mois.
Quels sont, à l'heure présente, les remèdes ?
Notre camarade Léon Blum les a trouvés. Il ne fallait plus essayer de faire monter les salaires jusqu'au niveau des prix. Il fallait essayer de ramener les prix au niveau des salaires. Cette politique a-telle réussi ? Je crois tout de même, pour ma part, qu'on n'a pas le droit de dire que cette politique a échoué.
Jacques Duclos le déclarait lui-même hier que lorsqu'on examine les indices des prix de détail en particulier, en s'aperçoit qu'il y a une baisse de 2 à 4%. On a au moins réussi à obtenir un résultat et un résultat important qui a empêché cette montée constante du coût de la vie.
Une grève s'est déclenchée. Le Parti Communiste n'accepte pas qu'un jour il ne pourrait plus être le maître de la classe ouvrière française, même si la République et la Démocratie doivent en périr.
Nous savons très bien que la débâcle financière signifie la crise d'origine, car le jour où nous serons en pleine crise financière, de Gaulle s'installera, automatiquement au pouvoir. Nous pourrons alors demander une augmentation du standard de vie de la classe ouvrière française... Voilà comment se pose le problème économique et social.
Le gouvernement Ramadier a voté contre la confiance de Ramadier. La cohabitation des Socialistes et des Communistes, à l'heure présente, n'est plus possible, mais ce point étant acquis, il reste deux solutions :
1° - Le gouvernement Ramadier démissionne.
2° - Le gouvernement Ramadier reste au pouvoir.
Un certain nombre de camarades défendent la première solution. Nous savons très bien qu'aucun gouvernement n'est possible à l'heure actuelle sans le Parti Socialiste.
Le MRP n'accepterait pas de gouvernement MRP homogène. Si la Droite acceptait, ce serait un danger extrêmement grave pour nous car elle amènerait de Gaulle au pouvoir. Nous savons très bien que de Gaulle s'installerait au pouvoir et si nous décidions d'entrer dans l'opposition, nous n'aurions pas la possibilité d'en apprécier longtemps les bienfaits. Il y a une autre solution. C'est le gouvernement Socialiste homogène. Blum a montré qu'il était impossible. Je le crois. Le gouvernement, pour vivre, doit tout de même reposer sur une majorité à l'Assemblée Nationale. Il n'ira pas demander ses suffrages au pays, il les demandera d'abord à l'assemblée Nationale. Je crois qu'à l'heure actuelle, un gouvernement Socialiste homogène n'aurait comme appui que les cent

parlementaires Socialistes.

Léon Blum

Je ne suis pas sûr du tout que le MRP et le Parti Communiste refuseraient, en tout état de cause, leurs voix à un gouvernement Socialiste homogène, mais je suis convaincu qu'ils n'apporteraient leurs voix à un gouvernement Socialiste homogène que si, préalablement, les preuves avaient péremptoirement établi qu'il n'y a pas d'autre solution pratiquement possible, que nous-mêmes, après avoir loyalement essayé les autres solutions, nous nous trouvions acculés à celle-là et qu'il n'y a plus le choix qu'entre cette solution et un désordre dont tout le monde sait à l'heure actuelle quel nom il porte.

Dans ce sens, je crois que Boutbien a raison.

Je crois que vous, Gérard Jacquet, vous avez raison aussi.

Je voudrais encore ajouter un mot. Qu'est-ce qui a rendu impossible la reconduction du gouvernement homogène que le Parti souhaitait à cette époque, à peu près unanimement et que le pays aussi souhaitait unanimement, c'est le fait que nous n'avons trouvé à cette époque, ni du coté MRP, ni du côté Communiste, de façon encore plus marqués, l'assentiment sympathique que nous avions besoin et faute duquel, en effet, ce gouvernement aurait été un gouvernement d'opinions, s'imposant à la majorité parlementaire.

J'ai dit en janvier "Nous ne pouvons pas, continuer". J'ai dit aussi, et c'était vrai que j'étais à la limite de l'effort physique dont j'étais capable. Je vous le dis entre nous, si entre le 5 et le 15 janvier, il y avait eu, de la part du MRP et de la part du Parti Communiste, un certain accueil, si on avait senti chez eux, sincèrement, le désir que l'expérience entreprise peut continuer dans les mêmes conditions par un gouvernement homogène, pendant les quelques semaines, peut-être ou pendant quelques mois, qui étaient nécessaires, je l'aurais fait. Aucune considération physique ou autre ne m'en aurait empêché.

(La salle unanime applaudit)

Je ne crois pas avoir eu l'occasion de vous le dire comme à l'heure présente.

Encore une fois, nous ne trouverons dans les jours qui viennent, le concours d'autres partis que si les preuves avaient démontré d'une façon éclatante, aveuglante, comme ça été le cas en décembre dernier, qu'une solution loyalement recherchée n'a pu aboutir et que dans cet échec notre responsabilité, la responsabilité du Parti n'y était pour rien.

(Applaudissements unanimes)

Gérard Jaquet

Après la démission du gouvernement Ramadier, les représentants du MRP pourraient nous dire :

"Nous avons voté la confiance, nos ministres ont voté la confiance, nous continuons à approuver votre programme et vous nous chassez comme vous avez chassez les Communistes quand ils n'approuvent plus votre programme, dans ces conditions ne comptez pas sur notre appui, sur nos voix. Voilà ce que

Collection Jean Jaurès

nous disait le Mouvement Républicain Populaire".
Dans ces conditions, le gouvernement Socialiste homogène serait impossible, il serait possible après une crise prolongée. Mais, à l'heure actuelle, elle n'est pas possible cette crise.
Un gouvernement a posé la question de confiance. Il a obtenu un vote massif de confiance et il démissionnerait... Cela signifierait que la constitution est mauvaise, cela signifierait que les votes à l'Assemblée Nationale n'ont plus de valeur puisqu'ils ne sont pas respectés. Nous apporterions ainsi de l'eau au moulin du général de Gaulle.
Jusqu'à présent, je me suis refusé à envisager une telle hypothèse. Il y a quelques jours, dans des réunions publiques que j'organisais, je me refusais à l'envisager, mais aujourd'hui, cette hypothèse n'est plus possible. Un gouvernement avec le Parti Communiste n'est plus possible dans les circonstances présentes. Il y aura des difficultés, du mécontentement, il faudra tête avec courage, il faudra pratiquer aussi une politique de contrepartie, il faudra apporter des améliorations à la classe ouvrière sous forme de primes de rendement qui soient vraiment des primes correspondant à une augmentation de la production.
Il faut prendre des mesures courageuses, même spectaculaires contre les trafiquants, contre les affameurs du peuple et il faudra aussi faire comprendre aux paysans, à l'heure présente la politique d'économie dirigée est sans doute la seule possible, mais il faudra tout de même que cette politique dans certains secteurs soit assouplie et moins tracassière. Voilà le programme que nous devons imposer aux autres partis qui constituent le gouvernement et qui, si nous avons le courage de le faire, l'accepteront certainement. L'heure est vraiment décisive. Le régime républicain traverse sa dernière épreuve. Il nous reste tout de même une possibilité de victoire, nous avons la possibilité de vaincre si nous le voulons et si nous remportons la victoire, nous verrons peu à peu les menaces, les attaques disparaître, nous verrons peu à peu, le mécontentement disparaître dans le pays, nous aurons l'opinion publique avec nous car elle comprendra, que nous avons sauvé la démocratie et la classe ouvrière elle-même, en sauvant cette démocratie.
(Applaudissements)

André Philip

Je voudrais, afin d'y voir clair moi-même, essayer de définir d'abord le problème car je crois que la question essentielle, ce n'est pas la question de telle ou telle forme de gouvernement, des relations avec tel ou tel parti, c'est l'analyse de la situation dans laquelle se trouve notre pays, c'est l'examen des moyens nécessaires pour remédier à cette situation, du programme précis qu'il importe d'établir et ensuite, le reste, je crois que c'est quelque chose qui est malgré tout, tout à fait simple. Il s'agit de réunir ceux qui seront sérieux et totalement d'accord pour employer les moyens que nous aurons défini pour atteindre le but qui nous paraît nécessaire.
Je voudrais d'abord que vous fassiez un effort sur vous-même car c'est à l'heure

présente que les camarades du Parti doivent faire cet effort sur eux-mêmes afin de se rendre compte que nous devons nous mettre dans l'atmosphère exacte qui est celle du moment où la patrie est en danger.
Le pays et la République, sont actuellement en danger. J'ai été le premier à dire en janvier dernier quelle était la situation du pays sur le plan financier… (applaudissements)… Léon Blum la redit. Nous sommes à peu près les seuls, mais c'est nous qui devons le dire, le crier à tout le monde.
La situation, je l'analyse par quelques chiffres, par l'équilibre de la balance des comptes. Nous sommes même à la fois, dans un moment où les problèmes ont un caractère plus international qu'ils ne l'ont jamais eu, où l'unité économique du monde se trouve vraiment en voie de réalisation, et où peut-être jamais personne n'a été, y compris nous-même, aussi nationaliste qu'au moment présent.
Je veux dire que tous, nous posons nos problèmes dans un cadre national, heureux quand on ne les pose pas dans un cadre local ou professionnel. Nos amis Anglais posent leurs graves problèmes qui sont moins graves que les nôtres.
Je viens d'arriver par avion de Genève ce matin. Je participais aux travaux de la création de la Commission économique européenne qui fixe les premières institutions pour le charbon, les transports, les différents produits, communes à tous les pays d'Europe, celles par lesquelles peut-être passeront demain nos fournitures de crédits où il est essentiel que la France ait sa place.
Quel n'a pas été mon étonnement quand j'ai vu que la presse n'en parlait pas ce matin. Notre problème, à nous s'analyse dans le déséquilibre de la balance des comptes et notre balance des comptes actuellement indique 650 millions de dollars de déficit et ceci en supposant que nos exportations dépassent le double de ce qu'elles ont été l'année dernière.
(Enumération de quelques chiffres)
Nous avons dis-je, 650 millions de dollars de déficit. Il faudra supporter davantage. Il n'y a pas d'autre moyen de s'en sortir et il faudra encore mendier des crédits.
Jamais, aucun de ceux qui nous ont fourni des crédits, en particulier, les Etats-Unis, n'y a mis une préoccupation politique quelle qu'elle soit. Les Américains feront le maximum d'efforts pour nous en posant comme seule condition que lorsqu'ils donnent des crédits, ils soient employés par des entreprises nationalisées ou entreprises privées et répartis de façon à ce qu'on atteigne le maximum de productivité.
La situation, j'y reviens, c'est actuellement 650 millions de dollars. Si nous ne trouvons pas de nouvelles ressources, ce sont les 3/4 de notre balance de France qui partira cette année à l'étranger et après, il n'y aura plus rien. Cela veut dire que pendant longtemps, pendant un an, deux ans, peut-être plus, nous ne pouvons pas, nous ne devons pas promettre d'amélioration du niveau de vie à la population française parce que ce n'est pas possible, parce que c'est à grand peine que nous réussirons à maintenir le niveau actuel. Nous en sommes actuellement à ce point que lorsque nous réussirons à obtenir davantage de

charbon, il faudra payer… Nous devons d'abord penser à un nouveau développement de l'exportation, nous devons tendre vers un effort plus complet, plus total, pour notre union française. Il y a un effort à faire du côté exportation de cotonnage, du coté même des liens entre les territoires d'Outremer et la métropole..

Pour un temps encore indéfini, nous sommes dans une situation générale de pénurie. Lorsque nous prenons la situation où se trouve les travailleurs, nous sommes tous convaincus qu'il serait vain de faire des hausses déguisées de primes a la production, qui ne sont pas des primes de production. Il n'y a qu'un moyen de venir en aide aux travailleurs, c'est, au fur et à mesure que la production augmente, d'essayer de leur donner certains avantages, des marchandises à des prix plus faibles et davantage de produits alimentaires. Pour les produits industriels, nous avons fait depuis six mois, un effort très sérieux de réduction des prix, effort qui a tout de même, après la deuxième baisse, aboutit à une baisse effective.

Quand nos adversaires vous parlent du déficit des chemins de fer, nous sommes au même point pour l'ensemble des grandes entreprises industrielles où on est juste à la limite, où les entreprises sont déjà déficitaires.

On a beaucoup parlé des marges intermédiaires. Nous l'avons fait et l'ayant fait, je reçois maintenant les conséquences par une réaction assez violente de la part des commerçants -réaction que je comprends car ils sont dans une situation extrêmement difficile et pénible. L'année dernière, au moment de l'inflation, 450 000 intermédiaires nouveaux. On a eu le malheur à ce moment-là de céder à la pression qui a été exercée par tous les organismes professionnels sur les libertés du commerce et ce sont ceux-là mêmes qui estiment aujourd'hui que ça été une erreur.

Les commerçants m'attaquent, ils m'attaquent violemment, je reçois même des lettres de menaces de mort. Je comprends la situation difficile dans laquelle ils se trouvent. Lorsque l'on a réduit d'une façon générale les marges bénéficiaires et où un début de baisse des prix a commencé, il est bien évident que cela change l'atmosphère, on ne gagne plus ce que l'on gagnait dans des opérations d'intermédiaires. Il y a des cas particuliers. Ce ne sont pas toujours les commerçants malhonnêtes qui sont touchés.

Le maximum a été fait et l'on ne peut pas faire davantage pour la marge bénéficiaire, sauf dans le textile où l'on veut aller un peu plus loin dans la réduction. Du côté industriel, il nous reste à effectuer un contrôle réel et efficace, à établir et à généraliser les règles des utilités sociales et des programmes de production de façon à ce que la production porte d'une part sur ce qui est nécessaire pour les exportations et d'autre part, sur les articles d'utilité courante, pour arriver à des prix de revient réduits. Pour cela, il faut avoir les armes nécessaires, les armes que nous n'avons plus depuis Marcel Paul... Aujourd'hui, ceux qui protestent contre le dirigisme oublient que le dirigisme est, par Marcel Paul, entre les mains des organisations patronales. C'est cela qui est actuellement la cause de tout. Pour faire quelque chose, il faut revenir sur cela et établir des organismes de coordination entre les mains de l'Etat.

(Applaudissements)
Du point de vue agricole, il y a beaucoup à faire pour les ouvriers. Pour ma part, je ne me sens pas le courage de maintenir notre politique juste de blocage des salaires ouvriers si nous ne recevons pas les armes nécessaires pour être capables effectivement, de fournir aux travailleurs, des denrées alimentaires à des prix inférieurs à ceux pratiqués actuellement …(applaudissements)… car c'est cela le problème qui est aujourd'hui le problème dominant.
On ne peut pas parer d'un côté si l'on cède sans cesse de l'autre. Aujourd'hui, si nous sommes en présence de cette fameuse crise du blé, c'est en partie parce que une partie du blé de l'année dernière, est allés à l'alimentation du bétail.
Une conférence internationale qui s'est réunie à Londres, qui tendait à fixer le prix du blé pour 5 ans, a échoué parce que les vendeurs exigeaient un prix trop élevé : 800 frs, soit 1.050 frs, livré dans nos ports français. Quoi que nous fussions fixés sur le prix du blé, quelle a été l'origine de la crise ? Depuis ce moment-là, le prix du blé a été maintenu. La viande a grimpé continuellement, tel que nous en sommes arrivés maintenant, alors que les prix industriels français sont à peu près au niveau des prix mondiaux ou supérieurs à des prix agricoles de 25 à 30% ou 80% au-dessus des prix mondiaux.
Le système qui consiste à dire : nous voulons alimenter Paris et pour cela, nous augmenterons le prix de la viande à Paris, c'est une politique de pure folie.
(Applaudissements)
Au sein du gouvernement, nous avons discuté la question. Vous savez que nous avions, avant que l'assemblée ait terminé ses travaux, pris un certain nombre de décisions, décisions d'une part, d'un plan d'approvisionnement de Paris et des départements déficitaires, décisions d'autre part d'une loi que nous avons fait voter par l'assemblée pour réduire le nombre de marchands de bestiaux en disant que dans aucun département, il ne devait y avoir de dépassement sur le chiffre d'avant-guerre. Rien de tout cela n'a été appliqué parce que les arrêtés d'application n'ont pu sortir, n'ayant pas été soumis au Conseil national de la viande.
Ceci m'amène à une autre partie de mon intervention.
Nous ne pouvons maintenir notre politique des salaires que si nous avons, du côté des prix une politique définie, si nous avons des moyens effectifs pour pouvoir à tous les stades, tant du coté agricole qu'industriel, contrôler la production, la distribution et les prix, car, sinon, nous sommes malhonnêtes vis-à-vis des travailleurs en leur disant, nous voulons bloquer les salaires tandis que nous n'avons pas les moyens effectifs pour leur donner satisfaction.
Cela exige un certain dirigisme. Je ne suis pas un théoricien ni un voluptueux du dirigisme comme me présente la presse parisienne. Le jour où nous pourrons ne pas diriger, tant mieux, mais à l'heure actuelle, si on ne le fait pas, c'est la catastrophe. Mais alors, il faut que nous ayons les moyens de le faire. Qu'on ne nous parle pas de direction quand on ne peut pas diriger parce que l'on est ligoté et que l'on a pas les moyens d'action.
Eliminant cette vieille procédure des prix, je commence à essayer de fixer des prix en valeur absolue, établie sur la base des prix de revient. Pour toute la

France, j'ai cent hommes pour cela. Il faut que l'on ait le personnel et l'outillage indispensable pour faire ce que l'on veut véritablement faire. Il faut une organisation et une organisation interministérielle plus efficace. On ne peut pas continuer avec de tels services du ravitaillement… Quatre ministres d'Etat sont en désaccord les uns avec les autres. Il faut que ce toit le même organisme qui ait en main l'ensemble de la répartition agricole, commerciale et industrielle pour qu'à celui qui ne fournit pas sur le plan agricole, on lui dise, on ne vous fournira pas sur le plan industriel et inversement.

Une amélioration de structure de nos départements économiques est indispensable. C'est là toute une série de questions techniques qui doivent rapidement être étudiées. Il est surtout nécessaire d'avoir de la volonté. On a fait allusion à différents organismes que l'on voit un peu partout. Je crois qu'aujourd'hui, il y en a vraiment trop.

J'ai l'impression que depuis la libération, à cause des incertitudes du provisoire, dans lesquelles nous avons vécu, nous sommes retombés dans un régime qui rappelle la féodalité du 13ème siècle et où on trouve partout des séries d'organisations professionnelles qui veulent traiter avec l'Etat, d'égal à égal. Ceci est impossible en Etat démocratique. Un Etat démocratique doit entendre tous les avis, il doit entendre toutes les opinions, ensuite, c'est le gouvernement qui prend ses décisions, sous le seul contrôle des élus du suffrage universel et les autres n'ont qu'à lui obéir.

Je voudrais que du Conseil national il sorte cette affirmation. D'abord, cette première affirmation que la patrie est en danger et que si on laissait faire ceux qui veulent la liberté... Ceux qui sont des adversaires honnêtes, ceux qui sont partisans du libéralisme économique, liberté des salaires, liberté des prix, ne croyez pas que dans les circonstances présentes, ils aboutiraient à cette hausse générale des salaires et des prix. Il nous suffit, pour cela, d'observer ce qui se passe en Italie qui est engagée dans cette voie depuis six mois, pour que nous puissions dire que nous ne devrons pas nous engager dans cette voie.

Parlons au pays avec franchise et avec le courage nécessaire. Il nous faut encore une direction de l'économie renforcée, comme pour l'établissement de la collecte. Il faut une réforme administrative intérieure pour pouvoir répondre aux critiques justifiées. Ensuite, que l'on mette tout le monde en fait de ses responsabilités. Je crois que là, il faut que nous ayons le courage de déborder le plan des partis.

Pour le programme qui est celui du Parti Socialiste, commencé par Léon Blum, nous faisons appel à tous les hommes de bonne volonté qui prennent l'engagement solennel au soin du gouvernement de travailler pour ce programme et dans cette direction étant entendu que s'il y en a un qui sabote, il partira immédiatement, car le gouvernement doit agir vite et avec l'autorité nécessaire.

Permettre à Ramadier de continuer son opération, à condition que le gouvernement se trouve lié par le texte sortant du Conseil national sur le programme à réaliser, sur la politique à suivre, en disant à nos collègues, au sein du gouvernement, quels qu'ils soient : marchez et travaillez avec nous et par

conséquent, ceux qui sont en désaccord, soient renvoyés, y compris ceux qui appartiennent à notre parti.
(Applaudissements)

Marceau Pivert à André Philip - Crois-tu que tu es capable, sans faire appel aux masses travailleuses, de faire accepter cette compression massive des crédits militaires à des collègues du MRP ?

André Philip à Marceau Pivert - Je ne sais pas et ne veux pas le savoir au point de départ. La situation du pain est tellement grave que nous devons, nous, nous placés même au-dessus de tout ce qui était le passé. Nous devons définitivement préciser la situation, définir le programme, dire à la masse tout ce que nous voulons réaliser, nous faisons appel à tous ceux qui acceptent de prendre l'engagement. Si finalement, nous sommes seuls, tant pis, mais ce n'est pas nous qui serons partis d'abord, nous aurons défini un programme d'ensemble pour toute la nation.

Christian Pineau (Sarthe)

Après l'intervention de Deixonne, les discussions ne peuvent plus venir à la tribune qu'avec une certaine timidité. Je voudrais tout de même dire qu'il est possible qu'au cours de déclarations publiques, à la tribune de la chambre, je n'ai pas tenu tout à fait le même langage que j'ai tenu au groupe parlementaire et je dis tout de suite que demain, je dirai peut-être en public et j'écrirai peut-être publiquement, exactement le contraire de ce que je vais dire tout à l'heure si la résolution au Conseil national est dans ce sens, que la discipline du Parti exige de nous que nous ayons une seule opinion vis-à-vis des autres. Il serait peut-être bon que tout le monde, dans le Parti, puisse en dite autant.
Il y a un aspect du problème sur lequel on n'a pas encore, jusqu'à présent, insisté. C'est sur le discours que Jacques Duclos a prononcé l'autre jour à la tribune de la chambre et qui, en lui-même, constitue un évènement politique aussi important que le départ des ministres Communistes du gouvernement.
En effet, vous pensez tous que le véritable argument que le Parti Communiste pourra nous opposer demain, vis-à-vis de la classe ouvrière, sera notre refus d'augmenter les salaires alors qu'eux-mêmes ont pris position dans un sens contraire. Je crois que la déclaration fondamentale de Duclos est celle où il déclare que le Parti Communiste se prononce d'une manière plus ou moins directe pour le libéralisme économique. Voilà le point essentiel au discours. Il signifie quelque chose de très précis. C'est que le Parti Communiste se rend parfaitement compte que vis-à-vis de l'opinion publique, la question des salaires et des prix, pour l'immense majorité de l'opinion, est résolue dans le sens du Parti Socialiste, que la majorité peut-être de la classe ouvrière a parfaitement compris que nous avions raison en traitant comme nous l'avons fait, pour la question du pouvoir d'achat et pour le problème de l'augmentation. C'est ainsi que le Parti Communiste se tourne vers le libéralisme économique. Si demain le Parti Communiste entreprend une propagande auprès des paysans, des classes

moyennes pour dénoncer le dirigisme, il rencontrera à ce moment-là, un écho considérable dans le pays. Il y a là un danger que nous ne pouvons pas, à l'heure actuelle sous-estimer. Nous avons, jusqu'à présent, pratiqué une politique de dirigisme économique avec contre nous, les partis d'extrême droite, les autres ne pouvant tout de même pas sous une forme trop directe et tant qu'ils étaient au gouvernement affirmer leur opposition à ce dirigisme. Maintenant, nous allons avoir une autre propagande à l'extrême gauche contre ce dirigisme économique. Il y a là un danger extrêmement grave.

L'opinion publique, à l'heure actuelle, n'ait pas avec nous sur ce point et si, demain, elle est dirigée contre nous, sur ce même point, nous risquons de nous trouver devant une opinion publique qui n'acceptera pas nos solutions. Je crois que c'est là l'élément fondamental du problème et celui qui doit nous faire envisager qu'elle est la formation de gouvernement possible.

Devons-nous renoncer au dirigisme ?

II s'agit actuellement des nécessités de l'heure, du besoin de contrôle et de répartition que la pénurie exige de tout gouvernement, quel qu'il soit.

Si demain nous allons dire au pays, nous allons continuer notre politique, nous allons l'accentuer parce qu'il est nécessaire de l'accentuer, que nous avons contre nous le Parti Communiste, le Parti Républicain, la liberté, le Rassemblement des Gauches, et peut-être le Mouvement Républicain Populaire, nous ne serons plus dans ces conditions nécessaires pour réussir l'expérience que nous avons tentée.

Il n'est pas question, bien entendu de modifier notre programme. Il correspond aux circonstances actuelles, nous avons tenté l'expérience, mais je vous dis, qu'à mon avis, nous avons commis une faute. C'est de négliger, comme nous l'avons toujours fait depuis la libération, les éléments psychologiques des problèmes.

(Applaudissements)

Avant deux ans, il ne sera pas possible d'améliorer sensiblement la condition de la classe ouvrière et même les conditions de nombreuses classes du peuple français.

Si encore, nous étions devant un peuple capable de réactions comme celles que nous avons connues au temps de l'occupation, mais nous sommes devant un peuple fatigué, moralement et physiquement.

Lorsque, en 1943, à Buchenwald, lorsque nous avons été pris dans la vie atroce du camp, si on nous avait dit : pendant 17 mois, vous allez vivre sans amélioration, nous n'aurions pas pu tenir moralement.

Je suis peut-être obligé de dire, tout en étant d'accord avec Philip, qu'il y a peut-être des choses qu'il faut faire et qu'il ne convient pas toujours d'affirmer.

Il est incontestable par exemple que les commerçants se trouvent aujourd'hui, dans une crise extrêmement grave et nous savons tous quelles sont les causes de cette crise. Cependant, il est indispensable de dire, dans le pays, que le commerçant est l'ennemi public n°1 du redressement de l'économie. Je crois qu'il faut être prudent lorsque l'on s'adresse à des hommes et que, quel que soit notre souci de dire la vérité, il ne faut pas, systématiquement, négliger l'opinion publique parce que l'opinion publique est un facteur politique.

Fondation Jean Jaurès

Si demain, parce que nous aurons l'opinion publique contre nous, nous sommes chassés du gouvernement, alors, ceux qui prendront notre place, feront une politique de libéralisme économique, qui amènera une catastrophe mais il sera trop tard lorsque la catastrophe se sera produite, pour qu'un gouvernement Socialiste vienne se poster en sauveur.
Je vous demande donc d'être extrêmement prudents plus peut-être que nous l'avons été jusqu'à ce jour. La vérité est quelquefois une chose mouvante et ce n'est pas toujours dire la vérité que de la dire à une époque où elle est capable de changer le lendemain.
Il y a un deuxième point qui m'a inquiète dans le discours de notre camarade Philip, c'est lorsqu'il nous dit, il est indispensable de recréer les organismes dont nous avons besoin pour assurer nos contrôles car, si nous ne les recréons pas, nous ne pourrons pas gouverner.
La conséquence logique de son discours, c'est que demain, Ramadier donne immédiatement sa démission parce qu'alors, il ne pourra pas gouverner car je dis dit tout de suite à Philip, il n'y a pas à l'assemblée, une majorité pour voter les lois nécessaires et que nous n'avons, dans le pays, les fonctionnaires nécessaires pour "manipuler" ces organismes nouveaux. C'est un fait matériel, et nous ne pouvons rien contre des faits semblables. Il ne peut pas s'agir, pour nous, de parler d'assouplissement du dirigisme qui signifie une certaine maladresse dans l'exécution. Je voudrais qu'il y ait un choix pour notre action, avec les moyens que nous avons actuellement.

André Philip répondant à Pineau - En et qui concerne ces organismes, je crois, à l'heure actuelle qu'il y a un certain nombre d'industries où, pour avoir un contrôle sérieux et remédier au marché noir, il est indispensable de recréer un certain nombre d'organismes de contrôle. Nous n'avons aucun moyen de contrôle effectif. Si nous continuons sans ce contrôle, actuellement indispensable, nous n'aboutirons pas à notre but.

Christian Pineau - Si les contrôles doivent s'exercer au sommet, je ne crois pas qu'il faille trop disperser notre effort et courir des risques inutiles d'impopularité, en développant une politique qui a une tendance naturelle à s'adresser bien davantage aux petits plutôt qu'aux gros. Vous connaissez tous des exemples.
Il est bien certain que, personnellement, je préférerai, dans mon département, qu'on est simplement condamné à une peine très sévère un gros cultivateur qui a encore 2 ou 300 quintaux de blé chez lui, plutôt que de donner 5 ou 6 000 frs d'amende à ceux qui ont vendu une marchandise quelconque 30 centimes trop cher.
Direction de l'économie, oui, mais dans le sens où le Parti Socialiste l'a toujours entendue, direction des crédits, répartition des matières premières.
Non seulement matières premières fondamentales mais la répartition primaire.
Lorsqu'on ne peut pas assurer les deux, il faut porter tout son effort sur la répartition primaire et négliger, au besoin, les répartitions secondaires, mais, en

tout cas, abandonner le plus possible tout ce qui est contrôle policier et qui s'exerce auprès des petits car, si nous ne cessons pas cette forme de contrôle, nous aurons l'opinion contre nous et il ne sera pas possible de gouverner.
C'est pourquoi 1e fédération de la Sarthe considère que, si Ramadier estime qu'il doit gouverner en renforçant encore une politique qui, dans son expression psychologique, ne recueille pas l'adhésion de l'opinion, alors, il vaut mieux laisser à d'autres la responsabilité de l'échec.
Si au contraire, nous définissons une politique économique que nous puissions défendre devant l'opinion publique, notre camarade Ramadier peut rester au pouvoir car il a une chance de réussir.
Que Ramadier reste ou : gouvernement Socialiste homogène. Si j'ai bien compris la pensée de notre camarade Blum, il n'y a qu'une seule chose que nous ne pouvons pas dire dans notre résolution : gouvernement Socialiste Homogène.
Soyez prudents dans la formule employée. Ne mettez rien qui vous empêche de constituer un gouvernement Socialiste homogène mais rien non plus qui indique que le Parti Socialiste est décidé à se retirer de toute combinaison gouvernementale, car alors, vous auriez tué le gouvernement Socialiste homogène et c'est pour cela que je considère que le vote de la fédération de la Sarthe sera soumis à la déclaration que voudra bien nous faire notre camarade Ramadier, sur ce point fondamental.

Pierre Bloch

Tout à l'heure, notre camarade Jacquet déclarait que, au point de vue même de la constitution, Ramadier ne pouvait pas donner sa démission. Je pense qu'en se plaçant sur le terrain parlementaire et constitutionnel, il ne fallait pas que dimanche soir, Ramadier donne sa démission. Je pense en effet, qu'après avoir obtenu un vote important de confiance devant l'Assemblée Nationale, il n'était pas possible que Ramadier aille chez le Président de la République remettre sa démission. C'était ridiculiser le Parlement, c'était ridiculiser la constitution.
Je pense que la suite logique, même si j'étais en désaccord avec mes camarades, puisque les Communistes n'avaient pas eu cette franchise de remettre leur démission, après avoir voté contre, il fallait faire paraître un décret au Journal Officiel indiquant que ceux qui avaient voté contre le gouvernement, n'étaient plus ministres de ce gouvernement et qu'ils avaient rompu la solidarité ministérielle.
Il est bien évident que beaucoup d'entre nous traversaient une crise de conscience difficile. Après les paroles qu'avait prononcées Ramadier le matin, il n'était plus possible de lui demander d'aller présenter sa démission au Président de la République.
Léon Blum avait raison d'écrire dans le "Populaire" : "Il n'y a pas eu de comportement politique, cet acte est une application de la constitution".
Je crois sincèrement que nous traversons une crise très grave. Depuis dimanche, j'essaie de voir où est la vérité et je pense que la véritable formule de la vérité, c'est essayer de la chercher. Depuis 48 heures, je cherche et je veux peser le pour et le contre pour savoir qu'elle est la véritable position du Parti.

Fondation Jean Jaurès

Nous avons, le droit de répéter, sans arrière pensée que le Parti tout entier a toujours soutenu la politique du gouvernement et l'expérience du gouvernement Léon Blum.
Nous avons toujours dit et répété avec tous les ministres Socialistes que l'on ne résoudrait pas le problème de l'existence, sans séparer les unes des autres les quatre données essentielles, salaires, prix, production, répartition. Mais, nous avons le droit de dire que le pourcentage de baisse n'a pas été atteint. Je dirai même ce qui a le plus frappé la classe ouvrière, c'est qu'il y a eu des baisses mais, malheureusement, là où elles auraient dû se faire sentir, pour vraiment frapper l'état de l'esprit -sur les marchés- j'affirme que cette baisse ne s'est pas fait sentir. Pire, c'est que sur certains produits alimentaires, il y a une hausse.
Le jour où, à Boulogne-Billancourt on g eu du mal à trouver du pain, le mouvement revendicatif de chez Renault a pris de l'extension.
Pour appliquer la politique que Philip défend, il faut être certain que le Rassemblement des Gauches accepte que des mesures soient prises contre la paysannerie. J'ai dis cela en face de camarades qui s'étaient mis en grève et qui, pendant 1 mois, ont mis dans une situation difficile les journaux.
Noua avons le droit de dire que personne n'a préconise un renversement de cette politique économique.
Ceci posé, nous avons le droit de dire que si le blocage des salaires devrait normalement s'accompagner du blocage des bénéfices, cela n'existe pas, cela n'a pas été fait.
Le blocage des salaires aurait été véritablement défendable si on avait assuré une répartition équitable dans les masses travailleuse dans l'alimentation du pays.
Je dis que l'organisation, de la production n'a pas permis' d'assurer à la classe ouvrière, le ravitaillement nécessaire. Elle a l'impression qu'elle était seule à faire les frais de cette politique. Je vais vous citer des exemples.
La grève de la presse. Le gouvernement s'est opposé à l'augmentation des salaires des ouvriers des livres. Que s'est-il passé ? J'ai défendu la politique du gouvernement. J'ai refusé d'accorder l'augmentation demandée par les ouvriers du livre. Les 17% ont été donnés de la main à la main. Chez Renault, 10 frs de l'heure, parce que chez Panhard et Citroën, le patron capitaliste leur donnait ce que le patron nationalisé refusait à leur donner.
Vous ne pouvez pas faire la défense de la République sans une partie de le classe ouvrière. La CGT, à influence Communiste et le Parti Communiste le prouve, a encore derrière lui, une masse importante de la classe ouvrière. Avec inquiétude, je pense que demain, vous ne pouvez pas faire un gouvernement de défense républicaine, vous ne pouvez pas défendre la République si vous avez, dans l'opposition, le Parti Communiste et si vous n'avez pas avec vous, la CGT.
C'est de savoir, ce soir, si nous allons dresser l'acte de baptême du parti travailliste. L'influence Socialiste a complètement disparu. Nous avons l'impression très nette que dans ce parti travailliste, tous les camarades étaient sidérés de voir ce qu'il est devenu ce vieux parti social démocrate. Pour nous, le problème se pose de savoir avec qui nous allons faire cette politique.
Si demain, vous laissez Ramadier continuer ce nouveau gouvernement, cette

politique, pourrons-nous la faire. Ainsi, sur le problème de la presse, cette loi que Pierre Bourdan est en train de violer tous les jours, il n'a pas pris un seul décret. Ainsi, il autorise la "Dépêche de Toulouse" à reparaître... C'est avec ces gens-là que vous allez faire cette politique dont vous avez parlé tout à l'heure ! Nous sommes encore un parti de classe pour la conquête du pouvoir.
Le vote que vous allez émettre en fin de soirée, est un vote grave, un vote très important, et nous devons être inquiets à la fin de cette réunion.
La thèse défendue par Philip était en somme la thèse d'un gouvernement homogène. Il rejoignait les conclusions de Léon Boutbien. Nous pensons que nous pourrions arriver à un gouvernement Socialiste homogène avec un programme que nous demanderions aux autres partis d'accepter car, si ce soir, vous laissez Ramadier à la tête du gouvernement qu'il a présidé jusqu'à ce jour, avec beaucoup d'autorité -mais du fait que le contrat est rompu, ce n'est plus le même gouvernement-, que vous le vouliez ou non, si demain, le Rassemblement des Gauches le quittait, vous seriez au gouvernement avec le MRP et nous ne serions pas le véritable Parti Socialiste.
(Applaudissements)

Lamine Gueye (député du Sénégal)

Je vais essayer, puisqu'il s'agit d'une crise qui est non seulement politique, mais économique de dégager ce qui apparaît comme constructif. Nous avons un gouvernement dont le sort est suspendu aux seules décisions. Il s'agit de savoir ce qu'il deviendra.
Est-ce que Ramadier restera au pouvoir avec son équipe modifiée ? Est-ce que nous aurons un gouvernement homogène ? Je crois que le plus pressé serait d'abord de savoir ce que nous voulons nous-même.
Le Parti Socialiste n'a pas attendu aujourd'hui pour connaître une crise extrêmement grave et dont il parait redouter toutes les conséquences. Des incidents ont eu lien. Nous avons dû apporter des solutions. Il faut apporter une solution à la crise actuelle.
Nous sommes Socialistes, mais, quand nous le disons et l'affirmons, c'est pour marquer notre différence entre le parti voisin. Est-ce que nous sommes d'accord avec l'essentiel de la doctrine Socialiste et sur son programme ?
Nous sommes également d'accord pour dire que la politique des prix suppose un certain équilibre entre le fait même de la baisse que nous voulons réaliser et le fait de la production qu'il s'agit, sinon d'accroître, du moins de maintenir à un certain niveau. Il faut le concours de la CGT, qui est entre les mains, il faut bien le dire, de certains hommes qui ne sont pas essentiellement Socialistes.
Je suis amené à me poser une question. En ce qui concerne la production, personne n'a considéré qu'il fallait l'envisager ailleurs que sur le plan essentiellement métropolitain ; il faut élargir cette pensée à l'Union française, dans tous les territoires que couvre le drapeau français et le régime républicain d'une façon indissociable. Nous sommes venus ici, il y a moins d'un an. Par rapport à nos amis Communistes, nous étions 1 à 2. Aujourd'hui, 9 Communistes contre 6 Socialistes, c'est-à-dire que nous sommes restés sans

grand changement, malgré le nombre accru des élections, alors que les Communistes ont augmenté dans la proportion de 300%.
Le Parti Socialiste ne doit pas se détourner de ce qui se passe Outremer.
Je ne veux pas créer ici de débats irritants sachez que nous avons pris nos responsabilités ce qui est à la fois l'honneur du peuple français. Mais, il y a un ensemble de devoirs qu'il ne faut pas sous-estimer. Nous avons dit : égalité des devoirs, égalité des droits. Les devoirs, je crois que nous les avons remplis.
Croyez-vous vraiment que ce soit pour nous un rôle agréable à remplir d'être considérés comme nous le sommes partout, avec les troupes sénégalaises. Nous avons des responsabilités ; et nous ne les rejetons pas.
Nous sommes, nous les hommes satisfaits tellement satisfaits que nous venons, non pas les armes à la main, mais par l'application des lois démocratiques.
L'Union française, il ne faut pas l'isoler et voilà pourquoi j'estime que nous avons le devoir, ici, de définir une politique applicable dans l'Union française de telle manière que le gouvernement se trouve obligé d'appliquer également ce programme dans l'Union française.
Je die tout ce qui nous concerne, et quelle que soit sa désapprobation, et elle est dure, il y a une chose que, pour ma part, je ne puis pas accepter, c'est que l'on puisse envisager la possibilité de poursuivre des parlementaires par le principe de "délit continue". Oui, le gouvernement a voulu nous dire qu'il s'est agi d'ordres qui ont été donnés et mal exécutés en avril. C'est nous tous qui nous sentons en danger.
Nous connaissons les progrès du gaullisme, croyez-moi.
Lorsque Vincent Auriol est allé porter la parole de la France, de la vraie France en Afrique noire, il a vu l'accueil magnifié qui lui a été fait, il a vu cet enthousiasme qu'on ne cherche pas à dissimuler et aussi cette confiance en la France.
La France ! Telle que Vincent Auriol la figure, à nos yeux, c'est celle-là qui a été acclamée.
La magistrature, dans les territoires d'Outremer, je crois à ce propos qu'il n'y a pas seulement là position catégorique prise par le groupe parlementaire, il y a une position qui doit venir du Comité directeur et du Conseil national lui-même qui se posera à nous.
Il faut parler franchement et en Socialiste. Supposez que j'ai acheté un objet volé, sachant qu'il a été volé, j'accomplis là le délit du recel. Aussi longtemps que l'objet sera dans ma poche, le délit ne cesse pas, c'est un délit continu, même si je le vends.
Les pouvoirs publics et le gouvernement doivent-ils se croiser les bras devant ces réalités. Nous voulons à tout moment mettre l'accent sur notre volonté, nous voulons mettre fin à cette situation par des moyens Socialistes, j'ai apporté à ce débat le maximum d'objectivité. Il y a des réalités qu'il ne faut tout de même pas sous-estimer. Nous devons nous différencier à tous moments de ceux qui, tout en parlant comme nous, pensent tout autrement.
Oh ! Je n'irai pas jusqu'à préconiser le départ de notre camarade Ramadier. Je suis contre son départ, si aujourd'hui, nous disions à Ramadier de partir et si

Ramadier s’inclinait, nous aurions commis une double faute : violation de la constitution. Et puis, Ramadier n'a-t-il pas obtenu la confiance. La conclusion serait son départ ! C'est insensé. Je ne crois pas non plus qu’il fallait dire à Ramadier, vous allez garder votre ministère.
Les Conseilleurs ne sont pas les payeurs. En la circonstance, les Conseilleurs sont les journaux du matin et du soir. Le mieux, c’est de revenir simplement à une formule que nous avons l’habitude d’employer et qui permet de régler les situations difficiles. Ma confiance n’est donnée qu’au Comité directeur et groupe parlementaire que compte tenu de tous les éléments de la conjoncture politique. Il faut tirer de cette conjoncture la solution la meilleure pour le Parti.
Il y a un fait qui a son importance. Ramadier n'a pas pris l’initiative de demander à entendre les délégués de la CGT. Ils ont demandé à être entendus par Ramadier. N'y a-t-il pas là une possibilité de solution ? En ce sens que demain Ramadier pourrait dire, la situation réelle, la situation, dans toute sa gravité, je ne l’ai pas livrée en pâture à l’opinion mal informée. Apportez-vos solutions, voici les meilleures, travaillons ensemble.
Ramadier, lui-même, au haut de la tribune a dit que si nous étions opposés à une hausse des salaires, il n’était pas décidé à refuser tout aménagement qui pourrait avoir pour contrepartie l’accroissement de la production.
Supposons que nous ayons à ce moment-là fait apparaître nos solutions Socialistes, ayant dit à un moment ou à un autre : si vous le voulez nous travaillerons ensemble...
Je crois que de toute façon, la solution est mauvaise. Gouvernement homogène ? II n’y a pas un Socialiste qui a eu lieu de se réjouir de l'expérience Léon Blum auquel on ne saurait jamais assez témoigner de reconnaissance.
Vous allez prendre une décision. Mais il importe tout de même de ne pas prendre une décision qui soit contraire à la constitution. Or, la démission de notre camarade Ramadier serait contraire à la constitution et contraire au vote massif de confiance qu’il a obtenu. Je vous l’ai dit au début de mon exposé et je vous le répète. Je crois quant à moi, qu’il faut respecter les décisions, les doctrines de son parti, il y a une certaine fidélité, une certaine soumission à ne pas négliger. J’estime qu’un Socialiste conscient de responsabilités, n’a tout de même pas le devoir de permettre à nos camarades de partir d'ici avec une liberté suffisamment souple pour qu’ils puissent reprendre les pour-parlers.
Il faut agir avec prudence, en prenant toutes nos responsabilités. Encore une fois, je vous dis qu’il ne faut pas négliger les problèmes de l’Union française.
Pour ma part, je vous en conjure, laissez à Ramadier, toutes les possibilités de reprendre la situation, après avoir défini les conditions dans lesquelles les Socialistes pourront apporter leur concours.
Pour cela, je fais pleine confiance au Comité directeur du Parti en ce qui concerne l’exécution des décisions qui seront prises par le Conseil national.

La séance est levée à 19h15.
Les débats reprendront à 21h.

Fondation Jean Jaurès

PARTI SOCIALISTE – SFIO
Conseil national du mardi 6 mai 1947

Mardi 6 mai 1947 - Séance de nuit, de 21 h à 4h30 du matin

La séance de nuit, présidée par M. Malacradi (Bouches-du-Rhône) assisté de Cormier (Maine-et-Loire) et Tellier (Somme) comme assesseurs, est ouverte à 21h.

Le président donne la parole à M. Le Bail (Haute-Vienne)

Jean Le Bail

Si je ne voulais pas avoir l'air d'énoncer un paradoxe choquant, je dirai que le Conseil national n'a pas de décisions à prendre, pour la bonne raison qu'elle est déjà prise et quand je dis qu'elle est déjà prise, pour répondre à une mauvaise interprétation de nos paroles, je ne veux pas dire que la position prise par Ramadier, la position prise par le groupe parlementaire et ensuite par le Comité directeur, engage le Conseil national.
Il y a quelque chose qui ne laisse pas le Conseil national libre.
Si les hommes lui laissent les décisions libres, les faits lui ont imposé une décision et la logique de ces faits eux-mêmes.
Si nous avions entendu ce soir cette déclaration : le Parti Socialiste renonce à la politique de baisse, le Parti Socialiste n'est plus d'accord avec cette politique, vous pourriez délibérer,
Je n'ai entendu aucune objection de ce genre. Camarades, à partir du moment où vous avez dit et répété que vous adhérez pleinement à la politiqua de baisse, vous êtes dans l'impossibilité logique d'aboutir à une autre conclusion que celle de la reconduction du cabinet Ramadier, sous une forme nouvelle, avec un remaniement, car cette politique, par qui peut-elle être faite ?
Il n'y a pas deux solutions possibles.
J'entends des camarades parlent de l'opposition, de nous ranger aux côtés des Communistes, dans l'opposition.
Je voua demande quelle figure ferait le Parti si, après avoir préconisé cette politique de baisse, après avoir proclamé qu'elle était la seule possible pour sauver le pays et après avoir recueilli sur cette politique, un vote parlementaire massif, si le Parti disait : "Je m'en vais à d'autres de faire cette politique".
Ce n'est pas là une position possible, à moins que vous admettiez que le suicide soit une solution possible.
Que reste-t-il comme solution ? Une, sous des aspects divers. Il reste à faire cette politique avec la majorité capable de la faire. Ce n'est pas engager le Parti définitivement aux côtés du MRP. Notez plutôt un fait : le Parti Communiste a renoncé à cette politique aux côtés du Parti Socialiste. Et l'on peut constater le fait qu'à l'heure actuelle il y a dans le Parlement et au pays, une autre majorité capable de faire cette politique-là.

Fondation Jean Jaurès

Le problème est considérablement simplifié. Cette politique ne peut se faire, à l'heure actuelle qu'avec le MRP, le Rassemblement des Gauches. Quelle est donc la meilleure solution ? La meilleure formule, s'appuyant sur cette majorité? J'écarte une solution proposée que je considère fausse, celle du cabinet homogène.
Notre camarade Blum nous a donné des raisons pour écarter cette formule.
A l'heure actuelle, dans le détail des faits politiques, cette formule ne correspond pas aux données du Jour. D'un autre côté, si l'on veut faire un cabinet homogène, Blum ne doit pas être engagé dans cette affaire. Il y a encore une chance.
Blum a joué, mais dans d'autres circonstances qu'il est, je croie, inutile de préciser. Vous devez réserver une dernière carte pour ces circonstances-là.
Voue avez le choix entre un ministère MRP avec la participation ou le soutien des Socialistes, ou bien le ministère Ramadier, avec la participation du MRP et des radicaux.
Par conséquent, il ne s'agit pas, pour vous, de choisir entre l'opposition qui est logiquement, matériellement impossible et le gouvernement Ramadier, mais entre plusieurs formes de gouvernement, s'appuyant sur une majorité au centre.
Je voudrais qu'on m'apporte, contre cette démonstration, un argument qui s'appuie sur des faits politiques. Je ne crois pas que l'on puisse.
Il s'agit de savoir si le Parti préfère laisser au gouvernement, une direction Socialiste ou de laisser cette direction à d'autres.
J'espère que nous sommes convaincus qu'il y aurait dans un gouvernement MRP à soutien Socialiste autant d'inconvénients et beaucoup moins d'avantages.
La seule solution, la seule naturelle, la seule logique, c'est de la jouer avec toutes les chances possibles. Mais, autour de quelle politique ? Eh bien, autour du sujet "dirigisme".
Je crois qu'une conciliation est possible. Ne faisons pas du problème gouvernemental un problème de doctrine, nous sommes tous d'accord là-dessus. Nous sommes tous d'accord pour admettre, et Philip est le premier à l'admettre, qu'en dehors des périodes de crise, le dirigisme n'a besoin de s'exercer que sur les crédits, les industries maîtresses, les industries de base.
Nous sommes d'accord pour dire que ce faux dirigisme n'est qu'une formule transitoire. Nous serions tous d'accord si nous poussions l'analyse au fond de la formule de Moch que le parti devrait se contenter de la distribution primaire.
C'est folie de vouloir pousser le contrôle de la répartition jusque dans la zone secondaire. Il y a des conditions psychologiques.
Certains d'entre nous se font des illusions. Que veut le pays ? Repousse-t-il le dirigisme ? Bon ! Il repousse une fausse conception du dirigisme.
Le pays ne veut plus d'un contrôle qui frappe les petits et qui n'atteint pas les gros, le pays par contre, souhaite toute l'énergie gouvernementale et si l'on veut trop aller au fond des difficultés de demain, le gouvernement réussira s'il passe le cap des difficultés alimentaires. Le problème du blé n'est pas un problème secondaire. Le pays patientera s'il a le sentiment que ce cap passé, il y aura

Fondation Jean-Jaurès

amélioration.
Plus grave est le problème de la viande. Ce problème dénote un dirigisme insuffisant. Il faut être capable de faire un dirigisme accentué dans certains domaines si l'on n'est pas décidé à revenir à la liberté complète. Le Parti doit être décidé à pratiquer une politique énergique de la viande.
C'est folie de fixer un prix de la viande à l'arrivée et ne pas fixer un prix de la viande au départ.
Le cabinet Ramadier sera-t-il capable de revenir à un régime de demi-liberté pour la viande ou sera-t-il capable de faire livrer la viande à un prix acceptable pour la population ouvrière.
Pour arriver à une conclusion, je dirai qu'il y a ensuite une condition de ce succès et cette condition est en nous.
Je ne suis pas de ceux qui regrettent les événements actuels et l'on ne s'en étonnera pas. Je salue ce qui s'est passé comme une délivrance du Parti. Je considère que les événements politiques de l'heure présente libèrent le Parti de la plus effroyable tutelle qu'il ait connue. Il faut le libérer d'une formule qui était une formule mortelle pour lui.
Ayez confiance dans le Parti, n'ayez pas peur des réactions qui pourraient se produire dans une organisation dépendant du Parti Communiste ou bien le Parti Communiste passera sous la table et laissera faire l'expérience sans se livrer à une opposition brutale, ou bien, s'il va à cette opposition, partout des grèves. Il détruira sa véritable source de puissance car il ira immanquablement à la scission syndicale. Le Parti Socialiste n'a pas à se poser la question : est-ce que Depreux aura blessé la classe ouvrière ? La classe ouvrière n'est pas derrière le Parti Communiste et j'ai la droit, au nom de la région que je représente, de parler de cette manière.
Les Communistes ont derrière eux, une classe moyenne qui a voulu se couvrir. Ils n'ont pas la classe ouvrière. Cela peut être vrai pour toute la France si nous le voulons.
Je veux répondre ici, à des préoccupations qui ont été marquées très justement par Guy Mollet et par d'autres.
Le Parti Socialiste libéré d'un côté, n'a pas à se jeter dans les bras d'un autre parti. Il a, dans son pays, à jouer le rôle d'entraineur de la démocratie, de redressement des conceptions de la classe ouvrière, dont le socialisme a été trahi par le Parti Communiste et c'est un représentant de ces vieilles fédérations qui n'ont jamais failli dans son devoir Socialiste.
N'ayez pas peur, ayez confiance si vous êtes capables aujourd'hui, d'accomplir le devoir que vous impose la logique des choses.
Vous connaîtrez des jours difficiles mais le parti reprendra, dans ce pays, le rôle glorieux, auquel il a droit.
(Applaudissements)

Alexandre Bracke

Après avoir parlé à certains camarades, j'ai demandé la parole pour dire seulement quelques mots sur une question que j'ai à cœur.

Fondation Jean Jaurès

Je tâcherai non pas d'apporter une solution à une question fort difficile telle qu'elle se pose maintenant, mais, simplement de dire où j'en suis moi-même arrivé, ayant suivi ces débats du Conseil national depuis le commencement.
Je pourrais dire que la situation dans laquelle, nous nous trouvons en ce moment, aurait été beaucoup moins difficile si on n'avait pas commis une erreur, une faute grave, une erreur sur la constitution.
Je le rappelle à tous ceux qui ont prit part aux discussions qui ont procédé la structure de la constitution, si vous laissiez maintenant, toutes les discussions qui ont eu lieu, vous verriez, qu'à travers les difficultés, à travers le tirage entre ceux qui ne voulait pas de gouvernement, pas de Président de la République et les autres, on a fini par faire quelque chose.
Messieurs, quand on cherchait à comprendre ce que doit être une constitution républicaine, parlementaire, on était arrivé à penser ceci :
"Le Président de la République présente un homme à l'assemblée, l'assemblée écoute cet homme dire quel est le programme sur lequel il fera, son ministère et là, l'assemblée est chargée de lui donner sa confiance ou de la lui refuser, même dans des conditions qui pourraient encore être honorables car on a pensé justement cette fois-i- qu'il fallait avoir une forte majorité, après quoi, il fait son ministère et, lorsqu'il revient, il pose la question de confiance".
L'esprit de la constitution était ceci : " à partir de là, il appartient seulement à l'assemblée et par son initiative parlementaire de dire à cet homme et au ministère avec lequel il a travaillé : "vous avez manquez votre programme, ou bien, votre programme s'est montré insuffisant ou au contraire, il s'est montré trop fort pour d'autre pouvoir".
C'est pourquoi on avait tant tenu à donner 48 heures de réflexions.
Le droit d'interpellation n'est autre chose que de savoir si le Président de la République veut continuer la confiance qu'il avait donnée à un homme et à un programme ou s'il ne veut plus continuer cette confiance.. C'est cela le régime républicain.
C'est cela un régime parlementaire.
Le Président au Conseil, lui-même qui vient demander… Quoi ? Une confiance dont personne jamais ne lui a dit qu'elle allait lui manquer. Il a donc conscience de n'avoir donné aucune espèce de raison d'abandonner le rôle qu'on lui avait donné. C'est une erreur qui date de loin et c'est une erreur qui provient de la routine parlementaire.
Il faut avoir du respect pour les élus du suffrage universel.
Il y a une considération de laquelle nous ne devons pas nous désintéresser. Nous ne devons pas couper la classe ouvrière. On peut discuter sur les classes moyennes, en supposant que ce mot est un sens quelconque à l'heure actuelle. Les Socialistes entendent par la classe ouvrière, l'ensemble des travailleurs, producteurs à tous les degrés de l'échelle et sous toutes les formes de la production, tous les salariés, quels qu'ils soient. Et je défie n'importe qui de dire qu'il en est de même dans les rangs du Parti Communiste. On n'aurait pas dû lui laisser prendre ce nom.
Quand on venait vous dire, à la tribune de l'ancienne chambre que les

Communistes s'étaient réunis, on se rappellera que le vieux camarade Brack avait écrit : comment, il ne s'est pas trouvé un seul membre du Parti pour dire : M. le ministre, Communistes, c'est nous.
(Applaudissements)
Je ne crois pas que l'on accepterait maintenant l'idée de marcher la main dans la main avec le MRP. Je voudrais vous rappeler ce qui vient de se passer chez nos amis Belges et je voudrais vous rappeler que maintenant quelques-uns des hommes, des amis, auxquels je vous défends de ne pas dire que vous donnez votre pleine confiance pour représenter le Socialisme à intérêt national en même temps que le Socialisme belge, se sont trouvés dans l'impossibilité d'accepter l'actuelle politique gouvernementale. Je peux vous citer Larroque, que beaucoup connaissent, de Brouckère que beaucoup connaissent également. Et si Max Buzet a accepté de rester président, c'est après avoir donné, sa démission et après avoir entendu les camarades lui dire qu'au moins, il devait rendre ce dernier service au Parti, qu'il ne devait pas lâcher, pour le moment la présidence en lui faisant, remarquer que le "mariage" ne durerait pas éternellement.
Lamine Gueye, tout à l'heure, a apporté quelque chose qui peut nous éclairer tous, car au fond, à quoi revient ce qu'il nous a dit.
Il vous a dit, ce qui doit sortir d'ici, c'est que le Parti Socialiste dise qu'il est décidé à demander, sous les formes que l'en voudra, à continuer l'application de ce programme et demander constamment à ses propres efforts et aux efforts des autres, de lui permettre de le rendre plus fort plus prêt à donner, à la classe qui travaille, les satisfactions auxquelles elle a droit en acceptant, puisqu'elle ne peut pas faire autrement, et que peut-être elle est parmi les diverses catégories de citoyens, celle qui acceptera le plus facilement de donner les sacrifices nécessaires, mais à condition qu'elle sache qu'on fait ce qu'il faut pour que ces sacrifices deviennent de plus en plus légers.
Si vous mettez cela dans une résolution, si vous confiez aux élus du parti un mandat sous une forme ou l'autre, mais un mandat clair, le Parti est prêt à continuer à fortifier et à mener à la victoire le programme avec lequel il s'est présenté et auquel il tient plus que jamais.
(Applaudissements)

Marceau Pivert (Seine)

Au nom de la fédération de la Seine, je dépose sur ce bureau, une motion, au sujet de laquelle de donnerai quelques brèves explications. Cette motion exprime le désir d'une véritable politique,
Je suis pour critiquer très sérieusement les points de la dernière résolution du Conseil national qui n'ont pas été respectés par le groupe parlementaire et pour rappeler en particulier qu'on avait promis ici, une diminution des crédits militaires. On a promis ici, de faire la paix en Indochine, on continue à se battre. On a promis aussi de faire l'impossible pour élever le niveau d'existence de la classe ouvrière.
Depuis la magnifique tentative de notre camarade Léon Blum, on peut reconnaître que le pouvoir d'achat de le classe ouvrière n'a pas augmenté. Pour

la région, parisienne, il a fortement diminué.
Il n'y a pas de pain, pas de viande. Les familles ouvrières sont torturées par l'absence de viande. Nous sommes dans une situation qui exige quelques explications de la part des camarades qui avaient promis à ce sujet, une autre politique.
La fédération de la Seine propose un examen très sérieux des possibilités qui sont devant nous, possibilités économiques, politiques, internationales. Le principe même de ces possibilités c'est précisément d'expliquer à classe ouvrière que le Parti entend défendre tous ses intérêts, toutes ses aspirations.
Dans son ensemble, sans se laisser prendre par des considérations d'influence de tel ou tel partie de la classe ouvrière, c'est l'ensemble de la classe ouvrière que nous devons conquérir, c'est pour la totalité de la classe ouvrière que nous devons travailler.
C'est pour des raisons profondes, sans entrer dans des considérations juridiques, que la fédération de la Seine demande à Ramadier de démissionner pour permettre au Parti de reprendre un langage qu'il a déjà tenu, mais avec plus d'énergie et d'autorité que jamais. Mais, pour que le Parti ait toute l'autorité qu'il représente, il faut qu'il sache lui-même, respecter sa propre démocratie, il faut qu'il apparaisse comme le véritable interprète de le politique définie par ses militants, mais non pas qu'il continue à suivre constamment les évènements en suivant pas à pas, les éléments qui sont imposés par les autres partis.f
La formation d'un nouveau gouvernement, deuxième partie de notre travail. Il est bien évident que nos camarades, soit au gouvernement, soit dans les organisations Socialistes, doivent faire ce qui n'a pas été fait encore, au moins, dans la mesure où on le fera accepter par une majorité parlementaire. C'est là que le langage nouveau peut donner un coup de fouet à notre union.
Il nous faut donc déterminer le point fondamental :
1°- Nous ne sommes pas contents de ce qui a été fait.
2°- La discipline au Parti doit être respectée.
3°- Le parti dit ce qu'il veut,
Un véritable appel sera fait à l'ensemble de la classe ouvrière.
Si nous paraissons quelquefois faibles en apparence, diminuée par la propre opinion que nous donnons, c'est parce que nous n'avons pas suffisamment les regards portés vers les grands alliés que nous avons dans les grands pays d'Europe.
Il s'agit en ce moment de problèmes européens. La fédération de la Seine met, comme condition son indépendance absolue d'une politique internationale à l'égard à la fois d'une grande puissance capitaliste et d'une grande puissance de l'Est qui est démocratique.
Il faut savoir s'orienter si nous voulons éviter une troisième guerre mondiale. Cet appel est fait en vue de rassembler tous ceux qui sont décidés à faire appuyer cette nouvelle politique, cette politique d'alliance ouvrière et paysanne à laquelle participeront toutes les forces de ce pays qui comprennent le danger dans lequel se trouve la démocratie.
Si la révolution n'avance pas, la contre-révolution sera le porte-sabre qui sera

l’offensive sur les problèmes économiques plus particulièrement.
J’ai écouté l’exposé du camarade Philip, dans lequel il y a une volonté d’économie dirigée.
Il faudrait d’abord réduire les dépenses militaires. Nous n’accepterons pas une mission quelconque dans laquelle il ne sera pas fait mandat impératif aux groupes parlementaires de faire sur ce point des déclarations précises. C’est là qu’est l’origine du malaise de la classe ouvrière. Les ouvriers sont précisément ceux que nous devons savoir rassembler.
Ils ont senti qu’on ne défendait pas les propres intérêts de la classe ouvrière. Si nous savons monter à cette classe ouvrière une certaine cohérence politique, c’est vers nous qu’elle se tournera. Ils savent bien ce qui se passe. Ils savent bien qu’il y a un "manque" d’acier chez Renault et ils savent qu’il y a de l’acier pour fabriquer des tanks. Ils savent bien qu’il n’y a pas de devises. Il y a des problèmes de cette nature qu’on ne peut pas disculper à la classe ouvrière. La classe ouvrière sait tout cela et elle se met en mouvement. C’est justement pour cela qu’il faut choisir une orientation politique qui vous mettra immédiatement en relation avec elle.
C’est une immense expérience qui commence.
Aux usines Renault, les ouvriers sont payés moins cher que chez Citroën par exemple. Il en est de même pour toutes les industries nationalisées.
Le Parti Communiste s’est livré au gaspillage. Pourquoi ne paieront-on pas aux ouvriers des industries nationalisées le prix des ouvriers des usines privées.
Je veux surtout insister dans ce sens. Disons au groupe parlementaire et aux camarades que l’autorité du Parti réside dans les rangs du Parti, dans les juridictions du Parti, au Comité directeur du Parti et s’il y a divergence devant les militants du Parti, il faudra intervenir pour les arbitrer. C’est par cette démonstration que le Parti Socialiste peut seul, donner à la démocratie son plein sens.
Si nous sommes d’accord pour mettre un cran d’arrêt à une tentative qui porte loin et qui conduit à cette tragédie que nous voyons en Belgique sur les Partis Socialistes qui sont les seuls capables d’apporter la solution à la crise générale du monde, la première chose que nous demandons, c’est l’union internationale des Partis Socialistes, ceci pour envisager les problèmes internationaux qu’il ne faut pas sous-estimer.
On s’imagine parfois qu’on peut se dispenser de la collaboration des classes ouvrière.
Camarades, si on hésite et si même on désespère, c’est que l’émancipation des travailleurs ne pourra être l’œuvre que des travailleurs eux-mêmes et vous donnerez au Parti l’autorité qui lui manque actuellement et vous le présenterez comme le symbole de cet effort qu’il faut aujourd’hui entreprendre pour le bien-être et la liberté par le Socialisme à travers l’Europe.
(Applaudissements)

Charles Lussy (Vaucluse)

Je n’entrerai pas dans tous les débats qui se sont succédés à cette tribune. Je

Collection Jean Jaurès

veux simplement donner l'avis de la fédération que je représente sur l'attitude que le Parti doit prendre à l'égard du Président du Conseil et du gouvernement.
Je parle au nom d'une fédération, qui en novembre dernier, au lendemain des élections, demandait au Parti de se tenir systématiquement à l'écart de toute participation.
Nous nous sommes inclinés et, aujourd'hui, cette fédération qui ne voulait pas qu'on aille au gouvernement, m'a chargé de dire, en son nom pourquoi elle pense qu'il serait déplorable aujourd'hui, d'en sortir. Si je parlais en mon nom, je serais peut-être tenté de répondre à la véritable interpellation que Marceau Pivert nous a adressée. Je me contenterai de lui faire observer qu'en ce qui concerne plus particulièrement la réduction des crédits militaires, je ne crois pas que l'on puisse faire de reproche au groupe.
La discussion des crédits militaires, nous y reviendrons. Dès le 1er janvier 1947 (?), sur l'interpellation de Philip, Guy Mollet, le groupe parlementaire a pris position.
Marceau, le jour où tu voudras faire un reproche au groupe parlementaire, je te demande de rechercher un terrain sur lequel tu peux vraiment adresser un reproche.
Pourquoi pensons-nous que le départ du Président du Conseil serait une faute ?
J'ai l'impression que beaucoup d'orateurs ont parlé sans tenir compte de beaucoup de chose. On parle dans l'absolu, comme s'il dépendait de notre volonté que se réalise telle ou telle hypothèse et l'on parle par surcroît comme si nous étions dans une crise ouverte.
Y a-t-il un seul membre ou Parti qui ait proposé quelque chose de précis ? Je ne le crois pas. Oubliez-vous qu'il y a eu un gouvernement Socialiste dans lequel les Communistes ne figuraient pas, à l'époque du Front populaire, en 1936 ? Qui donc, à ce moment-là, s'occupait de la classe ouvrière ? La conjoncture actuelle n'est pas tellement différente. Nous n'avons pas demandé aux Communistes de sortir.
Ramadier, Président du Conseil est devant le contrat du gouvernement. Ce contrat avait été accepté par les quatre partis rangés aux côtés de Ramadier pour défendre la démocratie. Aujourd'hui ce sont les Communistes qui le dénoncent. C'est eux-mêmes qui ne sont plus, d'accord avec cette politique qui est la politique de Léon Blum, c'est elle qui est en jeu et non pas tel ou tel aspect de notre politique fédérale.
Cette politique, les Communistes la dénoncent et c'est s'occuper de la classe ouvrière que d'avoir l'audace de concevoir que lorsque des associés ont dénoncé un contrat on n'est pas obligé de leur dire, "mais moi, je ne peux pas vivre sans vous et à présent, vous ne pourrez plus assister au gouvernement, je partirai".
Si le Conseil national, à l'issue de ses travaux prenne la position demandée par exemple par Guy Mollet, que ce Conseil sache à quoi cela nous engage, à quoi cela nous conduit, quelles seront les perspectives, les seules perspectives ouvertes devant nous ; elles ne dépendent pas d'un vote au Conseil national, de notre volonté, de nos voeux.
Il faut que je parle de la question sur le plan parlementaire. Vous, allez prendre

une responsabilité très grave en démontrant au Parti Socialiste que le vote de confiance de l'Assemblée Nationale, à vos yeux, a moins de valeur que votre propre décision. Vous en avez le droit. Le Parti est souverain par rapport à ses militants.
Je vous demande de songer aux graves précédents que vous allez créer.
On a dit que la question de confiance n'aurait pas dû être posée.
Bracke me confirme l'impression que j'ai, quelle pouvait être la solution car je le répète encore une fois, il y avait un contrat passé entre l'assemblée et le Président du Conseil. Un certain nombre de membres du gouvernement protestent dénoncer ce contrat. Le Président du Conseil n'avait pas d'autres moyens de faire le point pour savoir si c'était le Parti Communiste qui avait raison ou lui, que de consulter l'assemblée. Car il fallait que l'on sache si l'Assemblée Nationale suivait le point de vue des Communistes ou si au contraire, elle restait fidèle au point de vue du Président du Conseil. Le vote ayant eu lieu, le Président au Conseil a la confiance. Qu'est-ce qui vous arrête ?
Ce qui vous arrête, je me demande si le Parti Socialiste ne se pose pas à lui-même la question. Si vous voulez poursuivre cette politique, comment voulez-vous faire concevoir la présence des Communistes à nos côtés dans un gouvernement pour poursuivre une politique que, précisément, ils viennent de dénoncer. Je vous avoue que je ne comprends pas très bien.
J'en arrive à me demander quelle confiance vous avez en vous-mêmes. Ne croyez pas que nous sommes capables de vivre indépendants aux côtés du MRP, indépendants aux cotés du Parti Communiste.
Gouvernement Socialiste homogène ? On ne peut pas savoir s'il est possible… Avec les radicaux... Si Léon Blum devait revenir au pouvoir, je voudrais qu'on m'explique comment on ferra un gouvernement Socialiste homogène… Pourquoi ne l'a-t-on pas fait en janvier. J'ai été chargé de suivre les négociations avec les autres partis politiques. Le groupe Communiste a opposé son veto.
Pendant des journées, des délégations d'usine se sont succédées dans les bureaux, venant nous affirmer la volonté de la classe ouvrière parisienne. Ils sont venus nous déclarer que la classe ouvrière parisienne demandait, exigeait un gouvernement tel que l'avait voulu le suffrage universel.
Ces délégations, il en est déjà venu depuis 48 heures qui réclament un gouvernement d'unité ouvrière. Vous croyez que dans cette atmosphère, on triomphera vraiment par un cabinet Socialiste homogène ? Vous n'avez que deux hypothèses possibles. Ou vous verrez un gouvernement Socialiste homogène qui, pour avoir les voix des Communistes, renoncera à notre programme ou la solution que vous avez.
Camarades, je vous demande de réfléchir. La vérité, c'est que le Parti Socialiste, quelle que soit la direction dans laquelle il s'orientera, il rencontrera des difficultés.
Maintenant, il faut bien dire que certains camarades se font des idées fausses des véritables sentiments qui animent les travailleurs en ce moment. N'en citons comme exemple que la reprise du travail dans les usines Renault. La classe ouvrière étant la seule qui pouvait venir à bout des malaises dont elle souffre, il

fallait en même temps que le gouvernement lui apporte des avantages substantiels et immédiats.
Je vous demande d'envisager les choses comme nous devons les envisager, avec courage et surtout de vous dire, entre nous, que quelle que soit la décision qui prévaudra, les difficultés, nous les surmonterons avec le courage nécessaire si nous avons dans le Parti la solidarité totale et aussi la camaraderie.
(Applaudissements)

Capocci (Comité directeur)

Je voudrais apporter quelques observations. On a fait, ici, quelques allusions et j'ai l'impression qu'on se berce d'allusions.
Lorsqu'on compare 1938, le gouvernement "Front populaire"… La situation n'est pas comparable.
En 1936, nous étions à la tête de la Confédération générale du travail. En 1947, nous n'y sommes plus.
On a dit également, gouvernement actuel, reconduction, un certain nombre d'améliorations à la classe ouvrière. On est venu demander un certain assouplissement dans le langage, à propos de la politique du dirigisme.
J'aurai bien voulu qu'on est un peu d'assouplissement dans le langage quand on parle des salaires. On a fait allusion à une opposition complète du Parti Socialiste avec certaines revendications qui sont légitimes.
Je puis dire que si l'augmentation générale des salaires est un danger contre lequel nous nous sommes élevés, il y a tout de même des bas salaires auxquels il faut penser. Il faut que vous ayez le temps de donner les satisfactions qu'attend la classe ouvrière. Ce temps, camarades, on ne vous le donnera pas.
Cet après-midi, le Président du Conseil a confirmé les faits que les représentants de la majorité confédérale avaient une certaine attitude hier matin, mais, j'avais une certaine méfiance parce que je les certainement mieux que vous. Je connais les ambassadeurs avec le poignard à la main pour frapper dans le dos. Nous savons comment ils opèrent, nous connaissons leur souplesse.
Nous nous méfions. On nous dit que la classe ouvrière commence à comprendre, mais la classe ouvrière a faim. Ceux qui ont des bas salaires ont faim. Le ravitaillement ne vient pas. Les évènements ne sont pas réconfortants. On vient d'évoquer les revendications présentées par les travailleurs au moment où le gouvernement Socialiste homogène entreprenait une expérience de grande envergure, on réclamait le déblocage des salaires et on réclamait aussi la constitution d'un gouvernement de large union démocratique.
Si le gouvernement Ramadier est reconduit avec la formule actuelle, attendez-vous des le lendemain à une grève générale dans les métaux. Si je vous dis cela, c'est simplement pour vous inviter à la réflexion. Vous verrez dans quelle situation nous allons être. Quelle sera la position de la minorité confédérale ? Vous croyez que nous accepterions de faire les briseurs de grève ? Jamais !
Que pouvez-vous réaliser dans de telles conditions ? Est-ce que la République elle-même ne sera pas plus en danger qu'en examinant une autre hypothèse ?
Au Parti Socialiste, depuis la libération, malgré les efforts de certains d'entre

Fondation Jean-Jaurès

nous, on a trop souvent négligé une certaine action. On s'en est trop tenu à le lettre électorale. Celle-ci dépend de l'action générale menée par le Parti. Nous payons cher et avec nous, la classe ouvrière paie cher, cette carence du Parti Socialiste.
II est certain que la reconduction ne sera pas la même si nous voulions prendre l'expérience qui ne peut être envisagée par nous, ni fixée par nous. Il est difficile de prendre position dans ces conditions.
Je vous demande dire à notre ami Ramadier, dont j'admire le courage, qu'il est grand temps de se retirer et je conclurai en demandant qu'on reprenne la décision du dernier Conseil national.
Je vous demande de réfléchir sérieusement. Les dangers sont grands d'un coté mais ils sont encore plus grands de l'autre.
Ne livrons pas les membres du Parti à certains débats de conscience si demain vous prenez certaines responsabilités.
(Applaudissements)

Jean Charlot (Var)

Je suis d'accord avec les observations qu'ont présenté nos amis Pineau et Jules Moch, à savoir que le dirigisme doit surtout s'exercer sur la répartition primaire, c'est-à-dire sur le stade national et alors, je proposerai que l'on généralise le système de production, seul programme constructif sur le plan national.
Je dis par conséquent que pour que le dirigisme soit, bien conditionné, il faut assurer un contrôle sérieux sur la production, les expéditions, la trésorerie. Je crois que nous avons le sentiment du français, le sentiment de la justice.
Il ne suffit pas de contrôler la répartition que de certains produits. En dehors de ceux qui ont les moyens d'acheter au marché noir, il n'y en a que certains qui peuvent obtenir.
Il faut assurer un contrôle rigoureux sur l'emploi des matières premières.
Maintenant, nous allons aborder une campagne électorale à travers tout le pays. Certains ministres disent : si nous perdons des électeurs...
Mais, la baisse des électeurs sera-t-elle profitable à la démocratie et à la République ? Je ne le crois pas. Il faut poser le problème dans toute son ampleur.
Pour ma part, j'accepte le décrochage des Communistes. Je n'hésite pas à dire que j'ai été frappé ce matin par plusieurs orateurs apporter des craintes sur la position dans laquelle se trouvera le camarade Ramadier lorsqu'il sera en face de ce qui lui reste de son gouvernement actuel.
La politique du Parti reste la même. Cette politique n'est pas fonction des évènements et de la situation actuelle et qui a à sa base l'appui de l'étranger. C'est une politique qui reste fidèle à la ligne politique déterminée et préconisée par notre camarade Léon Blum : la politique de baisse des prix, liée intimement avec ce minimum de dirigisme que nous sommes obligés de continuer.
Dans la séance de dimanche dernier, devant l'Assemblée Nationale, jamais notre politique n'avait été affirmée avec autant d'autorité, de force qu'elle l'a été par Paul Ramadier, notre camarade et ami Ramadier. Il a bien mérité le vote de

confiance.
Je vous demande aujourd'hui, quels sont donc dans les partis politiques, qui constituaient la majorité d'hier, ceux qui se sont découragés de cette politique que nous continuons d'affirmer comme la nôtre.
Le Parti Communiste c'est élevé avec force contre le dirigisme parce qu'il prépare déjà sa campagne électorale prochaine et, en face de cela, il y a des groupes qui, nous ont apporté leur confiance.
Ce matin, j'entendais discuter de la question de savoir si d'autres partis pouvaient choisir des points de chute qui leur soient plus ou moins favorable.
Je voudrais que nous pensions au point de chute nous devons choisir, car aujourd'hui, nous avons la confiance de cette assemblée et nous l'avons sur un vote qui ne peut pas prêter à équivoque car c'est notre politique qui a été affirmée avec plus de force et d'autorité qu'elle ne l'avait jamais été.
Aujourd'hui camarades, pensez au pays qui vous regarde et maintenez le gouvernement dans sa formation actuelle. Je vous dis, il s'agira de dire que nous sommes restés fidèles à cette politique qui est notre tradition et que d'autres partis se sont engagés à accepter et alors, si demain, certains de ces partis tentaient de s'évader de cette politique, alors nous partirions, nous partirions sur une base solide parce que se serait le reniement de notre politique par ceux qui, librement, par le vote de dimanche, se sont, sans réserve, associés à cette politique.

Ramon (Hérault)

Je parle au nom de la fédération de l'Hérault. Je vous dis tout de suite que nous pensons que si notre camarade Ramadier reste au pouvoir, pour des raisons constitutionnelles parce qu'il a obtenu la majorité de la chambre, le pays déclarera que Ramadier est soutenu par la Doite, depuis le MRP jusqu'au PRL, dans la mesure où l'on peut parler du PRL comme forme de la Droite.
D'autre part, j'ai été heureux cet après-midi, d'entendre notre camarade Léon Blum dire qu'il ne fallait pas penser que le Parti Socialiste pouvait proposer immédiatement un gouvernement homogène.
Nous pensons que le Parti Socialiste ne doit pas entrer dans un gouvernement d'où sera exclu le Parti Communiste. Ils seront absolument libres de faire ce qu'ils voudront, c'est-à-dire, de la démagogie. La formule Communiste est très simple. Ce qui se fait de bien, c'est grâce à nous, ce qui se fait de mal, c'est malgré nous.
J'appartiens à une section qui compte parmi ses membres, un ministre Socialiste. J'ai entendu assez de militants Communistes prononçant contre nos camarades, des paroles tellement désobligeantes, pour ne pas dire autre chose, que je me méfie d'eux plus que de tous autres.
Si les Communistes ne sont pas au pouvoir, ils en profiteront pour saboter notre action. Il faut agir avec une très grande prudence avec eux. Tous les prétextes leur sont bons. Ça été l'Indochine, les salaires et les prix, même l'affaire de chez Renault. Vous devez pourtant savoir de quoi ils sont capables. Ils n'ont pas été chassés du gouvernement, ils se sont retirés, cela signifie quelque chose, ce

geste exige de notre part, camarades, la plus grande prudence.
Quelle est la solution ? Où est la solution ? Gouvernement Socialiste homogène? Reconduction du gouvernement Ramadier ?
La fédération de l'Hérault demande, à l'unanimité, la démission de notre camarade Ramadier. Les Socialistes ne pourront rester à la tête du gouvernement que dans un gouvernement Socialiste homogène.
(Applaudissements)

Max Lejeune (Somme)

Nous sommes réunis pour savoir quelle sera la décision du Conseil national. Nos camarades seraient dans un gouvernement où ne seraient pas présents les Communistes ?
Personnellement, j'estime que l'heure est venue pour le Parti Socialiste d'affirmer qu'il estime, à l'égard du Parti Communiste, comme complètement indépendant d'allure et de jugement.
Nous avons vécu, en co-habitation gouvernementale et parlementaire avec le Parti Communiste. Nous avons constaté que le Parti Communiste savait mener l'opposition dans le Parlement et le menait surtout dans le pays. Ces jours derniers, le Parti Communiste a perdu prise sur ses troupes.
Quand on se demande pourquoi les Communistes quittent le gouvernement, c'est que ces derniers dimanches, ont eu lieu, dans toutes les régions de France, des conférences départementales du Parti Communiste, avant la conférence nationale. Ils ont été aux prises avec leurs militants.
Le conflit Renault leur a montré qu'ils perdaient prises sur leurs troupes de choc de la région parisienne. C'est pour reprendre l'emprise perdue sur la classe ouvrière que le Parti Communiste quitte, aujourd'hui, le gouvernement.
Il le dit de la façon le plus insolite d'ailleurs, en dénigrant le dirigisme auquel il a participé son passage au gouvernement. Il déclare, par la bouche de Duclox qu'il faut aller vers un certain libéralisme et alors, nous, Socialistes, allons-nous abandonner toutes nos affirmations de militants et surtout de Français convaincus, parce qu'il plairait au Parti Communiste de rencontrer en ce moment les difficultés qu'il a avec ses propres troupes. C'est là la question.
Aller dans l'opposition pour quoi faire ?
Le dirigisme ne doit par toujours avoir un visage trop sévère et il faut, en rendant la liberté dans quelques secteurs très restreints de la vie économique, faire la preuve au pays que nous ne sommes pas accroches au dirigisme par principe, mais parce que c'est la seule politique qui peut être pratiquée. Je crois que pour certains points, il y aura à étudier le problème. J'arrive de ma province et j'ai entendu les camarades.
En ce qui concerne la préparation qui est actuellement en cours pour les pneus militaires et les pneus touristes, la production industrielle s'est améliorée. En ce qui concerne le vin, dans le secteur de vente libre, le prix dégringole rapidement, autrement, il ne serait pas possible d'envisager un retour à la liberté. Des gens qui touchent 30 litres de vin par mois, vont revendre 25 litres au bistrot et sont à l'origine même du marché noir.

Fondation Jean-Jaurès

Si j'ai parlé de l'essence, c'est parce que le journal de mon Parti a assuré qu'en France, on recevait autant d'essence qu'avant la guerre. Ne serait-il pas possible de supprimer ces doubles secteurs ??
La politique agricole ? Nous n'avons pas voulu payer le blé assez cher au cours de la dernière moisson parce que nous avons eu peur d'augmenter le pain, et de nous heurter alors à une opposition des ouvriers. Le résultat est simple, les paysans donnent le blé aux poules. Il y aura nécessité de remonter le cours du blé à la récolte prochaine.
S'il a fallu un moment encourager les cultivateurs à cultiver le colza, pourquoi un cultivateur ou agriculteur aujourd'hui, après une récolte de colza, bénéficie-t-il de 2 000 litres d'huile de consommation familiale qui sont vendus au marché noir. Petites choses de la vie quotidienne qui dressent contre le gouvernement toutes les petites gens et c'est cela qu'il faut éviter.
Le problème du charbon, je le pose ici, car on a fait beaucoup de bruit, dans le pays autour de ce problème. La Sarre produit actuellement 700 000 tonnes, à la fin de l'année, la production passera à 1 000 000 de tonnes. Ce charbon, nous le gardons. Cela se produit l'est de l'Oder pourquoi ça ne se ferait pas à l'ouest de l'Oder.
L'autorité de l'Etat est trop loin. Aujourd'hui, l'autorité du gouvernement est trop loin, il y a trop de Commissions responsables, toutes ces Commissions où l'on fait du bla-bla-bla politique à longueur de journées, où l'on fait de l'agitation.
Ces Commissions sont inutiles ou alors, elles doivent rejoindre le Conseil économique et elles doivent travailler avec le Conseil économique, prévu par la constitution.
Ce qu'il faut, c'est que le préfet soit le représentant du gouvernement et le fonctionnaire économique d'un département ne doit pas être obligé d'aller passer par un directeur régional qui ensuite dépend d'un ministère. Le préfet dans un département, doit être l'agent du pouvoir central et il faudrait peut-être même demander à ce préfet qu'il sache faire un discours et aller voir les maires.
Maintenant, je crois que sur la question des crédits militaires, il nous sera possible de frapper l'opinion publique comme nous l'avons frappée l'année dernière.
S'il n'y avait pas eu les Socialistes, 60 milliards de plus auraient été dépensés. Il est évident qu'il est aujourd'hui possible de faire des économies sur le budget tout en en augmentant la capacité de défense nationale et il est évident que c'est là que notre effort doit porter avec notre but de faire des économies.
La politique que nous devons suivre au gouvernement doit être nette en ce qui concerne l'Union française. Nous avons été saisis par l'appel de Lamine Gueye. Il y a, dans les territoires coloniaux, des éléments qui font une propagande anti-française, anti-nationale, nous ne pouvons pas admettre que l'on fasse, à Paris, une politique nationaliste et que l'on fasse dans les territoires d'Outremer, une politique de séparatisme.
Nous avons le devoir, là-dessus, de dire exactement notre pensée et de ne pas laisser le drapeau de la France s'abaisser à travers le monde parce que la France

a besoin de son rayonnement. Il faut faire prévaloir, une politique de paix.
Il s'agit de savoir si demain, entre ceux qui s'embarquent dans le sillage du capitalisme américain et ceux qui s'embarquent dans l'impérialisme moscovite, il y a ceux qui n'acceptent pas la guerre comme un moyen de régler les différends internationaux.
Le Parti Socialiste ne doit pas avoir peur. Il doit faire appel à la classe ouvrière. Il s'agit de dire à la classe ouvrière ce que nous pensons. Il faut que les groupes Socialistes d'entreprise fassent la politique du Parti et pas une autre politique.
Nous devons mobiliser tour les militants, ceux de la dernière génération comme ceux des générations précédentes. Je n'accepte pas, pour ma part que nous ne fassions pas appel au pays. Nous disons tous que le gouvernement doit s'adresser à l'opinion publique. L'opinion publique peut faire la force d'un gouvernement et je dirais que je n'ai pas toujours été d'accord avec lui.
J'ajouterais, je ne suis pas d'accord avec lui et je crois que j'ai raison, qu'il est nécessaire que le Parti Socialiste qui ne compte peut-être que cent parlementaires, fasse appel au pays, sinon un autre y fer appel. Nous sommes actuellement placés dans ce dilemme.. Faire appel au pays pour éviter la catastrophe.
Nous devons mener notre combat avec vigueur.
Il ne faut pas que le Parti Socialiste donne l'impression d'avoir peur au contact du parti ouvrier? Il faut qu'il aille de l'avant, qu'il aille en se battant. C'est la seule solution, il n'y en a pas d'autre, camarades.
(Applaudissements)

Victor Provo (Nord)

(M. Provo remplace M. Laurent, malade. Le Congrès adresse ses vœux de prompt rétablissement à ce dernier)
Samedi dernier, nous nous sommes réunis à la fédération du Nord, avant de connaître quel serait le résultat définitif, quelle serait la position du Parti Communiste.
Comme la fédération du Vaucluse, celle du département du Nord vous demande, parce que c'est son avis, de maintenir la confiance au gouvernement Ramadier. Il se trouve également que ceux-là mêmes qui ont voté contre nous la résolution aujourd'hui, vous demanderons de voter la participation. Cela tient aux diverses circonstances. Je vous rappelle cela parce que Léon Blum a défini une politique qui a reçu une application. Là-dessus, nous avons pris position.
Le Parlement a approuvé, le pays a approuvé. A l'heure actuelle, si l'opinion publique est passionnée pour quelque chose, c'est bien pour la baisse des prix.
Dans l'ensemble, la classe ouvrière a compris ce qui se passait.
Disons que le choix a été fait en ce qui concerne le gouvernement, à partir du moment où notre ami Ramadier a posé la question de confiance. Il est évident que s'il l'obtenait, il n'avait plus de raison de s'en aller. Du moment où on a posé la question de confiance, c'est qu'on a fait un autre choix. Nous accepterions donc la continuation du ministère Ramadier.
Notre politique est la seule capable de sauver noter pays, de permettre à notre

pays de sauver son économie. Nous sommes d'accord sur le point de vue dirigisme avec notre ami Philip, mais nous disons qu'il ne suffit pas d'exercer ce dirigisme dans le domaine de l'industrie, il faut aussi l'appliquer pour l'agriculture, sinon, ce serait un danger pour demain.
Nous devons respecter la doctrine du Parti, nos actions ne doivent pas être fonction des faits du Parti Communiste. Nous sommes le Parti de la vérité. Nous nous sommes tracés une ligne. Le Parti, ne doit pas abandonner sa mission, il doit au contraire la poursuivre avec vigueur, sans crainte. Nous devons nous dresser contre la démagogie du Parti Communiste. Nous ne devons pas avoir peur de préconiser un dirigisme bien compris. C'est là que réside la sauvegarde de la démocratie et du Socialisme.

Piette (Seine-et-Marne)

Depuis le début de ce Conseil national, nous avons entendu des camarades dire que la politique du Parti était la seule capable de sauvegarder la démocratie? Je voudrais chercher les conditions de sa réussite? Nous nous sommes attachés à l'action entreprise parce que le nom de Léon Blum est là..
Je crois qu'il est nécessaire que nos camarades […] André Philip apporter quelques déclarations qui m'ont laissé rêveur.
Les militants Socialistes, et plus particulièrement les militants de base n'ont pas oublié.
Il a cité trois exemples de la politique gouvernementale, revendiquée par le Parti Socialiste. Il a condamné l'énorme extension des fonds commerce.
Je suis obligé de dire qu'à l'intérieur même du Parti Socialiste, les militants sont quelquefois en désaccord. Je crois qu'on est mal venu, aujourd'hui pour condamner l'attitude de Marcel Paul.
Le 3ème point que Philip a évoqué et peut-être le plus important en ce qui concerne la presse et le Parti. La presse et le Parti tout entier se sont trouvés en mesure de constater qu'un conflit s'est résolu à l'avantage de la paysannerie, des producteurs de viande. On a beaucoup parlé alors de l'autorité du Président du Conseil Socialiste et du haut commissaire à la distribution. On a, une nouvelle fois rendu le Parti Socialiste responsable de la chose. On a tendance à le croire.
Il y a un autre problème. C'est qu'on a parlé beaucoup ici, de la position des groupes d'entreprises dans les bureaux, les usines, et qui ne sont pas tellement nombreux et on a supporté chaque fois le choc des observations de l'adversité, le choc de l'animosité de ceux qui sont obligés, pour convaincre les camarades, d'improviser des arguments. Je pense à mon département où nous avons repris 300 voix syndicales. Nous avons réussi à avoir des élections, à éliminer la participation Communiste pour ne laisser que nous, les Socialistes et ils ont triomphé. Pensez-vous à l'attitude de ces militants demain lorsque nous allons leur expliquer la situation.
Une fois encore, ce ne sont pas des camarades qui ont aussi des tâches concrètes, ils ont à se défendre chaque jour des attaques dont ils sont l'objet. Voyez les grèves chez Renault, pour ne citer que cet exemple. Mais c'est chaque jour, dans l'industrie française que ce parti met de l'animosité. Nous devons agir. C'est

Fondation Jean Jaurès

grâce à la force des Socialistes qui sont dans ces entreprises que nous nous pouvons atteindre notre but. Chaque camarade doit lutter chaque jour contre le Parti Communiste. Il doit pouvoir se dire : "je suis arrivé à nuire à ce parti de démagogie".
(Applaudissements)
Je voudrais parler de la politique de la baisse des prix. Il se pourrait que cette politique, si les conditions préalables n'étaient pas réunies, présente quelques inconvénients.
La baisse des prix ; il est difficile aujourd'hui de parler d'un niveau de vie. Il faut être au plus juste avec la réalité économique, II faut parler de plusieurs niveaux. Un niveau de prix industriels, un niveau de prix de consommation, un niveau des salaires.
L'écart des coefficients entre les prix de revient en usine atteint un coefficient variable entre 8 et 11 alors que l'augmentation du niveau de prix du travail ne dépasse pas 4,3, sauf dans les entreprises nationalisées. On a mis en vedettes les bénéfices scandaleux de l'économie française. Je constate qu'on nous parle du franc comme si c'était le signe ardent de la prospérité. Actuellement, on peut dire que le franc français se redresse, non pas en lui-même mais par rapport aux autres monnaies. Le dollar, le franc suisse, constatez leur baisse sur le plan mondial, et c'est pourquoi, le franc français paraît plus élevé.
Ce qui sauve le franc français, c'est la défense du pays, c'est la sauvegarde de l'activité des ouvriers.
Le drame à l'heure actuelle, camarades, c'est que la CGT prend plus à cœur la défense du Parti Communiste que celle de la classe ouvrière. Il faut absolument reprendre, nous Socialistes, cette vérité dite par Ramadier et par Lussy, à la tribune de la chambre : "un mensonge est un mensonge". Sinon, nous ne serons pas le parti de la classe ouvrière.
Le Parti Communiste, on le sait, on le sait même trop, car nous en connaissons les conséquences, est un parti de démagogie. Et si le dirigisme est dans les ministères et que l'anarchie se rencontre dans les faits, la faute en est presque toujours au noyautage Communiste.
Depuis que notre camarade Ramadier a posé la question confiance, il jouit d'une très grande autorité, une autorité qui lui permettrait de nous sortir de cette anarchie.
J'en arrive à parler d'un gouvernement Socialiste homogène. Vous avez entendu par les orateurs qui m'ont succédé les avantages et les inconvénients que pourrait présenter cette forme de gouvernement. Notre camarade Léon Blum lui-même vous a dit dans quelle situation se trouvait le pays au moment où il a pris la direction de ce gouvernement homogène. Aujourd'hui, le gouvernement homogène pourrait être aujourd'hui, une catastrophe. En tout cas il apparaîtrait comme un gouvernement très fragile, un gouvernement facile à renverser. Etes-vous sûrs d'ailleurs que le gouvernement Socialiste homogène dont Léon Blum reprendrait une fois de plus la direction, rencontrerait, même au Parti Socialiste, le même succès dans les futures consultations électorales ?
Quand je vois des centaines, des milliers de petits patrons "incendier" mon ami

Philip et quand je vois la peine qu'il se donne... tout de même.
Il y a un conflit chez Renault, on a pensé que ce conflit pourrait tout arranger… Encore une fois, camarades, soyez toujours prêts à lutter contre les pressions adverses et exercez votre pression, une pression Socialiste sur le gouvernement. Le prestige de Ramadier est très grand. Nous devons l'aider en vrais militants Socialistes, en agissant en vrai Socialiste. Il nous faut agir sur le plan à direction Socialiste. C'est cette absence de politique Socialiste que je veux faire ressortir et contre laquelle je veux mettre en garde tous les camarades.
(Applaudissements)

Ferrat (Nord) [?]

Je prends la parole d'abord pour vous dire mon regret de voir les désaccords que montrent les débats sur la politique économique et celle d'Outremer.
La composition de l'Assemblée Nationale constituante a obligé à instaurer un mouvement de coalition et on déplore l'impuissance d'une telle formation lorsque les adhérents ne sont pas rassemblés autour d'un programme précis et établi.
Il faut établir un programme précis, comprenant un minimum de réalisations précises répondant aux réalisations de la classe ouvrière.
C'est essentiellement ce qui a déterminé le départ du Parti Communiste, parce qu'il n'était précisément plus d'accord avec notre programme.
Est-ce que depuis la formation même du gouvernement Léon Blum et encore après, nous n'avons pas rencontré les mêmes difficultés de par ces entreprises, notre programme n'a-t-il pas été rendu presque inefficace parce que pas réalisé assez vite. En ce qui concerne la baisse des prix, le minimum vital, la hausse des salaires, il faut chercher à mettre la CGT en face de ses responsabilités et entraîner une action de salut public. Le drame, c'est que la CGT a pour objectif la défense du Parti Communiste, beaucoup plus que la défense des intérêts des travailleurs. Elle n'hésite pas à tromper la classe ouvrière.
Vous pouvez voir toutes les critiques adressées par la CGT contre la hausse des prix.
La CGT proteste contre la hausse des prix alors qu'elle sait qu'elle a autorisé 52% de hausse sur les produits agricoles, 25% du secteur économique est aujourd'hui nationalisé. Les hausses de salaires sont immédiatement appliquées dans les prix. Si nous laissons faire, si nous ne prenons pas tout cela à notre compte, nous serons responsables de laisser tromper la classe ouvrière et d'ores et déjà, nous voyons que la classe ouvrière est en train de passer jusqu'au MRP. Nous laisser prendre la classe ouvrière par le MRP… Mais, vous n'y pensez pas. Le problème est de savoir jusqu'à quand nous laisserons le syndicalisme asservir les intérêts d'un parti et d'un seul.
Le second problème est de savoir qu'est-ce qui doit nous déterminer dans le choix d'un gouvernement homogène ou d'un gouvernement Ramadier. Il est trop tard pour penser à un renforcement des moyens dirigistes. Le parti ne peut pas, n'a jamais pratiqué la politique du plan. La meilleure est celle qui assurera le maximum de force et d'autorité à la loi et aux décisions du gouvernement. En

Fondation Jean Jaurès

ce moment, nous sommes obligés, de constater que si le dirigisme est dans les ministères, l'anarchie est dans les faits. Pour ma part, je constate qu'il y a trop de décisions qui restent lettres mortes, qui restent en suspens, il y a trop de décisions à régler. La décision est à peine prise qu'elle se trouve codifiée, on lui apporte des entorses. Quand une décision est prise on a toujours tendance à attendre la réception du contre-ordre. Or, à l'heure actuelle, il faut agir vite et agir avec la plus grande prudence.

On se plaint des féodalités, mais comme souvent on ne considère pas les organisations professionnelles, elles avancent et bientôt, elles auront satisfaction.

Je veux aussi vous parler des préfets, car, enfin, là aussi, ils suivent l'exemple de la carence d'autorité. Nous assistons sur ce point à des retards invraisemblables dans la réalisation des décisions. Pour les préfets qui se trouvent dans les régions déficitaires devraient être révoqués lorsqu'ils n'ont pas fait l'effort indispensable pour la collecte auprès des uns et des autres.

Maintenant il arrive ceci, lorsque les préfets reçoivent une circulaire, ils mettent si longtemps pour passer à la réalisation, qu'avant même que cette réalisation soit effective, ils reçoivent un contre-ordre. Tout cela ne doit plus exister si nous voulons faire quelque chose de constructif. Cela malheureusement, est vrai dans beaucoup de cas.

Ne sous-estimons pas la crainte et le respect lorsqu'ils font respecter la loi et les décisions prises.

Il y a fait. C'est que depuis que Ramadier a posé la question de confiance, il jouit d'une autorité considérable et par conséquent, il pourrait parfaitement nous aider à sortir de cette anarchie et faire respecter l'ordre. C'est là le fait dominant, pour ma part, je mets ce fait en vedette. Aujourd'hui, c'est lui qui a le plus d'autorité pour établir le respect des lois républicaines.

Un gouvernement homogène ne serait pas, je crois pas je crois favorable au régime actuel. Nous sommes quand même le 3ème parti de France.

Un gouvernement Socialiste homogène serait fragile, facile à renverser, éphémère, provisoire et cela aboutirait à quoi ? Les circonstances, notre camarade Léon Blum vous l'a dit tout à l'heure, ne sont pas les mêmes que lorsqu'il a pris la direction du gouvernement Socialiste homogène. A ce moment-là, on savait que c'était du provisoire. Toutes les tentatives de coalition avaient été épuisées.

Le prestige de Ramadier est aujourd'hui tel que même si les radicaux fléchissaient demain sur le politique dirigiste, il faudra soutenir Ramadier, il faudra se permettre de les écarter et d'écarter le Parti Communiste et parmi les radicaux, personne n'oserait s'élever contre lui. C'est à nous d'exercer notre pression sur ce gouvernement.

Ne sous-estimons pas les possibilités gouvernementales considérables qu'il y a en ce moment à cause du prestige de Ramadier et surtout parce que nous sommes dans un moment où les Français sont las de l'anarchie et des incohérences, ils ont nos inspirations.. Il y a là une chance énorme pour le gouvernement Ramadier de demain et je vous en prie, veillez à ce que personne

Fondation Jean-Jaurès

ne soit tenté de la rechercher ailleurs que dans le cadre des institutions républicaines.
(Applaudissements)

Ferrat (Rhône)

Nous avons assisté, cet après-midi à des débats où la question importante, la clarté, la précision, étaient loin d'être totales, notamment en matière de politique économique de dirigisme. Je n'aborderai pas non plus le problème de la politique gouvernementale, bien que là aussi un certain désaccord semble devoir se faire jour entre la politique du Parti et la politique du gouvernement. Si nous travaillons sur un programme précis du gouvernement, non seulement sur des généralités, mais sur une volonté pratique de l'action politique quotidienne, cela nous sauvera.
Camarades, je dois vous dire, et vous le sentez vous-mêmes, l'angoisse qui pèse sur ce Conseil national semble être la suivante : n'y a-t-il pas un danger mortel pour notre Parti si l'on se décide à gouverner sans aucun représentant de la classe ouvrière.
Je dis qu'en effet, nous ne pouvons pas gouverner en Socialiste, même si notre programme nous donne entière satisfaction, si nous n'avons pas cet appui permanent de la classe ouvrière. Je ne suis pas de ceux qui confondent la classe ouvrière et le Parti Communiste. Je sais que le Parti Communiste a encore une très grande influence sur la classe ouvrière. D'autre part, je sais qu'il est profondément troublé, qu'il est victime de cette démagogie, aussi bien du côté de la classe ouvrière que du côté des paysans.
Il est victime de sa démagogie par la propagande qu'il a menée.
Je ne confonds pas la classe ouvrière avec le Parti Communiste mais vous me permettrez de constater que, quels que soient ses échecs récents, la CGT représente la majorité de la classe ouvrière organisée dans ce pays. On dira, la CGT sert le Parti Communiste. Je répondrai sans doute cela est vrai en partie, en trop grande partie, mais observez avec moi que la fonction syndicale de la CGT, ses préoccupations particulières, l'obligent par sa nature même à prendre ses responsabilités syndicales. On ne peut pas traiter la CGT comme le Parti Communiste et on ne peut tout de même pas attendre d'elle les mêmes réactions que l'on pourrait attendre du Parti Communiste.
Ce n'est pas par hasard camarades que le bureau fédéral sollicite une entrevue avec le camarade Ramadier quelques jours après le vote du Parti Communiste qui s'excluait de la majorité du gouvernement. Je dis que la CGT peut et doit mener une politique quelque peu différente, sensiblement différente de celle du Parti Communiste si nous savons avoir, vis-à-vis d'elle la politique qui convient.
Nous devons étudier les modalités susceptibles d'associer la CGT au gouvernement. Je prétends que ce problème n'est pas insoluble et si on le résout, ce n'est pas le décrochage d'avec le Parti Communiste, mais le décrochage d'avec la classe ouvrière qui sera évité, et c'est le seul qui nous importe.
Il ne faut pas croire que nous pouvons gouverner sans la classe ouvrière. Nous ne pouvons gouverner sans les représentants qualifiés de la classe ouvrière •

Vous ne pourriez diriger une entreprise nationalisée sans vos ouvriers, vous ne pouvez pas gouverner ce pays sans les représentants qualifiés des grandes professions organisées de la CGT. Cela pouvait être possible autrefois. Aujourd'hui, ce n'est plus possible. Si nous n'avons pas la classe ouvrière avec nous, nous tournerons dans un cercle vicieux, nous n'arriverons jamais à rien. Il y a des choses que l'on prétend parce qu'elles n'ont pas encore été réalisées.
Le gouvernement Socialiste homogène, avec Léon Blum... c'est parce que Léon Blum a fait un effort psychologique, s'adressant au-delà des tactiques habituelles qu'il a pu réussir et que nous en sommes fiers.
Camarades, je dis que c'est le rôle du Parti de faire sans cesse les efforts nécessaires pour sortir des tactiques habituelles.
Vous ne pouvez pas gouverner en Socialiste sans la classe ouvrière et la classe ouvrière, ce n'est pas le Parti Communiste, mais c'est la CGT. Nous devons nous en rendre compte.
Vous voulez corriger la classe ouvrière de certaines tendances qui sont néfastes. Vous voulez corriger la classe ouvrière de cette tendance à un retour à un libéralisme démagogique que le Parti Communiste préconise.
Vous ne pouvez pas la corriger si vous l'avez en face de vous, vous ne pouvez la corriger que si vous l'avez avec vous, dans vos organismes, que si vous êtes profondément unis, jusque dans le sein du gouvernement.
Problème peut-être difficile à résoudre, mais que nous nous devons, à nous Socialistes, de poser. Je ne sais ce que sera le gouvernement de demain, mais j'ai le devoir de donner des précisions au groupe parlementaire pour qu'il ait un mandat précis pour aller procéder immédiatement à des négociations avec la CGT, non pas dans les coulisses, mais par un appel solennel qui démontre à tout le pays que nous sommes un parti ouvrier qui ne veut pas gouverner sans la classe ouvrière, qui lui fait un appel désespéré pour qu'elle le comprenne et pour qu'elle vienne avec nous.
(Applaudissements)

Salomon Grumbach

Cette situation est pleine de paradoxe. J'ai assisté à bien des Congrès nationaux et internationaux, mais je n'ai jamais connu une aussi grande angoisse que celle qui pèse ce soir, sur ce Conseil national extraordinaire.
Pas un orateur n'a dit des choses profondes, pas un orateur avec lequel j'aurai été parfaitement d'accord. Je me rends compte. Ce soir, je veux m'informer.
Je voudrais reprocher à tous ceux qui ont parlé, 1e situation politique internationale. Tous ont traité de la situation politique intérieure de la France. Pas un seul n'a dit un seul mot de le politique internationale. Pourquoi ? Il faut que je l'examine de près. Je veux examiner de prêt ce qui se passe dans le Socialisme international, que, pour ma part, je ne cesserai pas de définir, d'analyser.
Camarades, vous le savez la Belgique, la Hollande, l'Allemagne ont connu les grèves. Il y a eu les grèves politiques, c'est ce que nous sommes à la veille de connaître par cette subtilité du Parti Communiste, cette subtilité dont on se rend

compte obligatoirement.
Il y a un autre paradoxe, c'est lorsque le Parti Socialiste envisage, par la personne de Ramadier, de quitter le pouvoir. Et personne ne lui a dit, personne ne lui a dit de ne pas le faire. Il a obtenu une majorité.
La 4ème République cherche sa voie, la constitution a besoin d'être défendue. Aujourd'hui, j'ai eu des discussions avec des hommes sérieux sur le sujet constitutionnel. Il faut savoir ce que l'on veut. Je crains les conséquences d'un vote émis par le Conseil national contraignant Ramadier a quitté le gouvernement. Que faites-vous alors du vote de confiance de l'assemblée ? Pensez-vous aussi à la position de Vincent Auriol ? De la répercussion même dans le monde.
Devons-nous dépendre des Communistes ? Qu'avons-nous à attendre d'eux ? Vous savez, vous le savez trop que le Parti Communiste est le parti de la démagogie. Les suivre serait leur prouver notre dépendance. Et puis, les suivrions-nous encore une fois au gouvernement ?
La politique des Communistes est peut-être moins stupide que je le crois, je veux bien le supposer, mais nous devons faire notre politique de Socialiste afin de trouver, sur le territoire, notre chemin.
On autorise Ramadier à faire cette politique, on vote la confiance et aujourd'hui, on dit qu'il y a des risques.
Eh bien, camarades, je suis allé en plusieurs pays, en Suisse, Hongrie, Autriche, Hollande, en Allemagne. Si vous saviez sur quel ton, non seulement des camarades, mais des hommes qui méritent notre confiance et qui ont certainement la volonté de la paix internationale, parlent à un Socialiste français? Ils posent cette question : serez-vous au pouvoir, ou en serez-vous absent ?
Camarades, à un moment où les grands problèmes internationaux se jouent, envisagez-vous l'absence totale de la France ? A qui nous confierez-vous ? Un gouvernement MRP homogène ? Je n'y pense même pas. Je ne pense pas que ce soit un gouvernement Socialiste homogène. Je ne rends compte du danger.
Pour sauver la France, pour sauver la République, pour sauver le Parti Socialiste, pour éviter les dangereuses répercussions sur le plan international, il faut un gouvernement Socialiste.
(Applaudissements)

Mazier (Côtes-du-Nord)

Si la crise est ouverte, ce n'est pas sur le plan parlementaire. C'est par une usine parisienne que la crise s'est ouverte. Que dit-on dans le pays ? J'ai l'impression que dans le pays on dit qu'il y a deux politiques qui sont généralement incapables d'exercer derrière le gouvernement un pouvoir suffisant.
La première politique est celle de la hausse des prix, de la hausse des salaires qui a échoué. C'est aussi la politique de la baisse des prix qui a eu vie pendant un mois. Il faut trouver une solution, il faut travailler à la trouver cette solution de la hausse des salaires, de la hausse des prix. Je crois que la fédération des Côtes-du-Nord guidera toutes nos réunions. Il est peut-être encore possible de créer un

Coll. Fondation Jean-Jaurès

choc psychologique dans le pays.
Le pays est prêt à nous suivre, il est prêt à suivre un gouvernement qui déclarera véritablement la guerre au marché noir, aux profits, il y a, à l'heure actuelle, deux catégories de Français. Il y a ceux qui vendent leur travail et la deuxième catégorie, ceux qui vendent des produits qu'ils ont fait fabriquer, des produits qui ont été fabriqués pour être vendus. Cette deuxième catégorie vit dans des conditions infiniment supérieures au niveau de vie de la première catégorie.
Le pays comprend la nécessité des sacrifices. Notre camarade André Philip vous en a parlé. Seulement, il ne faut pas que ce soient toujours les mêmes qui consentent ces sacrifices.
Il est évident que nous devons consentir des sacrifices jusqu'à la nouvelle récolte. Mais, ces sacrifices, la classe ouvrière ne les acceptera que si elle a d'autres conditions de vie.
Le pays traverse une véritable crise de lassitude, je dirai presque de désespoir. Au sein même du Parti Socialiste, nous sentons cette lassitude. Il faut absolument faire quelque chose de nouveau, il faut châtier les spéculateurs. Il nous faut défendre avec énergie les intérêts de la classe ouvrière. Le pays est actuellement démoralisé par toutes les contradictions.
Ma fédération m'a donné comme mandat de voter pour un gouvernement homogène
Vous savez tous que l'on ne peut pas traiter avec le Parti Communiste.
Eh, bien, camarades, quel que soit le gouvernement de demain, gouvernement de coalition ou gouvernement homogène, il réussira que dans la mesure où il répartira plus équitablement les sacrifices qui doivent être consentis.
(Applaudissements)

Jean Minjoz (Doubs)

Je crois qu'il subsiste une équivoque et je voudrais essayer de vous convaincre combien, étant donné la gravité de la situation, la reconduction d'un gouvernement de coalition me parait difficile. Il faut en effet tenir compte du mécontentement général du pays. Il y a eu les conséquences de la suppression des services économiques. Trop souvent les commerçants ont évité les effets de la baisse 1947 de sorte qu'aujourd'hui, la baisse est arrêtée. Il y a aussi malheureusement le fait que les magasins-témoins n'ont pas eu à vendre d'autres produits que les produits habituels et que, par conséquent, l'effet que nous attendions n'a pas donné les résultats espérés.
La hausse a été arrêtée et la vapeur renversée, mais hélas, l'opinion publique doit se rendre compte que chaque jour, la vie est plus chère et le ravitaillement est de plus en plus mauvais.
Du fait même de sa position, du fait de cette composition, où cinq partis étaient représentés le gouvernement Ramadier n'a pas pu agir rapidement et on pourrait discuter pendant des semaines et des semaines pour essayer d'arriver à concilier des thèses. Il fallait avant tout pouvoir prendre une décision et pendant ce temps, les jours ont succédé aux jours. Dans le pays, la situation s'est aggravée. Aujourd'hui, l'opinion publique est mécontente. On attend la fin du mois d'avril

pour s’occuper du rationnement alors qu’on aurait dû le faire depuis le mois de février.
L’opinion publique est mécontente. Elle n’a pas suffisamment de pain alors qu’il y a dans la pâtisserie, des gâteaux en abondance. Pendant des semaines, le pain a manqué. Et la question de la viande. Pour cette question, il y a quelque chose qui ne va pas, il faut que l'on fasse quelque chose. Cet après-midi, un de nos camarades disait que l’on pouvait envisager l’avenir avec un peu d’espoir. Il s’est trompé, ne serait-ce que pour notre propagande. Là, il y a des informations tendancieuses qui sont données par la presse.
Il n’y a pas eu de viande au moment des fêtes et cela a une répercussion considérable. Il n’y a pas eu de politique des céréales solide, indispensable aux intérêts de tous, et d’autre part, il y a l’incertitude sur les cours, cette incertitude sur les cours à tous points de vue.
La situation s’annonce difficile pour l’hiver prochain, parce que si l’on ne prend pas, dans les jours qui vont suivre, des mesures de rationnement extrêmement sévères, nous n’aurons pas de viande d’importation. C'est là que le gouvernement de coalition n’a pas pu donner satisfaction, c’est la que la lenteur de l’action s’est fait sentir aussi. On a abandonné les achats prioritaires puis on a fait cette politique de cohérence qui a amené la montée des cours.
Le problème de la viande, celui du vin, ce sont là autant de problèmes qui touchent l’opinion publique. L’opinion publique se retourne contre nous. Matin et soir, on mange de la viande dans les restaurants alors que les consommateurs n’en ont pas.
Si nous parlons du problème du vin. Là aussi il y a une lacune profonde. Dans quelques semaines, on ne pourra plus servir les rations des travailleurs de toutes les catégories. J’ai peur qu’à ce moment-là, nous connaissions un véritable mouvement de la classe ouvrière. Nous n’avons pas su faire l’effort nécessaire. Nous n’avons pas fait, à l’égard des paysans, la politique qui s’imposait. Nous n’avons pas su leur dire ceci : "Si vous ne livrez pas, nous emploierons les moyens nécessaires, par exemple, vous ne toucherez pas de matériel agricole".
Ajoutez à cela, deux autres considérations qui ont toute leur importance parce que c’est encore contre nous que ces considérations se retournent, c’est la politique suivie malgré nos avis, car nous avions vu le danger. C’est cette politique de dirigisme dans le mauvais sens qui se retourne aussi contre nous. Toute cette administration qui, au lieu de simplifier, au lieu de régler tout cela, multiplie les circulaires alors que nous en sommes à une époque où il faut agir vite. Ce mécontentement général, cette lassitude, cette rancœur presque de l’opinion publique est dirigée contre nous, par les partis dont les représentants sont au sein du gouvernement. Je sais bien qu’il n’y a peut-être plus de solidarité ministérielle au gouvernement avec les ministres radicaux, avec M. Roclore, indépendant de droite, avec les ministres du Mouvement Républicain Populaire, les représentants de ses partis qui attaquent avec le plus d’énergie, le plus de férocité. Je pense que tout le problème gouvernemental ne se résume pas à la solidarité ministérielle mais à la solidarité de tous les hommes responsables.
De tous les gouvernements, gouvernement Bidault, gouvernement Ramadier,

gouvernements de coalition, gouvernement homogène, seul ce dernier a eu des résultats positifs. Dans le pays il y a eu et il y a encore un grand mouvement. Toutes les voies vont à l'expérience du gouvernement Socialiste homogène qui a sauvé le pays.
On a conclu que le Parti Socialiste est le parti qui lutte.
(Applaudissements)

Théo Staub (Seine-Inférieure)

Je ne m'étendrai pas beaucoup. Je suis simplement venu vous dire que les électeurs de ma région ne comprennent pas pourquoi le gouvernement Socialiste n'est pas resté au gouvernement. L'expérience Léon Blum a porté ses fruits. Aux dernières élections locales, nous avons gagné des vois, ainsi, en novembre, nous représentions 28% alors qu'aux élections dernières, nous avions 50%.
Le pays veut revoir le gouvernement Socialiste homogène. Je n'ignore pas que nous connaîtrons des difficultés constitutionnelles. Je n'ignore pas les difficultés de toutes sortes.
D'autre part, le pays a soif de réalités et attend un gouvernement Socialiste homogène. Nous ne pouvons envisager ni une combinaison avec les radicaux, ni une combinaison avec les MRP.
Nous devons prendre nos responsabilités devant le pays, nous devons prendre position devant l'opinion publique. Nous devons mettre fin à cette lassitude gui se fait sentir partout. Nous pensons qu'un gouvernement Socialiste homogène peut réussir.
Le Parti joue et gagne. C'est le seul moyen de sauver le pays, de sauvegarder la démocratie et la République.
(Applaudissements)

Bonin (Haute-Loire)

Je voudrais vous parler de l'opinion vis-à-vis de la politique de baisse. La politique de baisse est la seule capable de sauver le pays, c'est la seule politique qui puisse nous permettre de nous relever socialement et économiquement. La population que les inspirations, les intérêts même de notre parti recouvrent actuellement les intérêts, les aspirations futures, compte sur les Socialistes. C'est pour cela qu'il est venu en masse, les sympathies à la suite de l'expérience Blum.
Ces sympathisants ne comprennent pas que nous n'ayons pas poursuivi cette expérience, ce gouvernement Léon Blum. Quant aux électeurs, vous n'avez pas que des adhérents.
C'est gouverner contre la politique du pain et contre celle du blé si nous laissons envenimer plus longtemps la crise actuelle. Payer le blé plus cher, mais cela n'en donne pas actuellement. Il y a eu là, un mauvais point de départ. Il faudrait donner à ceux qui n'ont pas les moyens de payer, une indemnité de pain cher comme vous avez donné des indemnités de vie chère et ce serait infiniment moins stupide que de faire cette réflexion que l'on entend si souvent : "Il n'y a

qu’à payer le blé plus cher".
Cela ne suffit pas pour avoir l’opinion publique avec nous. Encore faut-il donner les moyens à la classe ouvrière de pouvoir payer ce pain.
C’est gouverner contre la politique du pain que de penser que vous pouvez ravitailler normalement le pays sans imposer une taxe à la production. Le gouvernement Léon Blum l’avait tentée cette expérience de taxation à la production, elle était sévère, c’est pour cela que les paysans ont calculé au début et quel fut le résultat ? Nous les connaissons tous.
Cependant, au début de l’expérience, les paysans ont calculé, mais au moins, à l’heure actuelle vous y avez gagné. C’est manquer de prudence politiquement que de laisser s'établir ce préjugé de dirigisme.
Les ménagères, poussées aussi bien par des propagandes de gauche que de droite, ont fini par condamner le dirigisme. Elles n’ont pas tout à fait tort car il y avait des incohérences dans le rationnement, dans la distribution.
Vous n’ignorez pas que les ménagères se trouvent assez souvent avec des feuilles de rationnement non utilisées. Si elles n’ont pas servi, c’est qu’elles ne servent à rien.
Le Parti Communiste a approuvé la politique de baisse au début. Il recherche actuellement à la torpiller par des manœuvres astucieuses, démagogiques.
J’ai pu constater que depuis 18 mois, le Parti Communiste a découragé certains de ses militants. Nous ne devons pas rester sous la tutelle d’un tel parti, ces gens-là sont bien trop malhonnêtes dans leur propagande pour faire quelque chose d’honnête. Si vous vous détachez d’eux, vous gardez votre indépendance, alors vous verrez venir à vous grand nombre de gens qui attendent beaucoup du Parti Socialiste, parce qu’ils ont déjà compris que c’est le seul parti de la démocratie.
Ce matin, le parti est littéralement à la croisée des chemins. D’un côté, l’impuissance, l’immobilité dans la méfiance réciproque à côté du parti frère. Un parti qui vous manœuvrera toujours et qui arrivera par son astucieuse démagogie à vous faire oublier les intérêts essentiels, immédiats de la classe ouvrière.
D’un autre côté, le chemin de l’action résolue, de l’action logique, franche, indépendante. Le chemin où vos intérêts, à vous Socialistes, se rejoignent avec ceux du pays.
On ne regrette pas ce que font les autres, ce que fait l’autre lorsque l’on est persuadé de s'appuyer sur le bon sens et sur une majorité de gens honnêtes, on réalise à la fois le courage et l'exemple que nous a donné Léon Blum, on avance hardiment, en flèche.
(Applaudissements)

Colin (Oran)

Je veux seulement mots en ce qui concerne les répercussions de la décision que prendra le Conseil national dans les territoires de l’Union française. La direction Socialiste a déjà amené quelques remous dans l'opinion des autochtones. Ils attendent, ils attendaient les réalisations particulièrement démocratiques.
Or, à part le Parti Socialiste, les deux autres partis, comme le Parti Radical, le

Fondation Jean Jaurès

MRP seront désormais appelés à la besogne gouvernementale, sont pour eux, véritablement opposés à tous les chefs démocratiques dans les pays coloniaux. Pour l'Algérie, il n'y a qu'à lire la presse radicale et MRP pour se convaincre que pour eux, le départ de ces ministres serait une victoire.
Ma fédération vous fait simplement part de ses impressions. Elle compte beaucoup des Socialistes. Elle n'a confiance qu'en un gouvernement Socialiste. Elle ne perd jamais de vue que c'est le seul parti de la démocratie.
(Applaudissements)

Albert Gazier

Augmentation des salaires, baisse des prix, situation de la classe ouvrière. C'est là-dessus que nous devons poser le problème car la crise actuelle est née surtout au sein de la classe ouvrière. La seule solution qui soit bonne, c'est évidemment, ce soir, la position gouvernementale qui nous donne des chances de réussir.
Si le gouvernement actuel continue, avec un simple replâtrage, je crois que nous réaliserions une des conditions de notre programme, qui est le maintien des salaires à leur niveau actuel, réserve faite en ce qui concerne l'augmentation et la production. Nous aurions fatalement une majorité sur ce point, mais beaucoup plus de difficultés demain qu'hier, beaucoup plus de difficultés parce qu'incontestablement, la Confédération générale du travail nous a aidés dans cette politique. Nous sommes maintenant dans une autre situation depuis le départ du Parti Communiste et nous rencontrions de très grosses difficultés.
Certaines mesures disciplinaires doivent être envisagées.
Aurions-nous demain, une majorité parlementaire pour appliquer ces mesures ? Plusieurs camarades l'ont dit à cette tribune, nous sommes, le Part plus exactement est à l'heure actuelle la croisée des chemins.
Le MRP et le Parti Socialiste réunis ne possèdent pas la majorité nécessaire et devraient trouver d'autres concours et ces concours sont nécessairement favorables aux méthodes que nous jugeons nécessaires pour l'application des mesures de discipline et de contrainte, actuellement seuls capables de donner un résultat.
N'oublions pas que le Parti Communiste est à l'heure actuelle, déchaîné. Soyons prudents, ne nous engageons pas dans une voie qui nous amènerait à demander nous-même l'augmentation des salaires que nous condamnons aujourd'hui.
Le pire, c'est que dans une coalition gouvernementale, actuellement, nous soyons obligés de tenir d'une part, un langage de discipline économique qui n'est nullement un langage populaire, d'autre part, nous nous voyons privés des moyens d'action qui pourront faire comprendre la nécessité de cette politique, et c'est là la gravité de la situation.
Les conditions du succès de notre politique économique ne sont pas réunies dans le cadre d'une majorité correspondant à la reconduction du gouvernement actuel, mais il faut essayer de trouver des solutions, il ne s'agit pas d'écarter des solutions, il faut absolument trouver la bonne solution, du moins celle qui nous paraît la mieux appropriée à la situation actuelle du pays.
Pour ma part, je crois que c'est malheureusement le tripartisme et on y reviendra

peut-être dans un délai très court.
Si vous prenez la question des salaires, vous voyez bien que, entre le commentaire de Duclos et les explications que Ramadier a données à la chambre sur les primes de rendement, il y a eu peu de différences. Ce sont les arrières-pensées qui pourront changer. Je crois que c'est la seule solution possible et à peu près durable. C'est, je crois la solution que nous devons rechercher, un nouveau gouvernement de coalition, comprenant les trois grands partis, mais animé par le nôtre.
Ce n'est pas possible ? Alors nous sommes amenés à envisager des solutions transitoires jusqu'au jour où cette composition pourra être de nouveau mise sur pied.
II n'y a pas de gouvernement Socialiste homogène ? Il peut y avoir d'autres gouvernements dans lequel nous ne serions pas.
Je sais que les unes et les autres sont extrêmement difficiles. Je pense qu'il y a de graves dangers vis-à-vis de l'opinion publique, d'abandonner, de refuser un certain nombre de responsabilités.
Dans les circonstances présentes, je ne vois pas très bien un gouvernement qui reposerait sur une majorité de Socialistes, de MRP, à laquelle viendrait s'adjoindre une majorité de radicaux.
Un gouvernement homogène ne peut être que provisoire. La seule solution est le retour à au tripartisme, amené par un gouvernement de transition, sans cesser d'avoir les yeux fixés sur notre programme qui, c'est certain, s'imposera, comme la seule solution possible.
(Applaudissements)

Naegelen

Dans les circonstances difficiles -certains ont dit tragiques - au milieu desquelles nous trouvons, je voudrais essayer d'examiner quelques-uns des arguments qui ont été rapportés ici.
Le Président Ramadier est resté fidèle au programme qu'il avait défini devant l'Assemblée Nationale. J'ai l'impression que deux sortes de phénomènes pèsent sur nos débats.
Tout d'abord, un mécontentement général que nous voyons s'accroître, mécontentement d'ordre économique. Cet après-midi et ce soir, nous avons essayé d'en définir les causes. Causes économiques, incontestablement.
Les marchandises, en nombre et en qualité insuffisante, doivent être mises à la disposition de la population par une répartition plus équitable.
D'un autre côte, un certain malaise psychologique est étroitement lié à ce mécontentement.
L'opinion économique a l'impression que le gouvernement et le Parlement sont incapables de remettre de l'ordre du point de vue économique.
Nos adversaires (la réaction) essaient d'exploiter ces circonstances économiques.
La campagne de la réaction au gouvernement Ramadier est bien plus dirigée entre les trafiquants que contre un parti. On essaie de faire croire au pays que les

Fondation Jean Jaurès

partis sont impuissants, que le Parlement lui-même est impuissant, que la constitution de la 4ème République est mauvaise. Voilà ce que l'on essaie de répandre peu à peu : le manque de confiance dans la démocratie.

Paul Ramadier

Je voudrais insister sur ce que dit Naegelen. Le problème n'est pas du programme. Il est essentiellement politique. Nous sommes tous d'accord, sur le programme. Le pire, le drame de notre situation parlementaire, c'est qu'il n'y a pas de majorité possible sans le Parti Socialiste. En effet, les 360 voix que nous avons obtenu dimanche, les 100 voix Socialistes... même si vous y ajoutiez les abstentionnistes, vous n'arriveriez pas à un départ Socialiste.
Si d'autre part, le Parti Socialiste s'enfermait dans l'abstention, dans l'opposition, il n'y a plus de gouvernement possible.
Excusez-moi, camarades, peut-être tout à l'heure allez-vous décider ma démission. Demain matin, quand il faudra que j'écrive et que je signe la lettre que je porterai à Vincent Auriol, je vous l'avoue, ma main tremblera, parce que je ne sais pas si ma démission, ce ne sera pas la démission de la République.
(Applaudissements)
Nous allons, au lendemain de cette démission entrer dans une crise comme celle que nous avons connue au lendemain des élections, mais c'était le lendemain des élections et l'on excusait une assemblée toute neuve qui se cherchait, mais maintenant, voila six mois qu'elle travaille et l'on ne comprendra plus quelle n'ait pas encore trouvé son chemin, qu'elle n'ait pas trouvé le moyen de vous sortir ses délibérations, qu'elle n'ait pas trouvé le moyen réaliser ses volontés.
On parle d'autorité dans une démocratie.
Peut-il y avoir une autorité s'il n'y a pas la volonté des élus du peuple de travailler, alors qu'ils sont d'accord sur un but.
Nous allons aller vers une candidature Communiste qui sera écartée, vers une candidature MRP qui sera acceptée si nous votons pour elle, qui aboutira à un gouvernement MRP homogène. Allons-nous voter pour lui ? On parlait tout à l'heure d'un retour possible du cléricalisme.
Sera-t-il possible au Parti Socialiste de faire cet acte d'abnégation permettant de donner pendant des semaines et des mois, sa confiance à un gouvernement MRP homogène... Et si cet acte n'est pas accompli, crise, nouvelle crise...
Gouvernement Socialiste homogène ? Mais nous sommes 100 sur 600... Nous ne sommes que 100... C'était le tiers du groupe parlementaire qu'il aurait fallu mobiliser pour former le gouvernement Léon Blum. Pensez-vous que cela est encore possible ? Il a fallu l'immense crédit de Léon Blum pour le réaliser dans un moment où l'on savait que tout avait échoué, que pendant des semaines on avait cherché la solution sans la trouver. Maintenant, voila la ration de pain réduite. Et la viande, croyez-vous qu'elle reviendra sur le marché par enchantement, parce que le gouvernement sera renversé, croyez-vous que ce sera dans la démission du Parlement -car se sera une démission du Parlement- que la crise du ravitaillement cessera, que les réclamations de hausses de salaires se termineront, croyez-vous que ce soit à cet instant que ne reprendront pas les

Fondation Jean Jaurès

éléments psychologiques de la hausse.
Allez-vous retrouver l'économie au bout de ces quelques semaines de crise et de désordre et dans quel état la République se trouvera-t-elle ? C'est sur mes épaules que vous allez mettre cette effroyable responsabilité.
(Applaudissements)
M. Ramadier se tournant vers Naegelen : "Veux-tu que je sois le fossoyeur de la République ?"
(Applaudissements)

Naegelen reprenant - Au moment où Ramadier m'a interrompu pour faire la déclaration que vous tenez d'entendre, j'allais essayer de démontrer que si le Conseil national, ce matin, décidait la démission du gouvernement actuel, aucune majorité ne serait possible, ni un gouvernement MRP, ni un gouvernement Communiste, ni Socialiste. Je dis quelque chose de plus grave encore que cela, non seulement il n'y aurait pas de gouvernement possible, mais il n'y aurait pas de majorité possible parce qu'il n'y aurait plus de politique en France et plus de programme de gouvernement.
(Applaudissements)
J'ai été frappé par ceux qui se sont prononcés pour la démission du gouvernement Ramadier, mais rien n'a été proposé qu'un gouvernement homogène et tout à l'heure, Gazier envisageait de nouveau cette possibilité, mais déclarant lui-même qu'elle n'était pas possible et qu'il faudrait, dans l'intervalle envisager ce qu'il appelait des solutions transitoires, des gouvernements transitoires.

Naegelen se tournant vers Gazier - Alors tu acceptes des gouvernements successifs renversés les uns après les autres. Crois-tu que ce soit là une solution?
(Applaudissements)
Je crois que c'est de cette façon que nous irons, en France, au gouvernement personnel.
(Applaudissements)
Oui, le général de Gaulle surveille la situation et commence à s'armer. Il y a là un danger. Il n'est peut-être pas très grave, mais il existe. Le RPF, crée déjà de nouvelles administrations dans le pays.
Camarades, je vous rapporte ce propos que le 7 avril, à Strasbourg, le général de Gaulle, dans une conversation particulière a eu avec un général qui s'excusait auprès de lui.
Alors que la partie officielle des fêtes allait cesser et que la partie politique allait commencer, ce général s'excusait auprès du général de Gaulle d'être obligé de se retirer. A cette excuse, de Gaulle a répondu : "Vous pouvez vous retirer, tout cela n'a aucune importance pendant six mois".
Dans une autre conversation particulière, il disait : "Je sais que l'impuissance des partis et l'impuissance de cette assemblée m'ouvrent la voie et je dois déjà prendre l'armement dont j'aurai besoin".
Je ne crois pas, je ne prétends pas que c'est à cause de la naissance de ce

Fondation Jean Jaurès

mouvement que le Conseil national doit prendre une position dans tel ou tel sens, mais je pense que nous ne devons pas non plus négliger la situation.
Je vous mets en garde, ne reprenons pas les fautes que certains partis ont commis dans d'autres pays. Ne recommençons pas les fautes de la République de Weimar.
Prenez garde, prudence, prudence ; Si nous commettions ces mêmes fautes, je me suis posé la question : quelle seraient les réactions vis-à-vis de notre propre parti si demain Vincent Auriol recevait une lettre de démission.
Pensez-vous à l'exploitation que l'on fait notre présence dans cette salle : "C'est un Conseil national qui décide de la vie du pays ?"
Prenez garde à l'exploitation qui sera faite.
Nous n'avons pas chassé les Communistes, ce sont eux qui sont partis. Qu'est-ce que cette politique de duplicité ? Et nous suivrions ces hommes qui votent contre un gouvernement dont ils ont tout d'abord accepté le programme et prétendraient y rester. Non, camarades, il faut agir. Nous ne portons pas la responsabilité de la situation politique présente, c'est le Parti Communiste seul qui porte cette responsabilité.
Quant à nous, nous sommes restés fidèles au programme que nous avons défini devant l'assemblée et qui nous liait avec les autres partis. Ce n'est pas Ramadier ni les ministres Socialistes qui ont violé ce programme.
Je se suis posé une autre question. J'ai essayé de me mettre à la place de celui qui peut prétendre aujourd'hui être au-dessus des partis. Il reste de tout cœur avec le Socialisme, avec la République, avec la démocratie. J'ai essayé aussi me placer à l'Elysée et de me figurer que je m'appelais Vincent Auriol et je me suis dit : "Si demain Ramadier m'apporte sa démission, que dois-je faire ?" Vous parlez d'un gouvernement Socialiste homogène ? Mais si demain Vincent Auriol applique la constitution, elle arrivera, tout simplement.
Ce serait un peu fort que ce soit au moment où un parti abandonne le programme, il serait même anormal de faire appel à un parti qui abandonne la classe ouvrière. Est-ce l'appel aux Socialistes que vous voulez, camarades ? Il faut que chacun ait conscience de ses responsabilités.
Vous avez parlé de viande, de pain. Je sais quel rôle cela joue dans la vie quotidienne de la classe ouvrière et je crois que c'est un programme politique qui se pose et je n'ai, quant à moi, pas les inquiétudes exagérées que certains formulaient à cette tribune.
Nous aurons des temps difficiles, certes, nous aurons à lutter peut-être contre l'incompréhension de certaines couches de la classe ouvrière, contre les intrigues de nos adversaires. Mais nous en avons vu d'autres. Ce n'est pas par des solutions de paresse, par des solutions de peur que nous résoudrons les difficultés et que nous verrons triompher le Socialisme. C'est en ayant le courage de rendre nos responsabilités et de continuer dans le sillon qui a été ouvert par Léon Blum.
(Applaudissements)
C'est justement parce que les circonstances sont difficiles que nous devons rester présents à notre poste. Le plus gros reproche que l'on puisse faire, se

Fondation Jean Jaurès

serait d'abandonner le pouvoir à un moment particulièrement difficile. Nous, nous avons relevé le drapeau que le général de Gaulle avait laissé tomber. On ne doit pas nous adresser de reproches, mais nous avons le droit de lui en adresser.
(Applaudissements)

Léon Blum

Je ne voudrais pas garder le silence, je manquerais à mon devoir envers le Parti, après avoir entendu Ramadier et Naegelen, je voudrais encore attirer l'attention du Conseil national sur le point qui a déjà fait l'objet cet après-midi, de mes deux interventions. Tout au long de ces débats, j'ai senti que dans le Conseil national et dans le Parti, il y avait une inspiration vers le retour à un gouvernement Socialiste homogène. Nous pouvons tous en être profondément reconnaissants, mes camarades du gouvernement et moi puis qu'il n'y a jamais eu, dans l'histoire de notre Parti d'autre gouvernement homogène que le nôtre jusqu'à présent et que par conséquent, ce sentiment général est une précieuse récompense. Ceci prouve que notre passage au pouvoir ne vous a pas déçus.
Mais, camarades, je vous en conjure, si précieux que soit ce sentiment pour nous, ne vous laissez pas égarer.
Ai-je été assez clair, assez persuasif cet après-midi quand j'ai essayé de vous faire sentir que si ce gouvernement homogène avait été possible en décembre, c'est parce que au préalable, toutes tentatives de gouvernement de coalition avaient été épuisées vainement et parce que nous-mêmes, dans ces tentatives, avons fourni la preuve de notre sincérité, de notre loyauté, de notre bonne volonté.
Aujourd'hui, justifier la démission de Ramadier par l'expression "un gouvernement Socialiste homogène" serait nous placer, vis-à-vis des autres partis, dans la situation inverse. Ce serrait rendre impossible politique et pratiquement ce gouvernement que vous souhaitez et qui ne pourra jamais reparaître dans l'état de répartition des forces entre les partis que lorsqu'il apparaîtra au Parlement d'abord et à l'ensemble de l'opinion publique ensuite comme l'unique chance, l'unique ressource du régime parlementaire menacé.
Camarades, je vous conjure d'envisager cette évidence et d'en tenir compte.
Je conjure ceux de nos camarades dont le vote pourrait être déterminé par cette volonté d'un gouvernement Socialiste homogène, de ne pas rendre impossible la situation même, que leur fédération désire et qu'elle a chargé de faire triompher ici.
Je veux ajouter encore un seul mot.
Capocci était tout à l'heure à la tribune avec son éloquence véhémente, son éloquence habituelle, nous faisait sentir les dangers d'un gouvernement de coalition dont les Communistes cesseraient de faire partie. Je ne veux pas examiner dans leur fond la probabilité des dangers qu'il signalait, mais je veux dire une chose. Croyez-vous qu'ils seraient moins graves avec un gouvernement Socialiste homogène ? Croyez-vous que la solution du gouvernement Socialiste homogène apparaîtra à nos camarades Communistes comme une atténuation ou une aggravation de la situation présente ?

Capocci - Nous pourrions vous défendre.

Léon Blum - Cette solution mettrait de l'animosité et éveillerait au sein du Parti Communiste, le désir secret de l'abattre.
Voila camarades les deux rappels que j'ai tenu à vous faire.
Vous allez entendre le Secrétaire général du Parti que je remercie encore, comme je l'ai fait dans une conversation privée, de l'effort de profonde intelligence qu'il a déployée entre les groupes parlementaires et le Comité directeur.
Vous voterez ensuite et je vous le dis après Ramadier, j'ai des craintes. Bien que la peur soit un sentiment que je n'ai pas souvent éprouvé, je ne peux pas me rappeler sans une sorte d'émoi, dit paroles que j'ai encore dans les oreilles et que nous ne sommes plus nombreux dans cette salle à avoir entendu, les paroles de Sembat à la tribune de Toulouse, penché au-dessus de la salle et disant : "j'ai peur, j'ai très peur" et pour lui non plus, la peur n'est pas un sentiment qu'il éprouvait souvent non plus.
Eh bien, à mon tour, y a la peur, j'ai peur du lendemain, j'ai peur des conséquences et je conjure chacun de vous de penser scrupuleusement dans sa conscience, non pas seulement des raisons pour, des raisons contre, tirées des faits passés, ou de la situation présente, mais des raisons tirées de perspectives de la vie, de l'avenir.
Je n'accepte pas pour le Parti Socialiste, une espèce d'obligation secrète de faire toujours nécessairement partie du gouvernement. Je sais quelles sont les difficultés de pouvoir en régime capitaliste. Je sais quels sont les inconvénients moraux dont heureusement, le Parti Socialiste est resté jusqu'à présent indemne.
Je n'ai pas de parti pris, mais je pense à notre pays car aucun de nous n'a jamais pensé qu'en France, les intérêts de la classe ouvrière puissent jamais se distinguer des intérêts généraux de la démocratie et des intérêts du pays.
J'essaie de me représenter comme le disait Naegelen, la situation de demain, la situation où va se trouver un homme que vous placez dans une situation bien étrange entre son devoir constitutionnel et sa solidarité du Parti, à qui vous allez imposer une tâche pratiquement à peu près impossible, à peu près insoluble. Je vous demande, je conjure de réfléchir.
On avait dit, ce Congrès sera un Congrès dur, un Congrès grave. Ça été un Congrès sur lequel pesait une espèce d'oppression qui était l'oppression de la responsabilité la plus lourde, responsabilité que notre parti n'a jamais assumée depuis les élus de Montrouge. Ne nous laissons pas abattre. Dans ce pays libre, la République a toujours été fragile et toujours menacée.
Dites-vous que dans ce pays, pour des raisons que nous analyserons ensemble, il existe depuis plus d'un siècle, un vieux fond césarien qui a vu deux empires qui ont été des gouvernements populaires. Nous pensions il y a quelques jours et Naegelen le disait tout à l'heure qu'il a réussi plus que vous ne le pensez.
Il ne faudrait pas un bien long séjour dans un bouillon de culture pour que l'on vit se développer le microbe du césarisme et du pouvoir personnel.

Fondation Jean Jaurès

Je vous en conjure, dans un moment où la France, où le monde connaît une crise véritable, ne jetez pas le pays dans le péril. Les risques sont grands, la responsabilité est lourde. Laissez les grands conflits politiques s'apaiser. Si l'expérience de décembre a réussi, si elle prouve quelque chose, c'est qu'on rallie autour de soi ce pays, par la franchise, par la loyauté, le courage et quand il le faut, par la témérité.
(Applaudissements)
C'est là et là seulement qu'est le salut pour notre pays et pour notre Parti•
(Acclamations)

Guy Mollet

J'ai conscience à la fois de la gravité de la situation pour tous, de nos responsabilités des uns et des autres et plus particulièrement des difficultés de ma tâche. Je m'en vais cependant reprendre et reprendre calmement, sans passion, certains arguments. J'ai pris certaines notes.
C'est d'abord Ramadier qui donne son opinion au cours de la première intervention sur les différents partis. Sur le Parti Communiste dont il dénonce la démagogie. La question est de savoir si c'est à nous qu'il appartient de lui permettre de se ressouder facilement. C'est ce que nous ferions en nous appuyant sur le MRP, pour rester au gouvernement. Les exposés sont graves ; je ne suis pas d'accord avec Ramadier en ce qui concerne le MRP. Entre le MRP et nous il y a des différences profondes. Nous ne sommes d'accord ni sur la laïcité, ni sur la politique extérieure, ni sur les nationalisations, ni sur l'Indochine. Si les dirigeants sont contre de Gaulle, les fédérations s'appuyent sur la droite. Gouverner avec eux, mais Ramadier l'a dit lui-même, c'est aller au conflit avec la classe ouvrière
La CGT, pense Ramadier, nous suivra qu'avec une extrême prudence, car ils savent que les masses ne les suivront pas.
En réalité, c'est la masse mécontente et agitée qui démarrera la première et le Parti Communiste sera le suiveur afin de chercher à prendre la tête du mouvement.
Dans l'état actuel des choses, les ouvriers ne pourront pas supporter de longues grèves.
Philip a dit qu'il ne fallait pas compter sur une possibilité d'améliorer dans l'ensemble, le standing de vie. Il faudrait organiser la répartition. Pour voir augmenter le standing de vie, il faudrait avoir les moyens. Philip qui s'écrit, aux applaudissements du Conseil national tout entier, on ne peut parler de sacrifices d'un côté et de sacrifices de l'autre. Bravo André Philip... Mais quand le Congrès veut les possibilités de réaliser le blocage des salaires et la baisse des prix, nous allons à ce moment là, chercher ensemble la solution.
J'ai été très étonné de la conclusion de mon ami André Philip : impossible de réaliser cela sans un gouvernement homogène.
Naegelen a condamné le gouvernement provisoire. Il a parlé du danger de Gaulle. Je crois que lorsque j'ai fait un rapport d'ouverture dans les partis, j'ai été le premier à attirer l'attention du Conseil national sur le danger de Gaulle.

Fondation Jean-Jaurès

J’ai précisé que si actuellement ce danger n’était pas encore quelque chose de grave, il pouvait le devenir dans le cadre où l’on verrait s’accroître le mécontentement du pays, la désaffection des masses et plus particulièrement cette désaffection à l’égard du Parti Socialiste.
Pinaud a dit, ne mettez rien dans votre motion qui puisse empêcher la venue d’un gouvernement Socialiste homogène.
Or, le maintien du gouvernement actuel, le gouvernement Ramadier risque d'empêcher cette venue et je voudrais essayer de le démontrer.
Ce gouvernement ne peut actuellement réussir. Or, il apparaîtrait à tous comme dirigé par des Socialistes et le pays nous reprochera à la fois l'échec et dans le même temps, les tracasseries de ce faux dirigisme.
Ce gouvernement Socialiste homogène serait-il actuellement possible ? Tout le monde a parlé de sa possibilité. Il sera possible de l’envisager que si la preuve avait démontré d’une façon éclatante qu’aucune autre solution n’est possible. Or, la preuve a été faite en décembre par Léon Blum. Je crois possible la formation d’un gouvernement Socialiste homogène. L'homogénéité à une grande importance pour l’opinion.
Pour l’opinion publique, le mot homogène diminue énormément la valeur de l’argument qui consiste à dire, nous ne sommes que 100 sur 600. La majorité de ceux qui composent le gouvernement aujourd'hui est nécessaire pour faire une majorité sur le plan parlementaire. Il nous faudra bien pour avoir une majorité, maintenir les radicaux ou bien ce gouvernement, pour maintenir sa composition actuelle, continuera à ne pas donner à nos amis qui tiennent les portefeuilles de l'économie au gouvernement, les moyens techniques nécessaires. On continuera à bloquer les salaires. Ce sera cela ou bien au contraire, un gouvernement Socialiste-MRP. Je le répète, si c’est cela que nous voulons, disons le nettement, Répondons-y nettement. J’ai déjà répondu non. Quant à l’argument qui consiste à vouloir opposer une soi-disant impossibilité constitutionnelle à la démission de Ramadier, je connais bien la constitution moi aussi.
Il y avait peut-être un contrat entre le Président du Conseil Ramadier et l’assemblée. Indiscutablement, Ramadier peut rester, il doit rester mais… Naegelen disait tout à l’heure si on reste au gouvernement, on dira : les Socialistes maintenant sont avec les MRP. Ce sera lamentable. Vous voulez rester indépendants, vous voulez garder votre autonomie. Alors. Cela est impossible.
Il y avait un contrat liant le Président du Conseil aux partis qui avaient composé le cabinet. Il y avait eu un jour une certaine formation ministérielle comprenant un certain nombre de partis. Du fait du départ d’un de ces partis, le pouvoir est rompu. Si Ramadier a le droit de rester, il a aussi le droit de s’en aller. Il a le droit de dire :
"J'avais été investi au nom d’une certaine majorité, je n’accepte pas de rester avec une nouvelle majorité".
Lussy parlait tout à l’heure que le problème de 1947 était légèrement différent de celui de 1936. Il y a la différence suivante c’est que depuis 1936, nous avons tous, sans exception, proclamé sur toutes les tribunes publiques que le pouvoir

de 1936, on ne le reverrait plus, que nous n'accepterions plus ce soutien, que nous ne permettrions plus ce double jeu. On nous propose aujourd'hui de l'accepter.
En dehors de cela, personne n'a répondu aux arguments développés sur le danger du Parti Communiste et de la CGT dans l'opposition.
Or, je répète que le plus grave danger pour le Parti, c'est d'entrer dans le jeu de nos adversaires et plus particulièrement de nos adversaires Communistes. J'ai montré ce qu'ils tentaient, ce qu'ils voulaient.
"L'Humanité" annonce d'ores et déjà que l'on peut compter sur son soutien, qu'il est normal pour un grand parti de prendre ses responsabilités.
De l'autre côté, "La Dépêche" annonce : si le Parti Socialiste fait prévaloir l'intérêt national à la fois sur des réserves anciennes et périmées, il va devenir un grand parti du gouvernement.
Les partis en sont donc venus à la solution qui résulte naturellement du discours de Strasbourg.
"France libre" estime lui aussi que Ramadier, en demandant l'avis de son parti, a porté un coup terrible aux partis républicains.
Le gouvernement Ramadier sera précaire s'il est maintenu, il ne tiendra pas, il se disloquera.
Si l'on en croit les partis de droite, de gauche tous les espoirs redeviennent permis. Pour ma part, je préfère les jours où nos adversaires nous attaquent. Généralement, c'est bon signe. Aussi, notre réponse va être non.
Pour pratiquer un socialisme constructif, nous savons sur qui nous devons compter : presque sur nous seuls.
Nous allons conclure. Je tiens à vous dire que je n'ai pas été sans remarquer l'esprit fraternel qui a animé ce débat, et cette atmosphère toujours sereine et calme où chacun prenait sa part de responsabilité, où chacun comprenait combien l'heure est grave.
Maintenant, chacun va devoir prendre ses responsabilités en n'oubliant cependant pas cette préoccupation essentielle qui est celle de Ramadier, qui tout à l'heure, avec toute sa foi, toute sa sincérité, me lançait ceci : "Guy Mollet, voudrais-tu que ce soit moi le fossoyeur de la République ?"
Avec la même sincérité, avec le même souci de défendre la République, Je crois que pour sauver la nation» pour sauver la République, pour sauver la démocratie, il faut d'abord ne rien faire qui puisse diminuer le Parti Socialiste. Le jour où le Parti aura perdu la confiance du pays, ce jour là, il ne sera même plus question de la République dans ce pays. C'est donc le Parti d'abord qu'il faut sauver.
(Applaudissements)
La question essentielle se posant devant le Conseil national est celle-ci :
"Le gouvernement Ramadier doit-il vivre ou non ?"
Dans l'hypothèse où le Conseil national décide le maintien du gouvernement Ramadier, Je vous proposerai qu'une Commission des résolutions se réunisse immédiatement pour adopter un texte fixant les conditions sur le plan.
Dans l'hypothèse inverse, où le Conseil national se prononcerait pour le retrait

Fondation Jean-Jaurès

du gouvernement Ramadier, il faudrait qu'une Commission des résolutions prépare un texte fixant les limites dans lesquelles le Comité directeur et le groupe parlementaire seraient autorisés à organiser un gouvernement, soit gouvernement Socialiste homogène, soit les limites d'une majorité. Il m'apparaît évident que la première question à trancher est celle posée au Comité directeur :
"Le gouvernement Ramadier doit-il subsister ou non ?"

Daniel Mayer

Je crois que Guy Mollet nous pose très exactement le problème comme il doit être posé devant le Conseil national. On sent qu'il n'y a pas de crise actuellement. Qu'il y a un gouvernement dont Paul Ramadier est le Président, que ce gouvernement ayant posé la question de confiance avec l'assentiment de tous les ministres, a obtenu la majorité du Parlement et que nous ne sommes pas réunis ici pour savoir si Ramadier doit rester ou non. C'est là une question qui parait extraordinairement se poser.
Nous sommes réunis ici uniquement parce que le Parti avait jusqu'à présent, dans ses Conseils nationaux, à discuter deux catégories de devoirs, qui jusqu'à présent, étaient des devoirs complémentaires, et qui à cause du départ des Communistes, sont devenus des devoirs inconciliables. Les Conseils nationaux avaient d'une part à discuter d'une politique économique déterminée et d'autre part déclaraient que l'on ne pouvait pas être au gouvernement sans les ministres Communistes.
Par conséquent, tant que les devoirs n'étaient pas en opposition, tant que cette double série de décisions n'était pas opposée l'une à l'autre il n'y avait pas besoin de réunir le Conseil national et le Conseil national se réunit aujourd'hui uniquement par le fait du départ des Communistes. De ce fait même, nous avons à choisir entre la fidélité à l'une ou l'autre de ces solutions. C'est comme cela que le problème doit être posé devant le Conseil national et je demande qu'avant que l'on ouvre nous-même une crise, à l'égard du gouvernent Paul Ramadier, nous soyons bien d'accord sur la manière de poser la question à laquelle les deux résolutions intérieures restent fidèles puisqu'elles sont inconciliables du fait des élus Communistes.
(Applaudissements)

Guy Mollet - Il faut que ce Conseil, dans un sens ou dans l'autre, donne des réponses nettes. Le Comité directeur avait dit : Ramadier doit-il ou non démissionner ? Le Comité directeur a dit qu'il devait démissionner, le groupe parlementaire a dit qu'il ne devait pas le faire. Le Comité directeur n'a pas voulu de conflit entre les groupes parlementaires et lui-même. Il faut répondre par oui ou par non sur la question posée :
Le gouvernement Ramadier doit-il démissionner ou non.

Charles Lussy - Je ne crois pas qu'il soit possible de voter comme le propose Daniel, il ne suffit pas de dire que Ramadier doit ou ne doit pas démissionner. Il faut que le Conseil national dise pourquoi il doit démissionner dans le cas où le

Conseil national le désirerait.
La question doit être la suivante : Peut-on rester au gouvernement quant les Communistes n'y sont plus ?

Léon Boutbien - J'ai l'impression qu'on cherche à fausser le scrutin. Lorsque Guy Mollet demande que le Conseil se prononce sur la question de savoir si nous demandons à notre camarade Ramadier de démissionner ou de rester, c'est en toute connaissance de cause. Il n'est pas question de reprendre les débats car nous connaissons les causes qui nous feront pour ou contre la reconduction du gouvernement Ramadier, c'est ce que nous avons fait pendant plusieurs heures. Je demande que l'on vote de la façon dont Guy l'a demandé.

Daniel Mayer - Je m'excuse, mais la façon dont le vote est présenté par Guy Mollet et Boutbien, au lieu d'être un vote clair, sera un vote équivoque.
Les camarades sont partisans de la démission du gouvernement Ramadier le sont bien souvent pour des raisons diverses et très souvent en opposition les unes avec les autres. Il faut le dire. Il y en a qui sont partisans de la démission par ce qu'ils souhaitent un gouvernement Socialiste homogène, d'autres parce qu'ils désirent qu'un autre que Ramadier soit Président du Conseil, d'autre ne sont pas satisfaits de la politique de faux dirigisme, il y en a qui sont partisans de la démission pour des raisons dont je ne veux pas maintenant examiner le fond, parce qu'ils pensent qu'on ne peut être au gouvernement sans la collaboration du Parti Communiste.
Il y a un problème qui se pose vis-à-vis de Paul Ramadier : il ne doit de toute façon pas démissionner dans l'équivoque, mais avec des considérations précises.
Voici le problème qui se pose : est-ce que le gouvernement doit ou non démissionner parce que les ministres Communistes ont quitté le gouvernement ?

Paul Ramadier - Je crois que lorsque je porterai ma démission à Vincent Auriol, il la refusera. Il dira : "Tu es investi par l'assemblée, tu peux changer tous tes ministres et constituer un gouvernement Socialiste homogène, tu as évoqué l'hypothèse selon laquelle sans changer le Président du Conseil au gouvernement de coalition, serai substitué un gouvernement Socialiste homogène."
Peut-être était-ce une hypothèse que tu écartais. Je me demande comment voteront les camarades qui auraient retenu cette hypothèse si la question est posée ainsi.

Andrée Vienot - Je crois que même parmi ceux d'entre nous qui étaient décidés à voter pour la démission, il n'y a aucun d'entre nous qui n'ait été profondément ébranlé par l'appel de Ramadier et Naegelen.
Je crois que le genre de procédure dans lequel on essaie de nous entraîner maintenant nous entraîner dans des effets contraires.
Je pense que le plus sage, le mieux, serait de rédiger deux solutions, une rédigée par Guy Mollet et une rédigée par Daniel Meyer et chacun rédigeant sa solution

Fondation Jean Jaurès

avec les considérations qu'il croit devoir y apporter. Ensuite, on pourrait se réunir et confronter les deux motions.

Salomon Grumbach - Ne nous entraînez pas dans un nouveau débat. La question est précise. C'est de savoir si Ramadier doit démissionner ou s'il doit rester. Il n'est pas difficile de poser la question sans maladresse.
Le vote a lieu par mandats sur la question :
"Le gouvernement Ramadier doit-il démissionner ?"
Le vote donne 2.529 "non" et 2.225 "oui".

Guy Mollet - Désignions d'urgence une Commission des résolutions.

Pour préparer la résolution finale, la Commission des résolutions est composée de Guy Mollet, Arrès-Lapocque, Pineau, Naegelen, Charles Lussy, Houx (remplaçant Ferret), Charlot.
Louis Lévy présente un texte qui précise que le Parti continue à refuser de s'associer à une politique anti-Communiste avec une majorité réactionnaire.

La Commission des résolutions se réunit, pour rapporter une résolution finale.

M. Pineau (rapporteur) donne lecture de la motion unique de la Commission des résolutions du Conseil national :
Le Conseil national du Parti Socialiste SFIO prend acte du refus des ministres et députés Communistes de continuer à l'associer à la politique de baisse des prix et de stabilisation des salaires qu'ils avaient approuvée le 21 janvier en votant la déclaration ministérielle.
Il affirme à nouveau que le respect de la solidarité ministérielle constitue une des conditions nécessaires du fonctionnement de tout régime parlementaire. La rupture de cette solidarité par un parti quelconque de la majorité gouvernementale constitue en fait un abandon volontaire de cette majorité.
Cette rupture peut être particulièrement déplorée dans une période où notre pays est assailli par les plus graves difficultés, où se précisent des menaces contre le régime, où l'union de tous les Républicains serait plus que jamais nécessaire pour faire face à celles-ci.
En tout état de cause, le Parti Socialiste ne pourrait accepter de se prêter à la formation d'une coalition qui, sous prétexte d'anti-communisme, aboutirait à dresser l'un contre l'autre, deux blocs antagonistes et diviserait les travailleurs de ce pays. Il ne maintiendrait pas ses représentants au gouvernement si celui-ci devait être soutenu par une majorité réactionnaire.
Le Conseil national invite les représentants du Parti Socialiste au gouvernement à demeurer en contact étroit avec les organisations syndicales (CGT et CGA).
Il affirme à nouveau sa volonté de voir continuer l'œuvre commencée par le gouvernement Léon Blum et courageusement poursuivie par le gouvernement présidé par Paul Ramadier, en vue d'obtenir une baisse des prix permettant aux salaires de conserver un pouvoir d'achat réel.

Fondation Jean-Jaurès

Il proclame à nouveau que toute autre politique et notamment celle qui permettrait la reprise de la course entre les salaires et les prix, aboutirait fatalement à l'inflation monétaire, à l'effondrement de la monnaie, à la raréfaction des devises, à l'arrêt des importations ; autant dire à la misère des travailleurs et à la ruine des classes moyennes.
Tout accroissement de la production doit profiter aux travailleurs de ce pays et permettre l'amélioration de leur niveau de vie. Le Conseil national affirme la nécessité de réaliser l'équilibre budgétaire par une compression sévère des dépenses publiques et en particulier des militaires injustifiées, ainsi que par une réforme des méthodes administratives.
Dès à présent, un effort particulier doit être fait en vue de rajuster les salaires anormalement bas.
Le Conseil national fait confiance à ses représentants au gouvernement pour que cette politique soit non seulement maintenue mais soit dotée des moyens nécessaires à sa réussite et que soit établie une répartition équitable des sacrifices entre toutes les classes de la nation au moyen d'un contrôle rigoureux de la distribution et des prix, avec l'appui des organisations des travailleurs et des comités d'entreprises.
Il estime prématuré le retour à des mesures de libéralisme incompatibles avec la pénurie actuelle. Toutefois, les directives et contrôles nécessaires ne doivent point avoir pour effet d'arrêter toute initiative individuelle, de gêner le développement possible de la production et des échanges et d'accroître une bureaucratie coûteuse.
Les mesures de police en particulier doivent s'exercer davantage à l'égard des gros trafiquants du marché noir et des grandes entreprises qui ne se conforment pas aux décisions gouvernementales qu'à l'égard des petits producteurs et commerçants de bonne foi.
D'autre part, la gestion des entreprises nationalisées, sous le contrôle actif des comités d'entreprises, doit tendre à assurer leur équilibre financier et à permettre le développement de la démocratie économique.
Le Conseil national affirme sa volonté de voir coordonner les forces Socialistes et démocratiques de l'Europe et du monde en vue d'éviter que se constituent et s'affrontent, pour le plus grand danger de la paix, des blocs antagonistes.
Il demande au gouvernement de tout faire pour resserrer les liens entre l'Union française et la métropole et en particulier pour aboutir au rétablissement de la paix en Indochine.
Il fait confiance à Paul Ramadier pour poursuivre en accord avec la classe ouvrière, et les travailleurs de ce pays, la politique de salut public proposée par le Parti Socialiste.

Cette motion est adoptée par le Conseil national à l'unanimité moins une abstention.

M. Malacrida déclare le Conseil clos à 4h30 du matin.

Fondation Jean Jaurès